



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>







—







A mon frère  
avec mes sentiments les plus dévoués  
Abouing

CHATEAUDUN

PENDANT

LA RÉVOLUTION





# Châteaudun

PENDANT

## LA RÉVOLUTION

PAR M. RABOUIN

NOTAIRE HONORAIRE

Correspondant du Ministère de l'Instruction publique  
pour les travaux historiques

CHATEAÛDUN

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE

—  
1904































































































































































D'autre part, M. de Luynes, à plusieurs fois, et notamment le 12 messidor an III (30 juin 1795), demandait pour le 11 nivôse suivant (31 décembre 1795) la jouissance des différents locaux de son château occupés par le tribunal et les prisons.

Le tribunal fut alors transféré dans les bâtiments des Génovéfains de la Madeleine, mais il n'y resta pas longtemps ; il siégea ensuite dans l'ancienne église de Saint-Pierre. Il ne fut définitivement installé que vers l'an IX dans l'aile gauche de l'abbaye de la Madeleine (1).

Le Directoire du district, dans la séance du 15 brumaire an IV (6 octobre 1795), invita le Département à ordonner « que les prisons  
« continuassent à rester au château, à cause de  
« l'impossibilité de trouver ailleurs un autre  
« local ». Elles ne furent transférées à l'abbaye de la Madeleine qu'après l'exécution des travaux.

Nous avons relaté plus haut l'organisation

---

(1) Dans une délibération du tribunal, du 3 floréal an V (22 avril 1796), il est dit « que la translation du  
« tribunal de la ci-devant abbaye de la Madeleine à  
« l'église de Saint-Pierre avait occasionné des frais ». (Registre du greffe.)

Autre délibération du tribunal, du 3 fructidor an VIII (21 août 1800).

Registres municipaux, 7 messidor an III (25 juin 1795).







« prisonniers sont réduits à coucher sur la  
« paille que leur loue le geôlier ; il en est  
« résulté que plusieurs de ces malheureux y  
« ont été assaillis de maladies dangereuses et  
« obligés d'être transférés à l'Hôtel-Dieu.

« Pour parer à ces inconvénients, le Corps  
« municipal a l'honneur de prier MM. les  
« administrateurs de donner l'autorisation d'a-  
« cheter les couchettes nécessaires pour le  
« nombre des prisonniers qui sont communé-  
« ment détenus et d'ordonner telle autre dépense  
« que besoin sera pour leur soulagement ;  
« pour le tout, d'après les mémoires certifiés  
« véritables par la municipalité et le Directoire  
« du district, être payé sur les mandats des  
« administrateurs du Département. »

Après avoir signalé au Directoire du département les réformes à faire pour les prisonniers, l'administration municipale eut à s'occuper des pauvres et à trouver les ressources nécessaires pour les secourir.

La suppression des couvents et des dîmes, ainsi que la vente des biens ecclésiastiques, avaient tari les sources principales de l'assistance publique ; c'est ainsi qu'à Châteaudun, les religieux de l'abbaye de la Madeleine donnaient chaque année aux pauvres de la ville



rente ne fut plus servie par suite de l'abolition des dîmes (1).

On voit sur les registres du district que beaucoup de rentes foncières furent remboursées à cette époque; les débi-rentiers profitèrent de la dépréciation des assignats et se libérèrent à bon compte.

Pour se procurer les ressources nécessaires aux besoins des pauvres, on forma un Bureau de charité, composé du Corps municipal et des curés de la ville.

Des quêtes furent faites du 14 au 21 décembre 1790 par les curés.

La paroisse de la Madeleine donna	370 l.
Celle de Saint-Pierre. . . . .	210
Celle de Saint-Lubin. . . . .	30
Celle de Saint-Médard . . . . .	12
Celle de Saint-Jean. . . . .	12
Et celle de Saint-Valérien . . . .	200
Ensemble. . . . .	<u>834</u>

Il ne fut pas fait de quête dans la paroisse de Saint-Aignan, qui n'avait pas alors de curé.

M<sup>me</sup> d'Albert (duchesse de Luynes) fit verser 600 l. pour les pauvres.

Dans la séance du 21 décembre 1790, le Bureau de charité décida qu'il se réunirait tous

---

(1) Registre du District, n° 4, D, n° 397, 25 août 1792.













vaient point à demander, comme autrefois, des bulles de confirmation au Pape ; ils lui adressaient seulement des lettres de communion, pour l'avertir de leur élection.

Dans des mandements adressés à leurs diocésains, les évêques, à l'exception de quatre, déclarèrent que la Constitution civile était en opposition avec les principes canoniques.

L'Assemblée, sentant grandir la résistance, rendit, le 27 novembre 1790, un décret « enjoignant aux évêques, curés et autres « ecclésiastiques, fonctionnaires publics, de « prêter serment d'être fidèles à la Nation, à la « Loi et au Roi, de maintenir de tous leurs « pouvoirs la Constitution décrétée par l'As- « semblée Nationale et acceptée par le roi, « sous peine d'être considérés comme démis- « sionnaires et d'être, s'ils continuaient leurs « fonctions, poursuivis comme perturbateurs « de l'ordre public. »

Les prêtres qui se conformèrent à ce décret furent aussi appelés constitutionnels, jureurs ou assermentés ; les autres, réfractaires ou insermentés.

« La majeure partie des ecclésiastiques « du diocèse préféra prêter serment comme « les fonctionnaires civils, plutôt que de s'ex- « patrier. Ils ne cessèrent d'exercer leur minis-









Après avoir reçu l'institution canonique de Monsieur Bonnet, évêque du département d'Eure-et-Loir, ils furent installés dans leurs paroisses le 10 avril, par le Maire et le Conseil municipal, escortés de 50 gardes nationaux.

Dans le procès-verbal dressé à cette occasion, il est dit :

« MM. les curés sus-nommés ayant, chacun  
« dans leur paroisse, prêté le serment prescrit  
« par les décrets, en présence tant du peuple  
« et du clergé que du corps municipal, il en  
« a été dressé acte sur-le-champ par le secré-  
« taire-greffier de la municipalité sur un registre  
« en papier timbré, que MM. les marguilliers  
« ont représenté dans chacune des cinq  
« églises, conformément à l'article 39 des  
« décrets du 12 juillet 1790.

« Fait et arrêté au bureau de la maison  
« commune, de retour de la paroisse de  
« Saint-Jean, la dernière des paroisses où le  
« Conseil municipal a reçu le serment du curé  
« de ladite paroisse. »

La constitution civile du clergé et l'obligation d'y prêter serment occasionnèrent dans la population une grande perturbation, qui se manifesta dans presque toutes les localités. Le pays était divisé : dans chaque paroisse, deux partis, deux croyances, deux cultes.







« Une compagnie s'était déjà chargée de l'entreprise et, pour en assurer d'autant plus le succès, elle avait envoyé des ingénieurs dans les différents endroits où coulait le Loir, tant pour constater le travail qu'elle aurait à faire que pour déterminer et marquer les lieux les plus commodes pour l'établissement des ports.

« Il s'agit, dans ce moment, de marquer le lieu où sera construit le port de cette ville et de le placer de manière qu'il présente les plus grandes facilités pour le débarquement et l'embarquement des marchandises, mais que sa position soit telle que les marchandises soient à l'abri de la violence des vents et des injures du temps ; il est de l'intérêt de la ville de s'occuper du soin de trouver pour l'établissement un lieu qui présente ces différents avantages.

« Il est encore essentiel de décider si la commune fera les frais de cet établissement ?

« Si elle n'entrera que pour partie dans ces frais ?

« Ou enfin si elle laissera la compagnie en faire seule tous les frais, se réservant cependant le droit d'y entrer quand et pour telle portion que bon lui semblera, en remboursant les intéressés ?

« Le Conseil général, ayant soigneusement

examiné les trois projets présentés par M. le Maire pour l'emplacement du port, savoir :

« Le premier commençant depuis la Montagne Saint-Gilles jusqu'au pont Saint-Médard ;

« Le deuxième, depuis les Grands-Moulins jusqu'à la Fontaine-Ronde ;

« Le troisième, depuis la Fontaine-Ronde jusqu'au dessous du Sépulcre ;

« Considérant qu'en plaçant le port sous Saint-Gilles, ce serait l'exposer au danger de s'encombrer en peu de temps par les sables et vases qui s'amasseraient en quantité prodigieuse, ce qui n'arriverait que trop souvent par l'impossibilité où l'on se trouverait d'avoir des eaux étrangères pour laver le bassin toutes les fois que les circonstances l'exigeraient ;

« Considérant qu'en plaçant le port à partir des Grands-Moulins jusqu'à la Fontaine-Ronde, cet emplacement présenterait encore les plus grands inconvénients, en ce que les bateaux venant à s'échapper de la rade (*sic*) ne pourraient être atteints par les bateliers avant qu'ils fussent arrivés, soit aux éperons des Grands-Moulins, soit aux piliers d'accotement de la porte marinière où ils viendraient se briser ;

« Considérant enfin qu'en plaçant le port depuis la Fontaine-Ronde jusqu'au dessous du







VRIER, BORET, HALLIER, LAURENCIN, REGNAULT père, LESTRADE, RAIMBAULT, LECESNE et L<sup>r</sup> GUÉRINEAU. »

Le Directoire du district donna un avis favorable dans la séance du 6 juin 1791.

Ce projet intéressait vivement la population ; dès le 21 mars 1791, la Société des Amis de la Constitution établie à Châteaudun, avait adressé au Conseil général un mémoire qui fut imprimé et envoyé aux municipalités des communes riveraines du Loir (1).

Ce projet fut repris en fructidor an III, mais sans résultat (2).

Bien des fois déjà cette question de la canalisation et de la navigation du Loir a été agitée ; elle le fut encore quatre ou cinq fois. Ce projet est inscrit au programme dressé, il y a quelques années, par M. de Freycinet, alors ministre des Travaux publics. La réalisation se fera probablement attendre encore longtemps. Nous léguons les plans, devis et mémoires à nos arrière-neveux !

La Société des Amis de la Constitution,

---

(1) Un exemplaire de ce mémoire se trouve à la Bibliothèque communale, fonds Barré de Boisméan.

(2) Archives communales. Correspondance.





Report.....	18.000 l.
« Pour d'autres mémoires fournis	
« depuis la bâtisse de l'hôtel-de-ville .	2.935 l. 7 s. 9 d.
« A plusieurs propriétaires de rentes	
« annuelles.....	1.575 l.
« Ensemble (en capital).....	<u>22.510 l. 7 s. 9 d.</u>
« Il y avait lieu d'ajouter (dépenses annuelles) :	
« 1 <sup>o</sup> Dépenses du service de la garde nationale, corps	
« de garde.....	600 l.
« 2 <sup>o</sup> Entretien des puits, promenades, pa-	
« vage.....	900
« 3 <sup>o</sup> Frais de police, y compris gages du	
« commissaire .....	1.000
« 4 <sup>o</sup> Frais de bureau, traitement du secré-	
« taire-greffier, commis, ports de lettres,	
« voyages, d'expert, frais de rôle.....	4.000
« 5 <sup>o</sup> Fêtes et cérémonies publiques.....	400
« 6 <sup>o</sup> Réparations à l'hôtel-de-ville et mai-	
« son de la Hallebarde.....	400
« 7 <sup>o</sup> Frais d'imposition.....	200
« Total (1).....	<u>7.500 l.</u>
« Les rentes foncières servies annuellement par la ville	
« étaient de.....	1.575 l.
« Les rentes et revenus d'im-	
« meubles touchés par la ville	
« étaient de.....	<u>1.157 l. 6 s. 6 d.</u>
« Déficit annuel.....	417 l. 13 s. 6 d.

(1) Il est à remarquer qu'il n'était rien dépensé pour l'instruction publique.

Report.....	417 l. 13 s. 6 d.
« A cet excédent il faut joindre :	
« 1° Sommes dues aux ou-	
« vriers (18.000 l. + 2.935 l.	
« 7 s. 9 d.).....	20.935 l. 7 s. 9 d.
« 2° Arrérages arriérés dus par	
« la ville.....	1.575 l.
« 3° Besoins annuels de la ville.	7.500 l.
	<hr/>
« Total.....	30.428 l. 1 s. 3 d.
	<hr/>

Le Maire ajouta que, pour combler le déficit, il fallait de toute nécessité que les octrois et taxes sur la consommation fussent remplacés. C'est toujours la même chose, même en 1903.

Le Conseil général fut d'avis que les dettes anciennes seraient payées avec le seizième à toucher par la municipalité sur la revente des domaines nationaux et que, pour le déficit annuel, après le prélèvement de deux sols par livre sur les patentes décrété au profit des municipalités, « il serait demandé, au profit de  
« la commune, l'autorisation de percevoir  
« chez le préposé, résidant à Châteaudun,  
« à la recette du timbre et de l'enregistrement,  
« la somme nécessaire pour compléter ce qui  
« est nécessaire aux besoins de la ville ».

Le préposé de l'enregistrement était receveur du prix des biens nationaux aliénés ; c'était en effet à lui que l'administration com-





















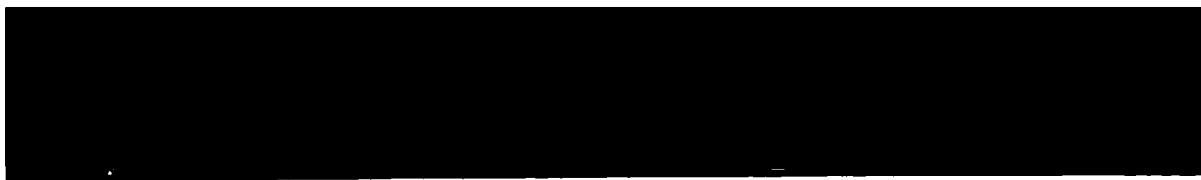














## CHAPITRE II

---

### **Assemblée Législative.**

Les élections pour l'Assemblée Législative eurent lieu à Chartres le 25 août 1791 et jours suivants.

Parmi les membres élus pour le département se trouvaient M. Boucher, homme de loi à Bonneval, et M. Doussain, cultivateur à Genainville, commune de Flacey, comme suppléant.

Les députés se réunirent le 13 octobre 1791.

Un mois plus tard, les 13 et 14 novembre 1791, on procéda, à Châteaudun, à la nomination du maire, des officiers municipaux et des notables.

Furent élus :

*Maire* : M. Guérineau-Chenardière.

*Officiers municipaux* : MM. Navier, Lorin, Lumière, Bourgeois.

*Notables* : MM. Nion fils, Cornu, Marchand,





firent, en décembre 1791, des quêtes qui s'élevèrent :

Pour la paroisse de Saint-Médard, à .	69 l. 2 s.
— Saint-Jean, à . .	48 l.
— Saint-Lubin, à . .	70 l. 16 s.
— la Madeleine, à . .	1.452 l.
— Saint-Valérien, à .	1.277 l.
— Saint-Pierre, à . .	1.348 l. 10 s.
Total. . . . .	<u>4.265 l. 8 s.</u>

Le Bureau de charité possédait alors : 1° une rente de blé dont la municipalité poursuivait le recouvrement ; 2° 451 l. 9 s. 2 d. entre les mains de l'ancien trésorier ; 3° la terre de la Minaudière d'un revenu de 400 l. environ.

L'administration comptait sur les souscriptions habituelles du duc de Luynes.

Quelques jours plus tard, les ateliers de charité furent ouverts.

La municipalité eut alors à prendre des mesures importantes nécessitées par les crimes et les troubles qui avaient jeté l'épouvante dans le pays, déjà très surexcité. On fit plusieurs appels à la garde nationale, qui fournit des hommes pour surveiller la ville.

A la suite d'assassinats commis dans les localités voisines, le Maire exposa au Conseil,

















































































« se donnait lui-même en otage. M<sup>me</sup> Meaussé  
« contracta le même engagement. Ils s'enga-  
« gèrent tous, aux termes de la loi, de ne pas  
« quitter l'enceinte de la ville sans l'autori-  
« sation de la municipalité. » Le 11 du même  
mois, M. de Meaussé demanda et obtint la  
permission de passer quelques jours à sa  
maison de campagne d'Aulnay, en laissant sa  
femme et ses enfants à Châteaudun.



























« une autre paroisse, mais elle n'est pas sup—  
« primée. Les demandes réitérées du District,—  
« du Conseil général de la commune et des  
« habitants pour obtenir les réunions ont été—  
« sans effet.

« Nous vous demandons donc, Représen—  
« tants : 1° à être autorisés à choisir dans le  
« nombre des édifices nationaux encore à ven—  
« dre, celui le plus propre à y former l'éta—  
« blissement d'une éducation publique, d'après  
« l'avis et sous l'inspection des corps adminis—  
« tratifs ;

« 2° Que les paroisses de Saint-Pierre, Saint—  
« Lubin et Saint-Médard soient provisoire—  
« ment supprimées et leur réunion à la Made—  
« leine effectuée, conformément au vœu des  
« fabriciens de ces trois paroisses exprimé au  
« Département et au citoyen évêque par la  
« députation, jusqu'à ce que les circonscrip—  
« tions et la réunion soient définitivement  
« arrêtées. »

De leur côté, les administrateurs de l'hospice  
nouvellement nommés, adressèrent, le 26  
octobre 1792, au Conseil général un mé—  
moire pour exposer que le bâtiment servant  
d'église aux Frères condamnés de l'Hôtel-Dieu  
se trouvait dans le plus grand délabrement.  
Un rapport dressé par trois experts cons—



























« armes et de se mettre en défense ; cette  
« troupe de gens malintentionnés avait été  
« forcé de se retirer, mais elle ne l'avait  
« fait qu'après avoir tenu les propos les plus  
« séditeux et s'être livrés aux menaces les plus  
« effrayantes ; cette troupe de gens mal-  
« intentionnés avait été et tenait plusieurs fois  
« qu'elle regretterait que cela qui arrivait  
« entre les commissions le jour d'hier à Bron,  
« ne fussent pas venues aujourd'hui en cette  
« ville, comme ils l'avaient promis, car ils se  
« seraient vus à eux.

« Les citoyens Buret et Nivier ont répondu  
« que plusieurs fois avaient été assignés  
« et avaient été qu'ils menaçaient de venir hier  
« dans l'assemblée hier à Bron pour les paralyser  
« avec eux et que, pour le moment, ils seraient  
« en force et feraient bien certainement ce  
« qu'ils s'apprêtaient à faire aujourd'hui (Signe :)  
« NIVIER, BURET.

« Le Conseil général, délibérant sur le rap-  
« port fait par les citoyens Nivier et Buret et  
« considérant qu'il importe d'assurer la tran-  
« quillité des marchés ; considérant encore  
« qu'il est à craindre que les 1.200 hommes  
« qui avaient menacé hier de venir aujourd'hui  
« en cette ville pour y traver les denrées, et  
« apprenant qu'ils y seraient attendus par plu-















































































































































































































































































A la suite de la fermeture des églises vint le changement du nom de plusieurs rues et places de la ville. Les noms rappelant le culte catholique furent supprimés le 2 pluviôse an II (21 janvier 1794) par le Conseil général, qui, à l'unanimité, arrêta qu'à l'avenir :

La place de St-André	<i>s'appellerait</i> :	Place de la Montagne.
La place de la Madeleine	—	Place de la Révolution.
La rue de la Madeleine	—	Rue de la Révolution.
Le faubg Saint-Valérien	—	Faubourg Lepelletier.
La rue Saint-Valérien	—	Rue Lepelletier.
Le faubg Saint-Aignan	—	Faubourg Challier.
La rue Saint-Aignan	—	Rue Challier.
Le faubg Saint-Jean	—	Faubourg Marat.
La rue Saint-Jean	—	Rue Marat.
La cavée de la Reine	—	Cavée Brutus.
La rue du Saint-Sépulcre	—	Rue Rousseau.
La rue Saint-François	—	Rue Raynal.
La rue Saint-Lubin	—	Rue Voltaire.
La cavée Saint-Gilles	—	Cavée de l'Ouest.
Le faubg Saint-Médard	—	Faubgd. Sans-Culottes.

Des ordres furent donnés pour que ce changement de noms eût lieu le plus promptement possible.

Dès le commencement de l'hiver, avec le prix élevé du pain et sous l'influence d'autres causes, la misère s'était fait sentir. Elle fut alors d'autant plus grande que les aumônes et secours en nature, autrefois donnés par les couvents et communautés, n'étaient plus distri-















































Il décida, le 29 pluviôse an II (17 février 1794), « qu'il y aurait, sur la porte d'entrée  
« du Comité, un tableau représentant une  
« flame tricolore, surmontée d'un bonnet de  
« la Liberté avec un canon sur lequel il y au-  
« rait un cocq, symbole de la force et de la  
« vigilance », avec ces mots :

UNITÉ, FRATERNITÉ, INDIVISIBILITÉ  
DE LA RÉPUBLIQUE

COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE CHATEAUDUN

*La Terreur à l'ordre du jour.*

Union.	Fraternité.
Force.	Intrépidité.
La liberté ou la mort.	Guerre aux tirans.
Le bonheur du peuple.	Paix aux chaumières.
L'anéantissement des en-	Respect et soumission à la
nemis de la Patrie.	Convention Nationale.

**VIVE LA MONTAGNE !**

Au-dessus de ce tableau sera le génie de la Liberté.

Ce tableau ne fut peut-être pas exécuté, mais parmi les pièces saisies au siège du Comité, le 8 fructidor an II, se trouvait le placard manuscrit ci-après, affiché à la porte :

---

« saires mettre une main nouvelle sur les coquins d'aristocrates qui nous infestent ». (Bibliothèque communale, fonds Louvancourt.)











































Bernier adressa des ordres à ce sujet à l'administration municipale, qui, par des motifs futiles, laissant voir son hésitation, crut devoir surseoir à ce désarmement jusqu'à l'épuration par Bernier des divers corps constitués, épuration qu'elle disait solliciter et pour laquelle elle envoya, le 1<sup>er</sup> floréal (20 avril 1795), un commissaire auprès des représentants du peuple alors à Chartres.

Ils ordonnèrent que les membres de l'ancien Comité révolutionnaire seraient mis sous la surveillance de la Municipalité et que, tous les jours, de onze heures à midi, ils devraient se présenter devant elle. Ils ne pouvaient sortir de la ville sans autorisation.

L'épuration ne tarda pas à être faite par Bernier, qui, le 27 floréal an III (16 mai 1795), rendit, à Châteaudun, un arrêté précédé des motifs ci-après :

« Considérant qu'un grand nombre de fonctionnaires de la commune de Châteaudun ont participé à la tyrannie qui a précédé le 9 thermidor dernier ; que plusieurs d'entre eux ont pris une part plus active au développement de ce système... ».

Par cet arrêté, il fit mettre en arrestation et conduire dans la prison de la Madeleine Tupin et quatre membres de l'ancien Comité révolu-



Desmier, marchand ; Lemaître, aubergiste ; Rossard-Chatenay, propriétaire ; Touche, marchand de bois ; Lemay, propriétaire ; Moreau, marchand.

*Procureur de la commune* : Rossard fils.

*Notables* : Raimbert-Baronville ; Lecesne père, ancien marchand ; Raimbault, notaire ; Moreau père, coutelier ; Sévin, marchand ; Desbordes père, marchand ; Cartier, propriétaire ; Thibault, cordonnier ; Legrand, horloger ; Busson, ancien greffier ; Delaforge-Faucherie, marchand ; Lescarbault, huissier, directeur de l'hôpital ; Garnier fils, élève de l'École normale ; Baudry, propriétaire ; Lecomte, potier d'étain, et Bonsergent, apothicaire.

*Secrétaire-greffier* : Thibault fils, ancien commis du District.

Tous furent installés le lendemain 30 floréal an III (19 mai 1794).

Un juge et un suppléant près le Tribunal furent aussi révoqués.

Le tribunal fut composé des citoyens : Pitou, Barbereau, Chauveau, Piche et Bignon, juges.

Rossard, commissaire national.

Boucher fut maintenu dans ses fonctions de greffier.

Le Directoire du district fut aussi reconstitué et composé de :



*Président de l'administration du district :*  
**Delaforge**, ancien député.

*Directoire :* Guérineau-Chenardière, ancien maire ; Coutelle, ex-administrateur ; Jolly-Lanoue, ex-administrateur ; Jabre, ancien chef de bureau, à Châteaudun.

*Procureur-syndic :* Busson fils.

*Substitut du procureur :* Bergeron fils.

Guérineau ne fut pas installé ; il n'a signé aucun procès-verbal ; il fut remplacé par Blain.

L'arrêté de Bernier, contenant les nominations qui précèdent, était terminé par les dispositions suivantes :

« Les citoyens ci-dessus nommés sont mis  
« en réquisition, au nom de la Patrie, pour  
« remplir les fonctions fixées à chacun d'eux.  
« Ils ne pourront se dispenser de les accepter  
« pour quelque cause et sous quelque prétexte  
« que ce soit ».

Le commissaire de la Convention ajoutait  
« qu'il n'avait été dirigé dans le choix des citoyens  
« sus-désignés, que par l'amour du bien  
« public ».

Il invita tous les citoyens pénétrés des mêmes sentiments « à lui faire parvenir sans  
« délai, soit par écrit, soit verbalement, les  
« observations dont ils croiront ces choix  
« susceptibles ».

Le tribunal et l'administration du District furent installés le 30 floréal (19 mai 1795).

En outre des membres nommés plus haut, du Comité révolutionnaire, Bernier fit emprisonner Traxcelle aîné, secrétaire de ce Comité ; Ibry, président du Directoire du district ; Bouché, membre, et le procureur de la commune. Plusieurs furent conduits dans les prisons de Vendôme (1).

D'après la loi du 21 germinal, citée plus haut, et l'arrêté des représentants du peuple, l'administration municipale avait à indiquer au Conseil du district les citoyens à désarmer par suite de leur participation aux actes commis pendant la Terreur. Le nouveau Conseil général et le procureur de la commune, désireux de voir le calme et la concorde revivre dans la ville, furent très modérés et indulgents et, dans la séance du 14 prairial an II (2 juin 1795), ne désignèrent que 8 habitants pour le désarmement. Parmi eux se trouvaient les deux espions dont on a déjà parlé (2).

---

(1) Délibérations du District et du Conseil général des 18, 19, 24 thermidor an III (5, 6 et 11 août 1795), accordant des mises en liberté provisoire.

(2) Le procureur de la commune termina ainsi le discours qu'il adressa à cette occasion au Conseil général :  
« Vous sentirez que beaucoup d'hommes simples ont pu

Les charges de toute nature contre Tupin et les autres membres du Comité révolutionnaire furent réunies en un acte d'accusation dressé par le Bureau, ou Commission des *Cinq*, nommé par Bernier. A l'appui furent jointes diverses pièces et notamment des copies des arrêtés pris par le Comité et de sa correspondance.

Le juge de paix, chargé de l'instruction, fit arrêter, le 28 fructidor an III (14 septembre 1795), les membres du Comité qui n'avaient pas été emprisonnés par ordre de Bernier.

A la suite de la récusation requise par Tupin, l'instruction commencée par le juge de paix fut continuée par un juge du tribunal, spécialement délégué.

Tupin, se souvenant de son ancien métier de procureur, souleva des vices de forme et autres incidents (il se réfugia lui aussi dans le maquis de la procédure); trois autres prévenus suivirent son exemple.

Tupin répondit longuement aux 72 questions qui lui furent posées dans son interro-

---

« se trouver enveloppés dans le tourbillon des brigands  
« qui ont désolé la France et avoir néanmoins quelque  
« droit à votre indulgence.... Je me résume : Étouffez  
« la soif de la vengeance ; étouffez toute passion hon-  
« teuse ».

gatoire, protesta vivement contre les accusations portées contre lui et termina par son apologie et l'affirmation de son amour pour la République.

Trois membres du Comité subirent aussi de longs interrogatoires.

Les autres se défendirent piteusement.

L'un d'eux disait « qu'il n'assistait que rarement aux séances et qu'il signait de confiance les arrêtés ».

Un autre prétendait « qu'il n'avait pu prendre des arrêtés ; qu'il ne voyait pas bien clair ; qu'il n'avait jamais su lire l'écriture ; qu'il avait signé machinalement et parce qu'il croyait que c'était pour le bien de la chose qu'on exigeait qu'il signât ».

Un troisième, cordonnier de son métier, soutenait « qu'il n'avait été nommé que pour faire nombre, parce qu'il était sans connaissance ; qu'il n'était que le *courre à pied* » ; il ajoutait que « Tupin dominait les membres du Comité et qu'il menaçait de les faire tous passer à la guillotine lorsqu'ils n'étaient pas de son avis ».

Un dernier disait que, « s'il avait *fauté* en signant ces actes, ce n'était que par erreur ».

L'instruction n'était pas finie lorsque l'affaire fut close par la loi du 22 vendémiaire an IV

(14 octobre 1795), qui (article 3) défendait  
« de traduire devant un directeur de juré (*sic*)  
« aucun citoyen qui ne serait pas prévenu de  
« meurtre, d'assassinat, de vol, d'attentat  
« contre la liberté et la sûreté publique, pré-  
« vus et spécifiés par les lois pénales ». L'article 5 de la même loi portait « que les  
« directeurs de juré, accusateurs publics et  
« juges criminels seraient tenus de mettre en  
« liberté, sur-le-champ, tout individu contre  
« lequel il aurait été fait des actes d'accusa-  
« tion déclarés nuls par l'art. 3 de la même  
« loi (1) ».

C'était l'amnistie pour tant de forfaits souvent commis au nom et sous le couvert de la Liberté et du Salut public.

Tupin et les autres membres du Comité révolutionnaire sortirent de prison le 25 vendémiaire an IV (17 octobre 1795), à la suite d'une ordonnance du juge.

Aucune condamnation ne fut prononcée contre ceux qui, du 3 pluviôse an II (22 jan-

---

(1) A la date du 15 nivôse an IV (4 janvier 1796), le Directoire du district alloua aux huissiers Luxereau et Pegnand deux mandats s'élevant ensemble à 12.956 l. 7 s., pour frais de notifications, d'ordonnances et de mandats d'arrêt décernés par le tribunal correctionnel et par le juge de paix chargés de l'instruction.

vier 1794) au 10 thermidor suivant (28 juillet 1794), avaient tyrannisé la ville et jeté la terreur dans toute la région.

Si les membres du Comité révolutionnaire de Châteaudun ne firent pas personnellement couler le sang, ils furent cause, par leurs dénonciations répétées, de la condamnation de plusieurs personnes ; et si le nombre de leurs victimes ne fut pas plus grand, on le doit à la chute de Robespierre et de son parti et surtout à un fait indépendant de leur volonté, à une erreur de la poste.

A côté des membres de ce fameux Comité se trouvaient des gens qui, pendant ces temps troublés, exercèrent leurs vengeances particulières et en tirèrent un profit personnel. Le Conseil général et le procureur de la commune furent indulgents pour eux ; faisons de même et ne divulguons pas leurs noms, qui sont consignés sur les registres de la Mairie.

Nous sommes heureux de dire que la Municipalité fut étrangère à tous les excès du Comité révolutionnaire et qu'elle en atténua les effets autant qu'il était en son pouvoir.

Bien que ces faits remontent à plus de cent ans, on n'a pas oublié, dans les vieilles familles de Châteaudun, les noms des personnes qui eurent un triste rôle à cette époque.

La relation des faits concernant la Terreur nous a obligé à interrompre le récit des événements qui se passaient en même temps à Châteaudun : ils avaient aussi une grande importance.

Le fameux Bentabole, après avoir épuré l'administration locale, voulut aussi réformer le mode de culture et changer les productions ordinaires du pays ; à cet effet, il adressa une proclamation lue au Conseil général le 13 pluviôse, « pour inviter les agriculteurs à multiplier leurs ressources en cultivant surtout la « pomme de terre et le blé de Turquie ; le « Conseil, après avoir reconnu la sagesse des « vues du représentant du peuple, arrêta qu'il « serait fait, auprès des administrations supérieures, les démarches nécessaires pour se « procurer des pommes de terre, des turneps (1), du blé de Turquie, le pays en « étant absolument dénué ».

On est porté à croire que la crainte inspirée par Bentabole et ses agents fut pour beaucoup dans la décision prise, séance tenante, de modifier la culture séculaire du pays. La mise en pratique du changement préconisé par Bentabole fut ajournée jusqu'à la réception des pommes

---

(1) Chou de Laponie, espèce de navet, énorme rave.

de terre et blé de Turquie demandés aux autorités supérieures. Il était essentiel de gagner du temps (1). L'administration envoya seulement des pommes de terre le 29 germinal suivant (18 avril 1794).

Quelques semaines plus tard, à l'exemple de Bentabole, l'administration départementale, « voulant prévenir l'effet de la disette de viande, *disette qui est l'ouvrage des ennemis de la République* ;

« Considérant que les légumes que la nature  
« offre partout, vont suffire à la nourriture des  
« hommes jusqu'aux approches de l'hiver ;  
« que la précaution de faire aujourd'hui des  
« élèves de volailles et bestiaux suppléerait  
« pendant cette saison à la viande ordinaire ;  
« que la grande quantité de pommes de terre  
« et de blé de Turquie plantés cette année  
« donnerait les moyens de former les élèves... ;

« Que le blé noir, appelé sarrazin, qui croît  
« et mûrit en peu de mois, peut doubler nos  
« ressources en très peu de temps ;

« Considérant que le gibier, dans cette cir-  
« constance, peut offrir encore une ressource

---

(1) Un autre représentant, Garnier (de Saintes), ordonna, le 5 ventôse (23 février 1794), d'arracher une grande partie des vignes du département de Loir-et-Cher pour y semer du blé.



« précieuse, s'il est bien ménagé et si la chasse  
« ne se fait qu'à l'époque où il peut offrir une  
« nourriture saine et abondante » ;

Arrêta, le 2 prairial an II (21 mai 1794),  
Les dispositions suivantes :

« Tous les cultivateurs des villes et des  
« campagnes du département sont invités, au  
« nom du bien public, à élever des volailles,  
« poulets, oies et dindons, des lapins et des  
« porcs, en la plus grande quantité possible.

« Les veaux ne pourront être vendus qu'à  
« l'âge de trois mois.

« Les laboureurs devront au moins élever  
« un veau par charrue de labour.

« Les cultivateurs sont invités à semer du blé  
« noir sur les guérets, et, à cet effet, il sera  
« demandé une avance de blé noir au gouver-  
« nement.

« La chasse ouvrira le 16 fructidor (2 sep-  
« tembre).

« Les Municipalités du département sont  
« invitées à mettre des lapins mâles et femelles  
« dans les parcs clos de murs. »

Pour mettre à exécution les engagements  
pris lors de sa prestation de serment et montrer  
son zèle, le maire, dans la séance du 16 plu-  
viôse an II (4 février 1794), proposa au  
Conseil général de faire une *offrande patrio-*

*tique.* « Cette motion fut votée à l'unanimité  
« et on arrêta que l'offrande se ferait collecti-  
« vement (*sic*) et que la liste des dons serait lue  
« au Conseil ». C'était encore la carte forcée !

A l'instigation de Bentabole, la Société populaire adressa, le 11 pluviôse (30 janvier 1794), une pétition au Directoire du district  
« pour l'engager à prendre les mesures propres  
« à déjouer les manœuvres que les ennemis  
« de la Révolution pourraient employer pour  
« soustraire leurs personnes aux peines et  
« leurs biens au sequestre prononcé par les  
« lois. Déférant à cette demande, le Directoire  
« nomma aussitôt (16 pluviôse) des commis-  
« saires pour épurer les fonctionnaires publics  
« et porter dans les différentes communes le  
« feu sacré du patriotisme et du gouverne-  
« ment révolutionnaire, et aussi pour faire des  
« recherches qui pourraient les conduire à des  
« découvertes avantageuses à la Nation ».

A cette époque malheureuse, tout était pré-  
texte à perquisitions ; quinze jours plus tard,  
le 27 pluviôse, sur une pétition de la Société  
populaire, le Directoire du district prit un  
arrêté conçu en ces termes : « Considérant  
« que la rareté du numéraire ne peut venir  
« que de la malveillance et qu'il est intéres-  
« sant et instant, pour la facilité du commerce,

« d'obliger ceux qui le retiennent à le mettre  
« en circulation, décide qu'il sera révolution-  
« nairement enjoint à tous les citoyens de  
« déclarer la monnaie qu'ils possèdent, et qu'il  
« sera fait à cet effet des perquisitions chez  
« les habitants. »

Bentabole, alors à Châteaudun, ordonna l'exécution immédiate de ces deux arrêtés.

L'Administration ne se contenta pas de mettre en réquisition le blé et le pain ; elle prit des mesures rigoureuses au sujet des produits presque indispensables à l'alimentation : le vin et le cidre. Le recensement en fut fait à domicile et la Municipalité prit, le 27 ventôse an II (17 mars 1794), l'arrêté suivant :

« Tout citoyen pourra conserver pour sa  
« consommation, s'il est veuf, deux poinçons  
« de vin ; s'il a femme, trois ; s'il a enfants  
« au-dessous de douze ans, un quart par en-  
« fant ; s'il a enfants au-dessus de douze ans,  
« un poinçon par enfant. Tout citoyen qui  
« aura une quantité de vin plus considérable  
« que celle qu'il est autorisé à garder sera tenu  
« de le vendre au maximum à ceux qui se  
« présenteront avec un bon de la Municipalité ».

Dans la même séance, sur l'observation qui fut faite que les habitants des deux sexes négligeaient de porter la cocarde tricolore, le

Conseil général fit publier une proclamation pour rappeler les dispositions de la loi (1).

La Municipalité n'avait pas seulement à pourvoir, souvent avec peine, à la subsistance de ses concitoyens ; elle devait encore parfois approvisionner de blé les villes voisines. Ainsi, elle reçut, le 5 floréal an II (24 avril 1794), « un arrêté pris le même  
« jour par l'administration du District, portant  
« réquisition à la commune de Dun de faire  
« fournir, dans l'espace de trois jours, par les  
« laboureurs et propriétaires de grains de la  
« commune, la quantité de deux mille quin-  
« taux de grains pour le district de Blois (2) ».

Il dut être bien dur pour les Dunois de voir partir pour Blois leur blé qui était si rare et qu'ils avaient tant de peine à faire arriver sur

---

(1) La loi du 21 septembre 1793 dit notamment que toute femme trouvée sans cocarde sera punie de huit jours de clôture, et, qu'en cas de récidive, elle sera regardée comme suspecte et enfermée jusqu'à la paix ; que toute femme qui se permettrait d'enlever la cocarde d'une autre, serait punie de six mois de réclusion.

A Bonneval, un sieur Morin fut dénoncé pour avoir été vu, le matin, en bonnet de nuit sans cocarde ! (Registres municipaux de Bonneval.)

(2) A cette occasion, la municipalité de Dun demanda à celle de Blois de lui *procurer* cinquante poinçons de vin rouge pour distribuer à ceux qui en auraient réellement besoin.

leur marché. La Terreur dominait alors la France !

Les municipalités avaient des attributions nombreuses et variées :

Elles furent chargées, par un arrêté du Comité de Salut public, de recueillir le salpêtre nécessaire à la fabrication de la poudre de guerre ; à cet effet, le Conseil général arrêta, le 11 floréal an II (30 avril 1794), que les eaux de lessives étaient mises en réquisition, ainsi que les cendres, les terres et débris de démolitions pouvant contenir du salpêtre et de la potasse ; le 23 fructidor suivant (14 septembre 1794), on fit couper et brûler les genêts, bruyères, fougères et autres plantes, brûler également les lies de vin et marcs de raisin, dont les cendres étaient déposées à la mairie.

Les citoyens qui contrevenaient à cet arrêté étaient regardés comme suspects et punis comme tels.

Un atelier pour la préparation du salpêtre fut installé dans l'ancienne église Saint-Médard.

On établit des ateliers spéciaux dans une douzaine de communes du District.

Ce fut aussi dans l'intérêt de la défense nationale qu'il fut enjoint aux municipalités du canton, sous leur responsabilité : « 1° de faire

« rendre à Châteaudun, sur la Place Nationale,  
« le 27 germinal an II, trois chevaux de réquisi-  
« tion pour un, tout harnachés et bridés, de  
« manière qu'une commune qui devra fournir  
« un cheval en amène trois ; 2° de faire ren-  
« dre, pareillement le même jour, au même  
« lieu, tous les mulets d'un à dix ans qui sont  
« dans la commune ».

Cet ordre fut ponctuellement exécuté, et, le 5 prairial suivant (24 mai 1794), un membre du Conseil général déposa sur le bureau l'acte  
« de réception des chevaux fournis par le  
« canton de Dun. On y lit, dit-il, ces mots bien  
« précieux pour le canton et écrits de la main  
« des préposés à la réception des chevaux :  
« *Le canton de Dun a bien mérité de la Patrie* ».

Déjà d'autres réquisitions avaient été faites.

Dans la séance du 17 floréal (5 mai), le maire donna lecture au Conseil général « d'une déli-  
« bération prise deux jours auparavant par le  
« Comité révolutionnaire et de surveillance  
« portant invitation à la Municipalité de rap-  
« peler aux citoyens de la commune les dispo-  
« sitions de la loi du 29 mars 1793, qui porte  
« que les nom, prénoms, profession et âge  
« des personnes qui habitent une maison se-  
« ront affichés en gros caractères à l'extérieur  
« de la maison ».

Le Conseil général s'empressa d'obéir au Comité révolutionnaire.

La mise à exécution du maximum fut trop souvent une cause de troubles. A la suite d'un arrêté, modifiant le tarif des menues denrées, des désordres eurent lieu sur le marché, le 3 prairial an II (22 mai 1794). On dut appeler la garde nationale et les soldats de la garnison (1).

Le soir même, l'Agent national fit au Conseil général le rapport ci-après :

« Les bons citoyens ont dû gémir en voyant  
« les mouvements qui ont eu lieu aujourd'hui  
« sur le marché. Il n'est pas naturel d'acheter  
« le beurre (2), les œufs et le fromage entre  
« les fusils et les baïonnettes ; il est impos-  
« sible que ces mouvements ne chassent pas  
« de nos marchés le cultivateur, s'il ne jouit  
« pas de la plénitude de sa liberté et si

---

(1) A la même époque, à Courtalain, Arrou et Châtillon, eurent lieu des attroupements de gens venus des districts voisins. Ils demandaient du pain ou du blé ; l'Administration envoya, le 15 prairial, 20 cavaliers de la garnison et des gendarmes pour rétablir et maintenir l'ordre ; les gardes nationaux firent des patrouilles. (Reg. du district.)

(2) Le Conseil général, « à cause de la rareté du beurre, » avait défendu, le 9 pluviôse an II, aux pâtisseries et boulangers de faire aucune pâtisserie, sous peine d'amende. Pareilles défenses furent faites à Chartres et à Bonneval.

« l'ordre et la tranquillité ne reviennent pas.

« Ces mouvements sont excités par les mal-  
« veillants qui ont intérêt, sans doute, que le  
« maximum ne s'observe pas dans les murs  
« de cette commune. Il faut donc que la sur-  
« veillance la plus grande les environne et  
« que des mesures de répression soient prises  
« promptement pour rétablir l'ordre dans les  
« marchés.

« En conséquence, je requiers qu'à partir  
« du 5 prairial ou jeudi prochain (vieux style)  
« l'ouverture du marché ait lieu à 9 heures  
« précises, heure à laquelle *la commune* pourra  
« s'approvisionner; que défenses soient faites  
« aux marchands de faire aucun achat avant  
« 11 heures. »

Ces troubles continuèrent; pour y mettre fin, le Conseil général établit, le 8 prairial (27 mai 1794), un règlement conforme aux réquisitions de l'Agent national.

Il y est dit sous l'article 4 : « Les cito-  
« yens qui n'attendront pas paisiblement leur  
« tour pour avoir des denrées ; qui, par leurs  
« excès, leur précipitation ou leurs discours,  
« troubleront la tranquillité du marché, seront  
« arrêtés sur-le-champ, conduits au corps de  
« garde et condamnés à dix livres d'amende  
« et à trois jours de détention.



En outre, il fut ordonné « à tous les ci-  
« toyens possédant grains, farines, légumes,  
« d'en faire la déclaration à la Maison com-  
« mune; en cas d'inexactitude, ils devaient  
« être punis révolutionnairement par la con-  
« fiscation et même par des peines plus  
« sévères ».

Ce mode d'opérer n'ayant pas donné le résultat désiré, trois jours plus tard, le 11 prairial (30 mai 1794), il fut décidé que, jusqu'à nouvel ordre, le beurre et les œufs seraient achetés les jours de marché par la Municipalité qui en ferait la distribution entre les habitants, d'après le nombre des individus de chaque famille.

Cet arrêté, d'une exécution difficile, sinon impossible, fut rapporté dans la huitaine. Le Conseil décida alors que « toutes les avenues de la  
« ville seraient gardées et qu'on veillerait à ce  
« que toutes les denrées arrivassent au marché  
« sans qu'il en soit rien distrait, et qu'on ferait  
« arrêter et traduire au tribunal de police tous  
« ceux qui, étant sortis de la ville pour aller  
« au devant des cultivateurs, reviendraient  
« avec des denrées ».

Et d'autre part, pour forcer les détenteurs de ces denrées à approvisionner les marchés, le District « déclara accapareurs tous

« les cultivateurs et propriétaires de bestiaux,  
« de volailles donnant des productions ani-  
« males, telles que œufs, beurre, fromage, ou  
« les jardiniers et propriétaires de légumes,  
« qui les garderaient ou cacheraient, ou bien  
« feraient des provisions excédant leur con-  
« sommation pendant une décade et refu-  
« seraient de les porter au marché. Étaient  
« aussi accapareurs ceux qui achetaient des  
« provisions de première nécessité pour plus  
« d'une décade ».

Les bons citoyens et les véritables amis de la Patrie furent invités à dénoncer les délits qui viendraient à leur connaissance.

L'action néfaste du maximum se fit sentir sur toutes les branches de l'alimentation publique. Après le beurre et les œufs, ce fut le tour de la viande ; le 10 prairial, plusieurs bouchers cessèrent en partie leur commerce à la suite de la publication de la taxe ; ils prétendaient que « la cherté énorme des mar-  
« chandises leur empêchait de vendre vache  
« et bœuf, mais qu'ils vendraient du veau  
« s'ils en trouvaient à un prix permettant de  
« le débiter à huit sols ».

Le Corps Municipal leur déclara : « 1° Que  
« la loi leur défendait de quitter leur profession  
« ou de la discontinuer en partie plus tôt que



« cipalité à faire annoncer, à son de trompe,  
« chaque fête décadaire. L'Agent national  
« observa que la Convention devant instituer  
« des fêtes et ne l'ayant pas encore fait, il  
« devait être sursis à faire toutes annonces et  
« publications ».

Le maximum fut appliqué d'abord aux objets de première nécessité et aux produits servant à la nourriture ; plus tard, le 11 prairial an II (30 mai 1794), le Comité de Salut public l'étendit aux travaux de la moisson.

En exécution de cette décision, le Conseil général établit, le 4 messidor suivant (22 juin), un tarif dont nous donnons quelques articles :

Les gages et salaires du premier charretier, pour quatre mois à compter du jour de Saint-Jean (vieux style), 180 l. (1). — Les gages du même, pour les huit autres mois, 120 l. — Ceux du second charretier, pour les quatre mois, 115 l. — Gages du même, pendant les huit autres mois, 90 l. — Gages du premier berger, pour l'année, 250 l. — Il sera alloué aux bergers qui parqueront, cinq sols par nuit et par cent bêtes. — Gages d'une première

---

(1) Un arrêté du Directoire du district, en date du 5 germinal an II (26 mars 1794), défendait de payer aux domestiques et aux collaborateurs un salaire plus élevé  
lui fixé par la loi.

domestique pour l'année, 120 l. — Chaque journée d'homme ou de femme, employés à faucheter et ramasser orge et avoine, non comprise la nourriture, 25 sols.

Labourage d'un arpent de terre, 10 l. — Sciage d'un septier de froment, méteil et seigle, non comprise la nourriture, 6 l. — Fauchage d'un septier d'orge et avoine, non comprise la nourriture, 2 l.

Transport des voitures : de chaque nombre (1) de blé conduite du champ à la grange, sans calvanier, jusqu'à une demie-lieue, 10 sols ; de chaque nombre d'orge et d'avoine, 6 sols ; de chaque cent bottes de foin de 10 livres, dans la commune, 3 l. — Chaque journée de cheval servant aux travaux de la campagne, 4 l.

Fauchage d'un arpent de pré, 4 l. — Chaque journée de faneuse, 15 sols.

Façon d'un arpent de vigne, 12 l. — Plantation d'un cent de chevelus de vigne, 25 sols. — Chaque hotteur et faleur, pour la vendange, 25 sols. — Chaque vendangeuse, 15 sols.

Chaque remoulage de faucille, 2 sols. — Chaque faucille neuve, 2 l. — Chaque faulx, 5 l. — Le crochet d'une faulx, 2 l.

---

(1) Une nombre comprend douze gerbes de blé, avoine ou orge. Ce terme est encore en usage.

Les poinçons neufs, 10 l. — Les poinçons neufs d'un vin de bonne qualité, 8 l.

La livre de chandelle, 24 sols la livre en gros et 25 sols en détail.

Ce tarif, approuvé par l'Administration du district, fut publié et affiché le lendemain.

Il était établi d'après la valeur du numéraire, mais on pouvait payer et l'on payait en assignats ayant cours forcé et subissant alors une dépréciation de 80<sup>o</sup>/o; l'ouvrier ne recevait ainsi qu'une faible partie de son salaire journalier, à une époque où le pain rare et d'un prix très élevé n'était vendu le plus souvent que contre argent comptant ; il en était de même pour toutes les autres denrées et marchandises.

Fréquemment aussi les prix fixés par le tarif maximum n'étaient pas suivis, surtout dans les campagnes ; on vendait au-dessus du cours officiel.

Ce mode d'opérer était à la connaissance du Directoire de Châteaudun, qui, dans un arrêté pris le 23 prairial an II (11 juin 1794), menaça les coupables des sévérités de la loi.

La question des subsistances s'aggravait de plus en plus ; après le maximum, vint le rationnement des habitants pour le pain. A la suite d'une décision prise la veille par le Directoire du district, le Conseil général arrêta,



« Si un citoyen, ayant une quantité de grains  
« ou farine plus forte que celle désignée par  
« l'arrêté pour sa consommation, refuse d'exé-  
« cuter les mandats donnés sur lui, ses grains  
« et farines seront apportés à la Maison com-  
« mune pour la répartition être exécutée sui-  
« vant les mandats ; de plus il sera réputé  
« accapareur, contre-révolutionnaire et puni  
« comme tel.

« Les citoyens, qui auront caché des grains,  
« des farines ou du pain, seront punis de la con-  
« fiscation, traités comme égoïstes et suspects ».

La Municipalité adressa au gouvernement une demande pour avoir du riz, qui fut distribué à la population lorsqu'elle était à la veille de manquer de pain.

La disette augmentait toujours, et, malgré l'espérance d'une bonne et très prochaine récolte, la difficulté d'alimenter la commune de pain devenait de plus en plus grande ; aussi, les 19 et 20 messidor an II (7 et 8 juillet 1794), à la suite d'une réquisition de 100 quintaux de blé faite sur la commune de Château-dun, on dut, comme dans une ville assiégée, réduire encore la part déjà bien faible de pain accordée à chaque habitant.

Le Conseil décida que les citoyens ne seraient désormais approvisionnés que pour cinq



jours ; que les boulangers fourniraient au choix des habitants de la farine ou du pain (cinq quarterons de pain pour une livre de farine) et enfin, ce qui dut faire grand bruit dans la ville et montre bien la pénurie des ressources, il fut arrêté « que les femmes qui ne « font pas le travail de leur ménage, les hommes oisifs et les enfants seraient réduits à « trois quarterons de pain ».

La ville était agitée et un mouvement populaire était à craindre ; pendant plusieurs jours, le poste de l'hôtel-de-ville fut augmenté de vingt gardes-nationaux.

On voit, par ce qui précède, que le Directoire du district et la Municipalité, avec des mesures prises et bientôt abandonnées, arrivaient péniblement à nourrir les habitants dans un riche pays agricole.

Les campagnes elles-mêmes étaient prêtes à se soulever et la gendarmerie parcourait les différentes communes du district pour assurer l'ordre et la tranquillité (1).

Elles étaient continuellement visitées par des commissaires, faisant des réquisitions de grains et des perquisitions révolutionnaires.

---

(1) Arrêtés du district du 5 floréal an II, du 15 prairial et autres.

Le pays était maintenu par la Terreur, alors toute puissante.

Dans l'espace de cinq semaines, du 3 prairial an II au 20 messidor suivant (22 mai au 8 juillet 1794), l'Autorité supérieure exigea des communes du District la livraison immédiate de 69.144 quintaux de grains (généralement  $\frac{3}{4}$  de froment,  $\frac{1}{4}$  d'orge) soit pour les armées de l'ouest et des bords de la Loire, soit pour les villes des départements voisins : Vendôme, Blois, Tours, Romorantin, Montrichard, Saint-Calais, Mondoubleau, Mortagne, etc.

Pour opérer ces réquisitions, le Directoire du district nommait des commissaires étrangers à la localité, qui, accompagnés des officiers municipaux de la commune, allaient perquisitionner dans chaque maison et faisaient signer au chef du ménage une déclaration dans laquelle il affirmait qu'il n'avait aucun grain ni aucune farine en réserve ; dans le cas de fausse déclaration, il était dénoncé comme accapareur et souvent arrêté comme suspect (1) ; en outre, le grain mis en réserve était confisqué.

Bien que l'avoine fût réquisitionnée, on con-

---

(1) Registre du district, 27 prairial an II. L'accaparement était un crime capital. (Art 1<sup>er</sup>. de la loi du 26 juillet 1793.)

sentit cependant à en laisser une partie pour augmenter la nourriture des citoyens (1).

Le District fit ce qui était en son pouvoir pour exécuter les ordres du gouvernement.

Parfois il arrivait que, dans les communes rurales, les cultivateurs, craignant de ne pas avoir suffisamment de grains pour vivre jusqu'à la récolte et pour ensemer leurs terres, ne fournissaient qu'une partie de la réquisition imposée (2).

Des communes, voyant leurs ressources s'épuiser, résistaient ; c'est ce qui eut lieu à Brou, le 4 messidor .

Malgré tout son zèle patriotique, le Directoire du District fut obligé d'avouer, le 9 messidor an II (27 juin 1794), « qu'à la suite d'un recense-  
« ment fait révolutionnairement dans les com-  
« munes du District, au domicile de plus de  
« 12.000 chefs de famille, au commencement  
« du mois, la subsistance d'un chacun était ré-  
« duite à une livre et demie de grains par jour  
« jusqu'au 20 messidor (8 juillet 1794), après

---

(1) Registre du District, 18 prairial an II.

(2) Ainsi à Châtillon, le 2 messidor an II (20 juin 1794), les habitants ne livrèrent que 450 quintaux de grains au lieu de 1000 et malmenèrent les commissaires, qui coururent quelque danger. (Reg. du District, 4 messidor an II.)

« avoir épuisé dans un court délai les ressour-  
« ces que l'humanité, la fraternité et l'amour  
« pour la Patrie lui avaient suggérées, pour  
« satisfaire aux réquisitions dont le District a  
« été frappé depuis un mois et tout particulièrement depuis deux décades ;

« Considérant que, par un arrêté pris hier,  
« chaque habitant de Dun-sur-Loir était réduit à une livre de pain par jour, jusqu'au  
« 20 messidor (8 juillet), *date à laquelle il ne lui restera absolument aucun moyen de subsister si la récolte n'ouvre immédiatement à cette époque ;*

« *Déclare, dans l'amertume de son âme, qu'il lui est impossible de satisfaire complètement aux réquisitions arrêtées par la Commission. »*

Une copie de cette décision fut envoyée à la Commission des subsistances de Paris, pour solliciter d'elle des secours pour les 4.700 habitants du district.

Cependant, trois jours plus tard, le District, en diminuant encore la nourriture déjà insuffisante des habitants, put fournir des grains réquisitionnés pour l'armée de la Loire.

Il n'y a rien à ajouter à ce triste tableau !

Malgré cet état voisin de la famine, le Comité révolutionnaire adressa le même jour une lettre au Conseil général pour lui annoncer que « les Français venaient de rempor-

« ter sur les satellites des brigands coalisés  
« les plus belles victoires, que la plaine de  
« Fleurus offrait le tableau de nos triomphes,  
« et lui demander de célébrer une si belle  
« journée par une fête patriotique ».

Cette fête fut fixée au 15 messidor (3 juillet),  
jour de foire, « qui attirerait dans la ville beaucoup  
« d'étrangers qu'il était bon de rendre témoins  
« des sentiments qui doivent animer tout bon  
« Français dans des circonstances si heu-  
« reuses ».

Le programme de la fête n'était pas chargé ;  
il consistait dans la lecture par les officiers  
municipaux du Bulletin de la Convention sur  
les places et carrefours, avec accompagnement  
de musique, d'un feu de joie et de coups de  
canon (1).

Aux fêtes succédaient les fêtes, et cependant  
il était urgent de faire la récolte du seigle,  
instamment attendue ; le Conseil général prit  
alors, le 24 messidor (12 juillet), une décision  
curieuse à rappeler.

Un membre fit au Conseil général l'exposé  
suivant :

---

(1) Un vitrier de la ville présenta, le 19 messidor, « un  
« mémoire de 109 livres qui lui étaient dues pour avoir  
« fourni et posé des carreaux de vitres cassés par l'explo-  
« sion du canon ». La Municipalité autorisa le paiement  
du mémoire.



« moment presque la seule ressource, arrêta  
« que tous les laboureurs et cultivateurs de la  
« commune seraient tenus de nettoyer demain  
« après-midi le seigle qui se trouverait à battre  
« chez chacun d'eux ».

A la suite d'un recensement fait dans toutes les maisons, le 27 messidor (15 juillet), on constata qu'il existait dans la commune une quantité de seigle nouveau à peine suffisante pour deux jours et qu'il était urgent pour l'Administration du district de prendre les mesures nécessaires à l'approvisionnement de la ville ; aussi, le 28 messidor, après délibération du Conseil général, le maire et les officiers municipaux écrivirent au Directoire du district  
« qu'un mauvais temps continu avait retardé  
« l'époque des récoltes....., que les seigles cou-  
« pés étaient trop tendres pour être battus et à  
« plus forte raison pour être moulus et que,  
« pour éviter aux citoyens l'horrible fléau de  
« la famine et à tous l'affligeant spectacle de  
« leurs souffrances et de leurs suites, ils de-  
« mandaient au District soixante-quinze quin-  
« taux de farine à prendre dans les magasins  
« de l'État, à titre de prêt, à charge de lui ren-  
« dre sur les premiers grains récoltés ».

Le Directoire du district promit d'assurer la nourriture des habitants pendant une décade

et accorda, moyennant paiement, 2.000 livres de riz.

Dans la séance du 1<sup>er</sup> thermidor an II (19 juillet 1794), un membre du Conseil général relata ainsi la triste situation dans laquelle se trouvait alors la ville :

« L'Administration du district a annoncé,  
« dans sa délibération du 27 messidor (15  
« juillet), qu'elle allait s'occuper de l'approvi-  
« sionnement de la commune ; rien n'est plus  
« urgent que cet objet ; depuis trois jours, la  
« population vit de seigle ; il n'en a été fourni  
« que 375 quintaux, ce qui fait à peine la sub-  
« sistance de cinq jours. La moitié des bou-  
« langers n'aura rien demain, l'autre aura peu ;  
« il faut que le 3 thermidor il y ait 400 quin-  
« taux de grains dans la commune, sinon la  
« distribution ne serait pas *assurée* parce qu'en  
« vain tirerait-on (des mandats de pain) sur les  
« boulangers s'il n'y a pas de *quoi faire du pain* .

« Il n'est pas possible d'obliger une com-  
« mune qui consomme 70 quintaux de blé par jour  
« à courir de trois jours en trois jours après sa  
« subsistance ; il faudrait que le District fit re-  
« mettre au moins 2.500 quintaux de méteil ;  
« ce serait l'approvisionnement d'un mois.  
« Dans un mois, les marchés pourront se gar-  
« nir ».





Les boulangers n'avaient plus d'approvisionnements depuis plusieurs jours ; la farine de seigle nouvellement récolté servait péniblement à la consommation. Les besoins étaient si urgents que le seigle à peine mûr était coupé, battu, conduit au moulin, transformé immédiatement en farine aussitôt menée chez le boulanger qui attendait pour cuire ; à sa porte faisaient déjà queue les habitants munis des bons de la Municipalité et de leur argent.

C'était presque la famine !

Ajoutons à cet état de misère et de lutte pour l'existence matérielle, les angoisses et les malheurs causés dans toute la France par la Terreur, alors dans toute sa force. On eut à subir ici les vexations et les persécutions (allant jusqu'à la condamnation à mort et à la guillotine), provoquées par le Comité révolutionnaire de Châteaudun.

Il faut remonter bien haut dans notre histoire pour trouver un exemple de pareils malheurs et une période aussi troublée. Et les trouverait-on ?

Le soin de veiller avec exactitude à l'approvisionnement de la commune, dans de pareilles circonstances, était affaire difficile et très importante ; il fut confié par le Conseil général, dans sa séance du 6 thermidor (24 juillet



dans la séance du 15 thermidor (2 août 1794), prit des mesures pour assurer l'ordre et la tranquillité.

Dans ces conditions, le 29 thermidor an II (16 août 1794), la Municipalité, « attendu le  
« très pressant besoin, envoya deux commis-  
« saires mettre en réquisition, chez tous les  
« cultivateurs de la commune, tout ce qui s'y  
« trouverait de grain disponible pour être  
« amené sur-le-champ au Comité de subsis-  
« tances séant au ci-devant presbytère de Saint-  
« Valérien. »

Une autre cause pouvait mettre obstacle à la prompte exécution des mesures prises par le Directoire du district et par la Municipalité : les cultivateurs disaient, à tort ou à raison, qu'ils ne pouvaient pas faire battre les grains, faute de bras. On mit alors en réquisition tous les citoyens habitués à ce travail qui avaient fini la moisson, et même des prisonniers de guerre internés dans la ville.

Ce n'est pas seulement le pain qui fut souvent à la veille de manquer ; « depuis quel-  
« ques décades, est-il dit dans une délibéra-  
« tion prise par le Directoire du district, le 27  
« thermidor an II (14 août 1794), on ne voit  
« plus, sur les marchés, ni œufs, ni beurre,  
« ni fromages, ni autres denrées de première

« nécessité. Cette disette factice prend sa source  
« dans l'égoïsme, l'insouciance et la négligence  
« du propriétaire de ces denrées qui a cessé  
« d'aller dans les marchés parce qu'une foule  
« de citoyens envoient dans les campagnes  
« acheter à tout prix, au mépris de la loi sur le  
« maximum. »

Deux jours plus tard, sur la demande du Conseil général, le Directoire du district arrêta que 24 communes avoisinant Châteaudun seraient requises de fournir par décade, moitié au marché de quintidi et moitié au marché de nonidi, 2,000 livres de beurre, 2,000 fromages et 500 douzaines d'œufs. La quantité à livrer par chacune de ces communes était indiquée dans l'arrêté du District. Il n'en fut point tenu compte par les habitants des campagnes ; les marchés ne furent plus approvisionnés.

On attribuait la pénurie des denrées à l'observation du maximum dans les marchés voisins et aux prix trop faibles fixés par le tarif. On disait aussi que la multiplicité des marchés nuisait au commerce. (Délibération du 13 fructidor (30 août 1794.)

Pendant quelque temps, les registres municipaux ne font pas mention de l'approvisionnement de la ville ; la récolte de blé, qui fut faite alors dans de bonnes conditions, avait

ramené l'abondance et la tranquillité sur les marchés, mais ce ne fut que pour quelques semaines.

L'Administration municipale profita de ce calme « pour délivrer le savon destiné aux « besoins des citoyens de la commune ».

Il fut alors procédé à la distribution de cette denrée, à raison d'une once (30 grammes) par personne et au prix de 2 sols l'once.

On avait fait un prélèvement de 150 livres au profit de l'hôpital.

Il fut défendu de vendre et d'acheter le savon distribué, sous peine de 10 livres d'amende et de 24 heures de détention.

Plus tard, la Municipalité, ayant reçu de l'administration supérieure 100 livres de savon, le fit revendre par un officier municipal, épiciier de son état, à raison de 30 sols la livre ; il en résulta un bénéfice qui fut encaissé par le receveur de la ville.

L'Administration municipale, bienveillante pour tous, était parfois très embarrassée pour répondre aux demandes de l'Autorité supérieure ; ainsi, le 11 thermidor an II (29 juillet 1794), le maire donna lecture au Conseil général d'une lettre adressée par le Directoire du district, demandant dans un délai de trois jours « l'état nominatif des ex-prêtres, ex-religieux,

« ex-congréganistes, employés et serviteurs des  
« ci-devant chapitres et établissements ecclé-  
« siastiques supprimés, ex-chanoinesses, reli-  
« gieuses, sœurs converses et congrégation-  
« naires, leurs noms, prénoms, leurs ci-de-  
« vant qualités, leur âge, des notes sur leur  
« moralité et leur conduite ». Une discussion  
s'engagea sur le sens des mots *moralité* et  
*conduite*. On ajourna la réponse à donner à  
l'administration.

Puis, le 15 thermidor (2 août 1794), le  
maire, après en avoir conféré avec le Direc-  
toire du district, demanda au Conseil général  
que « les ex-prêtres, ex-religieux et autres  
fussent appelés à la Maison commune ». La  
réponse fut de nouveau ajournée, et, dans les  
séances suivantes, il n'est plus question de ces  
renseignements.

Nous avons plaisir à croire que le Conseil  
général retardait sa réponse pour gagner du  
temps, dans l'intérêt de ses concitoyens.

On venait d'apprendre la chute de Robes-  
pierre et de son parti ; le pays était encore  
sous l'émotion du départ de douze habitants  
envoyés au tribunal révolutionnaire de Paris.

La mort de Robespierre (9 thermidor) (27  
juillet 1794) et la chute de ses partisans était  
en effet de la plus haute importance pour la

France. C'était la fin de la Terreur et le retour à des temps moins troublés.

On crut la République sauvée et pacifiée par la mort de cet homme.

Un mouvement de joie et de soulagement se manifesta sur tous les points du territoire (1).

Le Conseil général de Châteaudun s'empressa de voter une adresse de félicitations à la Convention, qui, le 30 thermidor, décréta, en honneur de notre ville, une mention honorable et l'insertion au bulletin de la séance (2).

De leur côté, les Administrateurs du district arrêterent, le 19 thermidor, l'envoi de l'adresse suivante :

« Législateurs ! Elle est donc encore une  
« fois sauvée notre chère patrie dont la ruine  
« était méditée par de vils conspirateurs. Elle  
« est aussi sauvée cette précieuse liberté que  
« de nouveaux tyrans voulaient nous ravir.

« Grâce vous soient rendues, sauveurs de

---

(1) Dès le 12 thermidor, le Directoire du département d'Eure-et-Loir envoya une adresse à la Convention pour « la féliciter de sa fermeté en détruisant la conspiration qui venait d'éclater et frappant du glaive de la loi celui qui voulait faire revivre la tyrannie sur les ruines de la liberté ».

(2) Réimpression du *Moniteur*, t. XXIII, page 524. La Convention décida que la journée du 9 thermidor serait célébrée solennellement tous les ans.



« la Patrie ! C'est votre œil vigilant qui a  
« pénétré les nouveaux complots de ces nou-  
« veaux Catilinas !

« C'est par votre concours et votre justice  
« que leurs têtes criminelles sont tombées  
« sous le glaive de la loi ».

« Continuez, législateurs, à purger le sol de  
« la liberté des monstres amis de la tyrannie.  
« Frappez les têtes coupables et prenez des  
« mesures répressives contre les malveillants.

« Pour nous, dont les regards sont cons-  
« tamment fixés sur la Convention, fidèles à  
« notre poste, nous saurons mourir pour la dé-  
« fendre, s'il le faut, et pour l'unité et l'indi-  
« visibilité de la République ».

Mais bientôt de nouvelles difficultés surgirent. Après la chute de Robespierre, à Châteaudun comme dans toute la France, deux partis se trouvèrent en présence : celui des amis de la réaction et celui des modérés ; chacun voulait profiter de ce changement de direction dans la marche du gouvernement, selon ses idées et ses désirs. Cette situation est bien marquée dans une adresse que le Conseil général envoya à la Convention, le 9 brumaire an III (30 octobre 1794).

« Représentants !

« Vous avez fait succéder la justice et les  
« vertus à la tyrannie et à tous les vices  
« qu'elle traîne après elle.

« La liberté individuelle repose à l'ombre  
« de la liberté publique. Les proscriptions arbi-  
« traires n'existent plus. Un tribunal, sévère  
« mais juste, est devenu l'asile de l'innocence  
« comme il est l'effroi du crime, et lorsqu'on  
« vous dira que l'aristocratie lève la tête, portez  
« vos regards sur tout ce qui vous environne,  
« vous y verrez la sérénité du bonheur repren-  
« dre la place de la stupeur et de l'effroy ;  
« vous verrez la liberté longtemps opprimée  
« reprendre son énergie et sa force, et le peuple  
« jurer une fidélité inviolable à la représenta-  
« tion nationale et sa soumission au gouverne-  
« ment révolutionnaire dirigé par la justice.

« Les principes développés dans l'adresse de  
« la Convention au peuple français, sont gra-  
« vés dans les cœurs des citoyens de cette  
« commune, constamment attachés à la Révo-  
« lution ; les circonstances malheureuses que  
« votre courage vient de faire cesser n'ont  
« point altéré leur patriotisme, et plus la con-  
« quête de la liberté leur aura coûté, plus  
« elle leur sera chère.



La tranquillité relative, qui suivit la chute de Robespierre et de son parti, ne fut pas de longue durée.

Dès le mois de septembre, la Municipalité eut encore à s'occuper de l'alimentation de la ville et aussi de celle de Paris.

Elle recevait lettres sur lettres de la Commission du commerce et des approvisionnements de la République pour faire parvenir à Paris le blé nécessaire à la consommation de cette ville, mais elle avait aussi à pourvoir à la nourriture de ses concitoyens.

Le 2 vendémiaire an III (23 septembre 1794), le Conseil général constata « *que si dans la*  
« *journée même des blés et farines n'étaient pas*  
« *amenés, la commune se trouverait sans pain le*  
« *lendemain* ».

Il envoya immédiatement des commissaires pour requérir les blés battus, « en déclarant aux cultivateurs qu'ils seraient responsables de tous les maux que cette pénurie extrême pourrait occasionner ».

Ces dernières lignes font allusion à des mouvements populaires qui avaient eu lieu sur le marché.

Pareilles constatations furent faites le 13, le 29 vendémiaire et le 13 brumaire ; cependant des commissaires, accompagnés de gendar-



Malgré les mesures prises par l'administration, et quoique la récolte eût été assez bonne, les marchés n'étaient point garnis de grains et autres denrées ; les cultivateurs n'obéissaient point aux lois, en opposant la force d'inertie ; contraints et forcés, ils n'amenaient pour être vendues au prix du maximum que des marchandises de qualité inférieure ; ils conservaient les autres pour les personnes sûres qui achetaient à prix débattu et ne payaient point en assignats.

Et cependant les lois étaient sévères ; dans la séance du Conseil général du 29 vendémiaire (20 octobre), le Maire rappelait que la loi du 8 messidor précédent obligeait le cultivateur à battre une partie de ses grains pour l'approvisionnement des marchés et de l'armée, et que les Comités révolutionnaires et les Administrateurs des Districts devaient faire arrêter comme suspects tous ceux qui n'obéiraient pas aux lois ; étaient également arrêtés comme suspects les habitants convaincus d'avoir acheté des provisions pour plus d'une décade.

Des réquisitions eurent lieu aussi chez les propriétaires qui ne faisaient pas valoir et avaient cependant des grains en quantité supérieure à leur consommation.

La disette et la misère augmentant toujours, le Conseil général, dans ses séances des 17 et

24 frimaire an III (7 et 14 décembre 1794), prit des mesures importantes.

Il arrêta que chaque boulanger recevrait par quinzaine la quantité de farine nécessaire pour la consommation de ses clients.

Cette mesure fut annoncée à la population par une proclamation du 4 nivôse (24 décembre 1794), qui marque bien la situation à cette époque ; on y lit :

« Prenez garde, citoyens, la quantité de blé  
« qui vous est destinée est suffisante pour la  
« commune, mais il n'y a pas un quintal de  
« plus qu'il ne faut ; si donc les boulangers se  
« permettent de vendre du pain à d'autres  
« qu'aux citoyens de cette commune, c'est un  
« vol qu'ils font à leurs concitoyens, c'est un  
« moyen de nous affamer tous et de compro-  
« mettre la tranquillité publique.

« Tous les bons citoyens doivent donc sur-  
« veiller les boulangers, les dénoncer s'ils con-  
« treviennent aux défenses très précises du  
« Conseil général. Le pain sera confisqué,  
« moitié au profit du dénonciateur, et le bou-  
« langer sera puni exemplairement ».

Cet arrêté ne fut pas mis à exécution, car, le même jour, la Convention avait décrété l'abolition de la loi sur le maximum.

Ce décret n'amena pas l'abondance.

En abolissant le maximum, la Convention avait espéré voir renaître le commerce ; son attente fut trompée. Le prix du blé commença par augmenter avec la liberté du commerce ; ainsi, à Châteaudun, le pain taxé le 17 novembre 1794 à 1 l. 5 s. 6 d. les huit livres, était vendu 1 l. 12 s. le 9 pluviôse (28 janvier 1795).

A la suite de troubles sur la place du marché à Châteaudun ainsi que dans plusieurs communes du canton, le Conseil général, le 14 pluviôse, et le District le 16 et le 18 du même mois, d'accord avec le Comité de subsistances, arrêterent que le blé serait distribué aux habitants en proportion du nombre des membres composant chaque famille ; mais, cette mesure n'ayant pas donné les résultats espérés, on dut bientôt y renoncer.

A côté des habitants pouvant payer le blé qui leur était délivré, se trouvaient les indigents à la charge de la charité publique.

La dotation de l'Assistance publique, autrefois très riche, avait été en majeure partie absorbée par l'État, qui avait reçu le remboursement de nombreuses rentes foncières, ainsi qu'on le voit sur les registres du District.

En encaissant le capital de ces rentes, l'État avait bien pris l'engagement d'acquitter les



charges et les fondations des établissements de bienfaisance et des communautés religieuses, mais, pendant la *liquidation* de cette vaste opération, qui fut longue, l'Assistance publique fut privée de ses revenus, au grand préjudice des pauvres.

Pour venir au secours des indigents, le Conseil général décida, le 14 frimaire an III (4 décembre 1794), qu'on s'adresserait comme l'année précédente aux personnes charitables, afin de réunir l'argent nécessaire pour remplacer les ressources provenant autrefois du Bureau de bienfaisance.

Les dépenses de cet établissement charitable pendant l'exercice annuel, commençant le 1<sup>er</sup> nivôse an III (21 décembre 1794), étaient évaluées pour le pain à 11.040 l. et pour autres causes à 950 l., soit au total 11.990 l.

C'est au milieu de ces troubles et de ces importantes préoccupations que, le 26 ventôse (15 janvier 1795), l'administration municipale reçut un décret ordonnant la célébration de l'anniversaire de la mort de Louis XVI.

Cette cérémonie eut lieu dans le Temple décadaire, ancienne église de la Madeleine, où l'on dansa (1).

---

(1) Il nous a paru intéressant de reproduire la relation de cette fête. (Liasse 20, n° 1085, archives municipales.)

Sur le procès-verbal de cette fête, il n'est pas parlé, comme autrefois, de l'enthousiasme du peuple. La population n'était point portée à la joie et aux réjouissances publiques. Elle

---

« Aujourd'hui 2 pluviôse de l'an III de la République,  
« en exécution de l'arrêté pris pour la célébration de l'an-  
« niversaire de la juste punition du dernier roi des  
« Français ;

« A trois heures, le cortège (sortant de l'hôtel-de-ville)  
« s'est mis en marche dans l'ordre suivant : la gendar-  
« merie, un détachement de la garde nationale ayant en  
« tête les tambours et un groupe de musiciens, la So-  
« ciété populaire, le juge de paix et ses assesseurs, le  
« tribunal du district, la Municipalité et le Conseil gé-  
« néral, le Conseil général du district.

« Arrivés en la salle décadaire, l'organiste a exécuté  
« des airs patriotiques.

« Bredif, instituteur public, a prononcé un discours  
« analogue à la fête.

« Le discours fini, le président du tribunal s'est rendu  
« au pied de l'autel antique sur lequel étaient placés des  
« sceptres, couronnes et autres emblèmes de la royauté,  
« les a renversés et a monté de suite au Temple de la  
« Liberté. Il était précédé du président du District et du  
« maire, accompagnés eux-mêmes de l'Agent national de  
« la commune porteur d'une couronne de laurier. Le pré-  
« sident du District a levé le voile dont la statue de la  
« Liberté était à moitié couverte. L'Agent national a remis  
« au maire la couronne civique dont il était porteur, il  
« lui a dit qu'il la remettait au nom du peuple ; le maire,  
« après l'avoir reçue, en a orné la statue de la Liberté.

« Pendant la cérémonie, la musique n'a cessé d'exé-  
« cuter des airs patriotiques. Le maire a annoncé ensuite  
« au peuple que la fête allait se terminer par des danses. »

était rationnée et souvent à la veille de manquer de pain, vendu à des prix très élevés.

Les Administrateurs du District et de la commune n'étaient pas eux-mêmes sans inquiétude. A la Terreur avait succédé la réaction, et les personnes qui, par leurs fonctions officielles, parfois obligatoires, avaient eu un rôle à cette époque, étaient sous le coup de la loi du 7 vendémiaire an III (28 septembre 1794) qui avait ordonné l'épuration et une nouvelle organisation des corps constitués ; aussi, les 29 et 30 pluviôse (18 et 19 janvier 1795), l'Agent national et deux officiers municipaux donnèrent leurs démissions.

Les changements faits l'année précédente, sous l'influence des idées ayant alors cours et à la demande des gens qui dominaient le pays, ne tardèrent pas à déplaire ; ainsi, le 22 pluviôse an III (10 février 1795), « plusieurs habitants, invitèrent le Conseil général à rendre  
« à la commune son ancien nom de Château-  
« dun et à ses rues, places et divers quartiers  
« leurs anciens noms, à la réserve cependant  
« de ceux de liberté et autres chers aux Français, dont ils demandaient la conservation. Le  
« Conseil, déférant à cette demande, rapporta  
« l'arrêté pris pour le changement de nom de  
« la ville et des rues, arrêta qu'elles repren-

« draient leurs anciens noms, à la réserve  
« de celles qui portent des dénominations utiles  
« à conserver ».

Notre ville perdit son nom séculaire durant à peine un an (21 ventôse an II au 22 pluviôse an III), (11 mars 1794 au 10 février 1795).

A la même époque, eut lieu, à titre provisoire, la création de deux études de notaire, qui existent encore.

Le 24 ventôse an III (14 mars 1795), des habitants présentèrent au Conseil général une pétition exposant « que la loi du 7 pluviôse  
« dernier (26 janvier 1795) autorisait le  
« Directoire du district à pourvoir provisoire-  
« ment au remplacement de notaires publics  
« sur la demande des Conseils généraux des  
« communes.

« Après avoir fait sentir la nécessité d'avoir  
« quatre notaires en cette commune, si l'on  
« veut que le service n'en souffre pas, les pé-  
« tionnaires invitaient la Municipalité à  
« appuyer leur demande auprès du Directoire  
« du district.

« Le Conseil général, adoptant les motifs de  
« cette pétition, invita le District à pourvoir  
« provisoirement à la nomination de deux ci-  
« toyens pour remplir les places vacantes ».

Trois jours plus tard, le 27 ventôse, le Di-

rectoire du district reçut « la pétition des ci-  
« toyens Jean-François Dixmier, notaire de la  
« ci-devant seigneurie de Jumeau, et de Jac-  
« ques-Denis Bomert, notaire de la ci-devant  
« seigneurie de Varize, exposant qu'il y avait  
« toujours eu quatre notaires à Châteaudun et  
« que ce n'était que depuis la mort des ci-  
« toyens Gadeau, Pitou et Bonsergent qu'il n'é-  
« tait plus resté dans cette ville que deux no-  
« taires en exercice ; qu'il était urgent pour  
« l'intérêt public qu'il fût pourvu au rempla-  
« cement des deux notariats vacants ».

Le Directoire tint compte de ces pétitions et  
« nomma provisoirement les citoyens Dixmier  
« et Bomert, notaires à Châteaudun, pour rem-  
« plir les deux places de notaires publics va-  
« cantes ».

Le provisoire, comme souvent il arrive, de-  
vint définitif : les citoyens Dixmier et Bomert  
furent notaires jusqu'en 1819, et ils ont des  
successeurs (1).

Une délibération du même Conseil général,  
en date du 22 pluviôse an III, nous fait con-  
naître un usage probablement disparu depuis  
longtemps : « Un membre se plaint qu'il n'y  
« ait pas de cercueils pour porter les morts au

---

(1) L'étude Dixmier, ou plutôt Dimier, a pour titulaire  
M. Maurice Renou, et celle Bomert, M. Renault.

« champ du repos. Il demande l'autorisation  
« pour la municipalité de faire faire deux cer-  
« cueils qui seraient remis, l'un au fossoyeur  
« du Champdé, l'autre au fossoyeur de Saint-  
« Jean, pour servir au transport des morts  
« selon l'usage ».

La question de l'alimentation de la ville occupait toujours la Municipalité, qui, pleine de zèle, essayait par tous les moyens à fournir aux habitants ce qui était nécessaire à leur subsistance et à leurs besoins.

Pour bien des objets, on était obligé d'avoir recours à l'État, qui n'était pas large dans ses distributions ; ainsi, le 19 vendémiaire an III (10 octobre 1794), l'Administration supérieure avisa les officiers municipaux de prendre livraison au District, contre paiement comptant, de sel, cassonade, amidon, poivre, café, eau-de-vie ; la quantité de ces objets était si minime que la distribution entre les habitants fut reconnue impossible ; l'abandon en fut fait à l'hôpital et au Bureau de bienfaisance.

La Municipalité ne parvenait pas toujours à faire garnir suffisamment les marchés de blé et autres provisions, et à plusieurs fois elle fit distribuer aux habitants du riz envoyé par le Comité d'approvisionnement de la République.

Presque désespérée, elle adressa, le 8 ventôse

(26 février 1795), au District une pétition dans laquelle se voient les craintes et les angoisses des administrateurs de la ville.

On y lit notamment les passages suivants :

« Vous voyez notre position : être toujours  
« dans la gêne la plus fâcheuse, inquiétante  
« pour le peuple et pour nous, au milieu des  
« réquisitions nombreuses qui devraient nous  
« donner l'aisance ; voir les citoyens manquer  
« de pain quand ils devraient en obtenir faci-  
« lement des boulangers qui devraient être ap-  
« provisionnés.

« Le remède est entre vos mains tant que  
« vous aurez le droit de réquisitions pour l'ap-  
« provisionnement des marchés ; le cultivateur  
« que vous avez requis ne livre pas ; la voie  
« d'action est d'abord ouverte contre lui ; déjà  
« elle a été employée avec succès ; vous exa-  
« minerez même si, puisque le cultivateur a  
« des grains chez lui et que c'est par pure  
« mauvaise volonté qu'il ne les livre pas, on  
« ne peut pas faire ce qu'il aurait dû faire lui-  
« même en enlevant et faisant amener au mar-  
« ché ce qu'il doit de grains ; si des commis-  
« saires, munis de pouvoirs, allaient, au nom  
« de la loi et de l'autorité, le sommer de livrer  
« les grains requis qu'il a en sa possession,  
« qu'aurait-il à répondre ? N'en doutez pas, sa

« résistance serait vaincue. Vous lui rendriez  
« le service peut-être d'éviter des torts qu'il  
« pourrait, dans des moments de crise, chère-  
« ment payer.

« Il n'est plus que ces moyens vigoureux  
« dont on puisse attendre quelque chose ; les  
« besoins de la commune les rendent néces-  
« saires.

Profitez des moments, ils sont courts. »

On voit par cette pétition que l'Administration municipale craignait le soulèvement d'une population qu'on ne pouvait plus nourrir.

En effet, quelques jours plus tard, le 23 ventôse an III (13 mars 1795), le Corps municipal fit publier « qu'à cause du mauvais temps le  
« marché n'avait point été approvisionné et que  
« les grandes eaux avaient empêché les moulins  
« de tourner pendant deux jours ; qu'en con-  
« séquence les citoyens ne devraient pas comp-  
« ter sur le pain de boulanger et devaient  
« cuire avec la farine qu'ils s'étaient procu-  
« rée ».

Quelle provision de farine les habitants pouvaient-ils avoir après les réquisitions et perquisitions incessantes faites à domicile depuis plusieurs mois ?

L'Administration était obligée d'avouer son impuissance !



Les craintes de la Municipalité, au sujet de la tranquillité publique, étaient malheureusement trop fondées.

Le 25 ventôse (15 mars 1795), Auger, membre de la Convention, en mission à Châteaudun, fut insulté.

Il avait, dans une séance du District, donné des ordres pour l'exécution de réquisitions ; ce fut probablement la cause de ce mouvement populaire.

Auger partit dans la nuit suivante.

La Municipalité s'empressa d'envoyer à la Convention deux adresses pour lui « exprimer  
« ses excuses et ses regrets de l'insulte faite à  
« un Représentant du peuple par des hommes  
« ivres et par des femmes furieuses, inquiètes  
« sur leur subsistance ».

Les perturbateurs furent poursuivis et condamnés.

Quelques jours plus tard, le 12 germinal, en vertu d'un ordre du Comité de Salut public, 550 hussards arrivèrent à Châteaudun pour y assurer la tranquillité publique.

Ils restèrent quinze jours, stationnés dans la ville aux frais des habitants.

Pour subvenir aux besoins les plus urgents, la Municipalité envoya des gardes nationaux, commandés par un officier, dans les communes

voisines pour faire exécuter les réquisitions de blé données par le District et se procurer les grains nécessaires.

On essaya de divers moyens pour amener les cultivateurs à approvisionner le marché aux grains ; ainsi, le Conseil général, le 8 germinal an III (28 mars 1795), demanda au District le rétablissement des divers marchés aux jours ordinaires : lundi, jeudi, samedi, comme autrefois.

Le Directoire du district donna un avis favorable, le 12 germinal même mois ; il disait notamment dans sa délibération : « L'ordre des  
« marchés était tellement interverti qu'ils te-  
« naient autant de fois qu'il y a de jours dans  
« une décade ; cette multiplicité contribuait au  
« renchérissement excessif du prix des denrées,  
« puisque ceux qui les apportaient étant en  
« petit nombre, en augmentaient le prix à vo-  
« lonté ; pour remédier à ces inconvénients,  
« il n'était pas d'autre moyen que de fixer et  
« arrêter les jours où les marchés auront lieu.  
« Il invitait l'administration du département à  
« rapporter un arrêté antérieur ».

Malgré tous ses soins et toute son activité, l'Administration ne parvint pas à réunir le blé nécessaire à la consommation ; aussi, dans la séance du 10 germinal (30 mars 1795), le

Conseil général arrêta qu'il serait acheté des grains et farines.

« Il décida également, attendu le prix considérable du blé, que le Comité de Salut public serait prié de faire à la commune un prêt de cent cinquante mille livres pour l'aider à s'approvisionner de grains. »

Le surlendemain, le Directoire du district approuva cette demande d'emprunt, mais seulement jusqu'à concurrence de cent mille livres. Il reconnaissait que « les habitants de la commune n'avaient pu se faire livrer, par leurs fermiers et leurs rentiers, les grains qui servaient les années précédentes à l'approvisionnement de la ville ; que les grains procurés par la voie des réquisitions étaient à peine suffisants pour la consommation journalière de la ville et qu'il y avait lieu de faire des achats de grains portés à des prix très élevés par la concurrence des Commissaires de Paris et des départements voisins, offrant des prix exorbitants, et par la cupidité des cultivateurs (1) ».

---

(1) Ces termes, durs pour les cultivateurs, s'expliquent trop par leur refus d'amener leurs grains sur le marché et de livrer en nature les fermages en blé qu'ils devaient ; on les accusait d'être cause de la disette. Nous avons trouvé plusieurs fois les mêmes plaintes ; mais d'un autre côté, à diverses reprises, l'administration locale fit savoir qu'elle

Sur les ordres du Directoire du district, les citoyens Dazard, administrateur, et Lecesne, imprimeur, partirent aussitôt à Paris « pour  
« porter cette demande au Comité de Salut  
« public et faire ce qui serait juste et avanta-  
« geux pour le District ».

Ce prêt ne fut pas consenti.

Après recensement du blé et de la farine possédés par chaque habitant, le Conseil général décida, le 19 germinal (8 avril 1795), qu'il serait distribué aux citoyens des grains et farines à raison d'un boisseau par individu pour quinze jours.

Cette mesure ne fut pas suffisante ; le Comité de subsistance arrêta, le 24 germinal (13 avril 1795), « qu'il ne serait point délivré à l'avenir  
« de bons de grains aux citoyens qui, par leur  
« position de fortune, étaient en état de s'en  
« procurer ».

La distribution devait se faire le dimanche suivant (vieux style) ; « elle fut avancée sur la

---

ne donnerait plus de bons de grains aux habitants pouvant en acheter directement.

Comment ces derniers auraient-ils pu s'en procurer, après de nombreuses et incessantes perquisitions, s'ils n'avaient trouvé des cultivateurs pour leur vendre, à prix débattu, le blé nécessaire à leur nourriture ?

C'était une reconnaissance tacite des agissements des cultivateurs.

« réclamation de nombreux habitants qui se  
« trouvaient sans pain et dans l'impossibilité  
« d'attendre », et fut faite sans ordre et au milieu  
du tumulte.

« La Municipalité envoya des agents char-  
« gés de faire battre le blé et de faire arriver  
« en ville les réquisitions de grains délivrées sur  
« les localités voisines et de presser la livrai-  
« son des blés achetés » ; ils étaient escortés  
de 10 soldats.

Le 27 germinal (17 avril), le prix de la  
livre de farine distribuée fut fixé à 10 sols  
pour les indigents et à 15 sols pour les autres  
citoyens admis à la distribution.

Quelques jours plus tard, ces prix furent  
portés à 12 sols pour les indigents et à 20 sols  
pour les autres citoyens.

Les blés ou farines ainsi distribués avaient  
été achetés par l'Administration municipale,  
qui faisait une perte importante en les reven-  
dant aux prix indiqués plus haut.

Ils étaient déposés dans la chapelle Saint-  
André et dans le ci-devant couvent de la Made-  
leine, sous la garde de factionnaires, jour et nuit.

Mais on dut bientôt avoir recours à d'au-  
tres moyens. Dans la séance du 22 floréal an III  
(11 mai 1795), le Conseil général fit appel à  
tous les bons citoyens « pour contribuer à l'ap-

« provisionnement de leurs frères indigents ou  
« peu aisés qui n'ont pu se procurer des subsis-  
« tances à l'avance.

« Chaque citoyen, en proportion de sa for-  
« tune, devait contribuer à l'approvisionne-  
« ment en blé, en farine ou en argent.

« Le blé était payé par la Municipalité à rai-  
« son de 100 livres le septier, la farine à raison  
« de 90 l. le quintal. »

Il fut dressé une liste des citoyens qui de-  
vaient se rendre à cet appel, avec indication  
de la quantité de blé et farine à fournir.

Dans une séance postérieure, on augmenta  
comme trop faible la souscription *volontaire*  
de plusieurs habitants.

La disette était si grande que, dans la séance  
du 25 prairial (13 juin), le Corps municipal  
« arrêta que la consommation de tous les habi-  
« tants (1) de la commune, le fort étant com-  
« pensé par le faible, était réduite à une livre de  
« pain par jour et par habitant, jusqu'au 1<sup>er</sup>  
« thermidor (19 juillet); la moisson étant  
« dans toute sa force, les consommateurs se-  
« raient abandonnés à eux-mêmes pour le soin  
« de leur subsistance ».

---

(1) La population de la commune de Châteaudun était  
alors de 5.957 habitants. (Délibération du District du 22  
floréal an III.)



Le Corps municipal, dès le lendemain, alla solliciter à domicile des secours en blé et en argent, à titre d'avances remboursables après la récolte.

Le produit en grain et argent de cette quête à domicile ne tarda pas à être épuisé.

L'Administration locale n'avait plus d'argent pour acheter des grains et farines.

La situation était très grave!... Heureusement, la Municipalité put emprunter, le 2 messidor (20 juin 1795), une somme de 50.000 livres à la citoyenne Rose Bignon, de Châteaudun, moyennant une rente de 2.000 l.

Cette somme de 50.000 livres n'étant pas suffisante, la Municipalité ne put verser qu'un à compte sur le prix des blés qui lui étaient livrés sur réquisition. Le solde fut payé plus tard, au moyen d'un autre emprunt de 50.000 livres fait au mois de vendémiaire suivant.

La cherté toujours croissante des vivres et des objets d'un usage journalier se fit sentir non seulement sur la classe nécessiteuse, qui recevait des aumônes et des secours, mais aussi sur les petits fonctionnaires : instituteurs, employés divers, cantonniers et autres ; ils demandèrent à plusieurs fois des augmentations d'appointements (1).

---

(1) Un arrêté du Comité des finances, en date du 28



Le 12 fructidor an III (29 août 1795), les employés de l'Administration adressèrent une pétition pour obtenir qu'une partie de leurs appointements fût payée en nature.

Le Directoire du district accueillit favorablement cette demande par les motifs ci-après :

« Considérant que les prix des denrées de  
« première nécessité ont tellement augmenté et  
« augmentent tous les jours avec une progres-  
« sion si alarmante qu'il n'est pas possible de  
« déterminer avec précision quelles sont les  
« sommes nécessaires pour se procurer les  
« moyens de subsistances, même les plus éco-  
« nomiques ;

« Qu'il est reconnu qu'avec 4.000 l. il n'est  
« pas possible de se procurer les objets qu'on  
« se procurait avant 1790 avec 2.000 l. (1) ;

---

fructidor an III (14 septembre 1795), alloua à tous les fonctionnaires une indemnité égale à la valeur d'une livre et demie de pain par jour. Dès le 23 nivôse an III (12 janvier 1795), un décret avait porté à 36 l. par jour le traitement des députés, qui n'était auparavant que de 18 l.

(1) Dans des lettres adressées par Louis Lameulle, domestique à Châteaudun, au sieur Gonet, de Paris, se trouvent des renseignements curieux et précis sur le prix des vivres et de divers objets d'un usage journalier, ainsi que sur leur augmentation progressive à Châteaudun.

On y lit :

*Dernier jour des Sans-Culotides de l'an II (21 septembre*

« Estima qu'il devait être accordé à chaque  
« employé cinq quintaux de tout bled à

---

1794) : « Quant au pays il est fort triste, le pavé est détestable.

« On trouve de la vache et du veau une fois la semaine chez les bouchers à 18 s. ; le beurre à 25 à 30 s. ; la douzaine d'œufs à 1 l., et encore on a bien de la peine à s'en procurer ; quant au vin, les vigneronns refusent 150 l. du tonneau et cependant la vendange est abondante ».

*30 frimaire an III* (30 décembre 1794). « Les œufs valent 1 l. 15 s. la douzaine ; le beurre 50 à 55 s. ; la bougie 12 à 15 l., la chandelle 6 l. et très mauvaise. Nous allons être taxés pour la consommation, les choses n'ont plus de prix ».

*30 ventôse an III* (20 mars 1795). « Le vin vaut 400 l. le poinçon ; tout à proportion ; la viande 2 l. ; le beurre 3 l. à 3 l. 10 s. ; la chandelle 8 l. la livre. Du reste, tous les jours on est à la veille de manquer de pain ; tous les légumes secs à 35 s. la livre. Le bois que nous avons payé en arrivant (août 1794) 30 l. la corde, se vend aujourd'hui 200 l. ; un sac de charbon qui coûtait 5 l. en vaut aujourd'hui 24 ».

*12 floréal an III* (1<sup>er</sup> mai 1795). « Quant à la vie, cela va toujours en augmentant. Depuis un mois, ma femme fait le pain, nous voyons que c'est une grande économie. Le blé se vend actuellement 300 l. les 8 boisseaux qui pèsent 18 livres ».

*30 prairial an III* (18 juin 1795). « On est réduit ici à une livre de pain ; la chandelle vaut 25 l. la livre ; la viande 5 l. la livre ; le beurre 6 à 7 l. ; les œufs 6 l. ; la douzaine ; une paire de souliers 80 l. ».

*15 messidor an III* (3 juillet 1795). « Les maisons sont très rares et les loyers augmentent dans la proportion des denrées ».

*Dernier jour des Sans-Culotides de l'an III* (22 septembre

« prendre sur les bleds provenant des contri-  
« butions et à imputer sur leur traitement en  
« déterminant le prix sur celui de 1790. »

Le pain était vendu à des prix jusqu'alors inconnus, hors de proportion avec les ressources ordinaires et avec le salaire des ouvriers. Il n'était plus établi de taxe par la Municipalité ; mais on voit sur les registres du District que le prix moyen de la livre de pain était de 6 l. 8 s. 11 d. dans le mois de vendémiaire an IV, de 11 l. 8 s. 7 d. dans le mois de brumaire et de 24 l. 7 s. 2 d. pour le mois de frimaire (1) (22 septembre au 22 décembre 1795).

Les autres produits et les marchandises avaient suivi la même proportion (2).

---

1795). « L'augmentation des denrées de première nécessité est extrême ; le bled se vend 500 l. le septier au marché ; le méteil 3 à 400 l., et il est si peu fourni qu'il est presque impossible de s'en procurer ; la viande 6 l. ; le beurre 14 l. 10 s. et 15 et 16 l. ; la chandelle se vend 50 l. la livre ; la journée d'un homme est de 30 l. pour le présent ».

(Archives de la Société Dunoise d'archéologie, décembre 1903.)

(1) A Paris, en juin 1795, on vendait le pain blanc 25 à 30 l. la livre. (THIERS, *Histoire de la Révolution*, t. VII, p. 241.)

(2) Le citoyen Lorier reçoit 430 l. pour prix de ficelle fournie au District du 4 vendémiaire au 4 frimaire an IV. Le 20 ventôse an IV (10 mars 1796), une corde de bois à brûler est vendue 7.500 l. au tribunal ; le sciage et le

Il en résulta un ralentissement dans les actes de la vie publique et probablement aussi dans ceux de la vie ordinaire des citoyens (1).

Sur les ordres de l'Administration supérieure, malgré la misère du temps, on célébra l'anniversaire du 10 août.

Le programme était le même que celui de l'année précédente.

La fête devait se terminer par des danses autour de l'Arbre de la Liberté.

Mais eurent-ils le cœur à la joie, les pauvres habitants rationnés depuis plusieurs semaines ? Ils n'avaient qu'une livre de pain par jour !

Dès le lendemain de cette fête nationale, le Conseil général envoya une adresse à la Convention, lui demandant de prendre les mesures nécessaires pour faire approvisionner les marchés et diminuer le prix du blé ; pareilles plaintes étaient envoyées de toutes les parties de la France.

---

rentrage coûtent 625 l. (Reg. du greffe du tribunal, 25 vendémiaire an V.)

(1) « Le 15 vendémiaire an IV (7 octobre 1795), des  
« travaux d'appropriation de l'ancienne abbaye ne purent  
« être donnés par adjudication au rabais et furent faits  
« par la voie d'économie, vu l'instabilité du prix, soit des  
« matériaux, soit de la main d'œuvre. (Reg. du District.)  
« Des ouvriers occupés à la confection du pont de  
« Marboué exigèrent le prix de leurs journées en monnaie  
« métallique ou en blé. » (District, 24 frimaire an IV.)

Par les faits qui précèdent, on voit que les Autorités locales avaient une mission lourde et difficile.

L'Administration municipale, au milieu de difficultés de toute nature, devait fournir aux habitants le pain quotidien et les objets de première nécessité.

Le District, de son côté, avait en outre à maintenir le bon ordre, parmi des populations excitées par la disette et par de très nombreuses réquisitions de blé. Il devait aussi, tout en les modérant, satisfaire aux exigences du gouvernement « représenté, dit le conventionnel Honoré Fleury, par une nuée de commissaires qui auraient bientôt enlevé jusqu'au dernier sac de blé (1) ».

Les membres du District de Châteaudun, voulant ménager les ressources du pays, résistaient souvent aux ordres du Comité de Salut public et des députés en mission, qui adressaient des lettres pressantes et parfois menaçantes (2).

---

(1) *Mission du conventionnel Honoré Fleury en Eure-et-Loir, en l'an III*, par Ph. MULLER, page 6. (*Extrait de la Revue de la Révolution*. Nantes, impr. Forest et Grimaud, 1887.)

(2) Lettre du Comité de Salut public du 19 floréal an III (8 mai 1795). ...« Rassemblez et faites-nous parvenir

La récolte de 1794 avait cependant été assez bonne ; la disette qui suivit fut occasionnée par des réquisitions faites sans mesure et sans ordre et sans méthode pour nourrir Paris et l'armée de l'Ouest.

Pour vaincre la résistance des cultivateurs, l'Administration supérieure déclara d'abord les Municipalités responsables de la négligence des cultivateurs ainsi que de toutes fausses déclarations, et, ensuite, elle envoya des sol-

---

« tout ce que vous aurez de farine ; prenez et expédiez-  
« nous toute celle qui existera chez les meuniers et autres  
« particuliers excédant leur consommation de 3 jours.  
« De la vigueur dans l'exécution et vous sauverez la  
« Patrie ».

Lettre du 20 floréal an III par Honoré Fleury au District de Châteaudun. « J'ai à vous reprocher de la  
« faiblesse dans vos opérations ; rien ne marche dans  
« votre arrondissement, ni les réquisitions pour les  
« armées, ni les moyens que la loi vous donne pour  
« assurer la tranquillité. Vos procès-verbaux ne sont que  
« des excuses des actes les plus reprehensibles ; je vous  
« enjoins, sous votre responsabilité personnelle, de faire  
« satisfaire, sous le plus bref délai, les réquisitions pour  
« l'armée de l'Ouest ».

Dans une lettre du 7 germinal (27 mars), Fleury disait au Comité de Salut public : « Les esprits dans les  
« campagnes s'exaltent de plus en plus... tout est en  
« ébullition... C'est une dilapidation, un désordre dont  
« on ne peut se faire une idée ». (Même ouvrage, pages 24, 22, 11.)

datés et des gendarmes chez les fermiers récalcitrants.

On réquisitionna aussi l'orge, l'avoine, les vesces, les pois pour mélanger avec le pain.

Il ne fut laissé aux cultivateurs qu'une quantité de grains à peine suffisante pour vivre jusqu'à la prochaine récolte. On revint, à plusieurs fois, sur ce qu'on avait laissé précédemment.

Les habitants des campagnes furent ainsi rationnés et eurent à subir des recensements révolutionnaires et des perquisitions domiciliaires, suivis d'enlèvements et de confiscations de grains.

Toutes ces mesures excitèrent les populations et donnèrent lieu à des troubles dans différentes localités du District : Châteaudun, Bonneval, Brou, Alluyes, Sancheville, Courtalain (1).

Les populations des campagnes, ayant à leur tête les officiers municipaux, résistaient aux autorités supérieures qui venaient faire des réquisitions de grains.

---

(1) Fleury écrivait, le 13 germinal an III, au Comité de Salut public : « Lorsque les villes vont chercher leurs « subsistances dans les campagnes, on sonne le tocsin ; des « hordes de gens, sous prétexte de besoins, descendent « dans les fermes et pillent les grains. » (Même ouvrage, page 13.)

On dut, à plusieurs fois, envoyer des soldats pour rétablir l'ordre.

« Le Conseil général, voulant prévenir les  
« mouvements populaires, le pillage des pro-  
« priétés et autres excès, suites inévitables du  
« désespoir du peuple », arrêta, le 4 fructidor  
(21 août 1795), que « les laboureurs de la  
« commune seraient tenus de fournir des grains  
« pour l'approvisionnement du marché à raison  
« de trois septiers par charrue, et que l'admi-  
« nistration du District serait invitée à requérir  
« les cultivateurs des autres communes.

Le lendemain, 5 fructidor an III (22 août 1795), le Conseil général envoya à la Convention une adresse dans laquelle on lit :  
« Le prix du blé nouveau est aussi excessif  
« que celui de l'ancien et tout annonce qu'il  
« ne s'arrêtera pas là. Le citoyen peu aisé, ne  
« trouvant pas dans le produit de sa journée la  
« nourriture nécessaire à sa famille, a quitté  
« ses ateliers. Le prix de ses habits, de ses  
« meubles, a passé chez les cultivateurs. Pâle,  
« sans force, traînant après lui son épouse, des  
« enfants épuisés, pleurant sur le passé, trem-  
« blant pour l'avenir, il va mendier, dans les  
« champs et les villes, le soutien d'une mou-  
« rante vie...

« Une loi ordonne de ne vendre que sur les



« marchés, mais rien n'oblige le cultivateur à  
« les approvisionner. Compteriez-vous aussi sur  
« ses besoins ; mais l'argent, l'or, les pierreries,  
« les assignats amoncelés dans ses coffres, le  
« soustraient à la nécessité de vendre, et, avec  
« une patente, il devient, de par la loi, le  
« maître de conserver le produit de sa récolte. »

En envoyant cette adresse à M. Bourgeois, député, pour la déposer à la Convention, le maire ajoutait :

« La police n'est pas assez active dans les  
« campagnes...

« Nous n'avons pas à notre disposition de  
« moyens coercitifs pour l'approvisionnement  
« des marchés. Nous allons être dans la disette  
« et dans la désorganisation au milieu de nos  
« moissons.

« Les commissaires vont désoler nos cam-  
« pagnes. Le prix de la denrée, qui doit être  
« réglé par la concurrence et la liberté du  
« commerce, le sera ou par l'avidité des culti-  
« vateurs ou par la violence des attroupements  
« des habitants des villes que la faim portera  
« dans les fermes.

« Ce n'est pas exagération, lorsque nous  
« vous disons que les cultivateurs regorgent  
« d'or, de bijoux, de papiers, qu'ils ne cher-  
« chent pas à vendre, mais à emmaganiser...

« Nous savons qu'il a été vendu, avant la  
« récolte, du blé pour des montres, des pen-  
« dants d'oreilles. »

On voit, par l'adresse et la lettre qui précèdent, combien la population des villes était excitée contre les cultivateurs. Nous espérons que cette adresse et cette lettre, écrites sous l'impression des derniers événements publics, avaient exagéré la situation.

Les cultivateurs, de leur côté, avaient des difficultés pour rentrer leurs récoltes. Beaucoup d'ouvriers habituellement occupés à la moisson ne voulaient pas travailler aux prix du maximum et demandaient un salaire plus élevé, souvent le double ; quelques cultivateurs avaient dû y consentir.

Sur leurs plaintes, le District arrêta, le 14 messidor an III (2 juillet), « que les ouvriers  
« qui refuseraient de se louer aux prix du maxi-  
« mum de la commune ; que tous ceux qui, par  
« leurs discours, provoqueraient la désobéis-  
« sance aux lois ou occasionneraient des rixes,  
« seraient traduits au tribunal révolutionnaire...

« Il fut défendu aux propriétaires ou fermiers  
« et aux ouvriers de faire aucun engagement  
« au-dessus du maximum. »

---

(1) Archives municipales, correspondance.

Ce fut au milieu des troubles occasionnés par la disette et la cherté des grains que la Convention, après de longues discussions, adopta, le 5 fructidor (22 août 1795), une nouvelle Constitution dite de l'an III, d'après laquelle le Corps législatif était composé de deux Chambres : le *Conseil des Cinq Cents*, chargé de proposer les lois, et celui *des Anciens*, chargé de les examiner et de les adopter, comprenant 250 membres.

Le pouvoir exécutif était donné à un *Directoire* composé de cinq membres.

Les assemblées primaires des deux cantons se réunirent à Châteaudun, le dimanche 17 fructidor an III (3 septembre 1795), pour voter sur l'acceptation ou le rejet de la Constitution et de deux décrets additionnels, et nommer douze membres du Corps électoral chargé d'élire les députés à la nouvelle législature. C'était, comme on le voit, l'élection à deux degrés.

Ces réunions primaires se tinrent, pour la section du Midi, dans l'église de Saint-Valérien ; pour la section du Nord, dans l'ancien local de la Société populaire, et, pour le canton *extra muros*, dans l'église de la Madeleine.

Par décision du gouvernement, les élections pour nommer les députés du département eurent lieu dans notre ville.

Aussitôt que le maire et les officiers municipaux apprirent que les 265 électeurs du département viendraient voter à Châteaudun, ils se préoccupèrent du soin de les loger, et, dans la séance du 12 vendémiaire (3 octobre 1795), ils décidèrent « qu'ils se transporteraient chez les aubergistes de la ville pour « retenir le plus grand nombre possible de lits. « Les électeurs, qui ne pourraient être logés « dans les auberges, seraient répartis chez les « citoyens, qui furent invités à venir déclarer « à la Mairie les chambres dont ils pourraient « disposer ».

La garde nationale fournit un piquet de quatre hommes et un officier pour se tenir aux ordres du président de l'Assemblée électorale pendant toute la session, et quatre valets de la ville firent le service intérieur de la salle (1).

A ces élections fixées au 20 vendémiaire (11 octobre 1795), et qui durèrent sept jours, furent nommés : Lanjuinais, Henri Larivière, Defermon, Boissy d'Anglas, Dussieux Saint-Maurice et Barreau, avoué à Chartres (2).

---

(1) Bibl. Louvancourt. Con 8, c. 1.

(2) Lanjuinais, Boissy d'Anglas et Larivière étaient considérés comme royalistes secrets. (THIERS, *Histoire de la Révolution*, t. VII, pp. 326, 379.)

Les électeurs nommèrent également les vingt membres du tribunal (unique) du département.

Parmi eux, nous trouvons notamment : Bergeron, Piche, Barbereau, de Châteaudun, et Boucher, de Bonneval.

On élut juges de paix : Huguet pour le canton *intra muros* et Gallier pour le canton *extra muros*.

La nouvelle Constitution avait aussi modifié, dans plusieurs parties importantes, l'administration intérieure de la France ; il y avait dans chaque département une Administration centrale, et, par canton, une Administration municipale.

Les Districts étaient supprimés.

Le Directoire du district de Châteaudun se réunit pour la dernière fois le 28 nivôse an IV (17 janvier 1796), et arrêta « qu'à compter  
« de ce jour, la ci-devant administration du  
« District cesserait ses fonctions ; que les bureaux  
« seraient fermés ; qu'il serait mis à la porte  
« extérieure un écriteau annonçant aux ci-  
« toyens que les fonctions de l'Administration  
« étaient totalement cessées ; qu'ils devaient  
« s'adresser à leurs Municipalités respectives ».

On donna pour motifs de la suppression des Districts, la dépense qu'ils occasionnaient

et leur inutilité dans l'administration. Quelques années plus tard, en 1800, ils furent rétablis sous le nom de sous-préfectures.

Après les élections des membres du Corps législatif eurent lieu celles de la nouvelle Administration municipale.

L'Assemblée communale fut convoquée pour le 10 brumaire an IV (31 octobre 1795).

Les événements politiques avaient modifié les sentiments des habitants, qui ne recherchaient plus, comme autrefois, les honneurs et les fonctions ; aussi ce fut avec peine que les élections eurent lieu.

En tête de la liste des élus figurent les citoyens Guillois, maire, et Rossard, ancien maire, arrivés au premier tour.

Tous deux refusèrent les fonctions municipales aussitôt qu'ils connurent leurs nominations.

Furent élus, au deuxième et au troisième tours, les citoyens Blin, Michau, Touche... qui refusèrent, ainsi, au surplus, que ceux qui venaient à la suite sur le tableau contenant le résultat des divers scrutins.

De refus en refus, on descendit au citoyen Copry, qui était au trentième rang, avec trois voix.

Il accepta les fonctions, mais il ne pouvait lui seul composer la Municipalité.

Dans la séance du 16 brumaire, la Municipalité chargea le Procureur de la commune d'aller à Chartres informer le Département du résultat des élections et de l'acceptation des fonctions municipales par le citoyen Copry seul. Il demanda aussi des instructions sur ce sujet.

Il fut sursis à la formation de l'Administration locale, et les anciens maire et officiers municipaux continuèrent, pendant quelque temps, à expédier les affaires communales.





## CHAPITRE IV

---

### **Instruction.**

L'Assemblée Nationale, dès ses premières séances, avait montré son intention de réformer l'Enseignement, en l'étendant à toutes les classes de la société et en modifiant sa condition et ses moyens d'existence ; mais, par suite de l'abolition des rentes et privilèges qui faisaient subsister les établissements d'instruction, de la suppression du clergé et des ordres religieux qui s'occupaient de l'éducation de la jeunesse, l'Enseignement public fut désorganisé ; les collèges et les écoles n'eurent bientôt plus d'élèves et leur existence fut précaire (1).

---

(1) Dans une délibération du Conseil général en date du 21 germinal an V (10 avril 1797), il est dit : « Considérant que l'Instruction publique, par suite des circonstances qui n'ont respecté aucune institution utile, est



Nous verrons ci-après les phases diverses et les résultats de ces changements dans la ville de Châteaudun.

Au début de la Révolution, l'enseignement primaire ou les Petites Écoles, comme on disait alors, comprenait, d'après une délibération du District du 29 octobre 1790 : « une « maison d'éducation à l'usage des jeunes filles « dans les deux principales paroisses » et, en outre, la maison de la Congrégation, qui donnait l'instruction, bien qu'elle n'eût pas été fondée dans ce but ; elle ne tardera pas à disparaître.

Pour les garçons, il existait la maison des Frères des Écoles chrétiennes, remontant à 1732. Elle était installée dans un bâtiment appelé la Conciergerie, dont le duc de Luynes avait abandonné la jouissance par acte du 20 octobre 1742, sous la condition qu'il rentrerait en possession de cette maison dans le cas où elle serait évacuée par les Frères. (Délibération du District, 3 novembre 1792.)

« Ces divers établissements, dit la même

---

« tombée dans un anéantissement total ; que cette commune, qui, avant la Révolution, jouissait de plusieurs « établissements consacrés à l'instruction, n'en renferme « actuellement aucun de ce genre..., invite le gouvernement à donner des secours au citoyen Brédif, instituteur ».

« délibération, suffisaient pour l'éducation des  
« jeunes gens de la ville de l'un et de l'autre  
« sexe ».

Ils donnaient l'instruction gratuitement et possédaient des rentes assez importantes.

L'organiste de la Madeleine et de la Sainte-Chapelle était chargé de la garde et de l'éducation des enfants de chœur attachés à la chapelle de Saint-André. (District, 9 avril 1792.)

Ces établissements d'instruction primaire, possesseurs de rentes provenant d'anciennes donations, ne coûtaient rien à l'État ni à la ville et très peu aux familles (1).

---

(1) L'école des filles de *Saint-Jean* possédait notamment : une rente de 600 l. sur le séminaire de Chartres, une de 100 l. sur le chapitre de la cathédrale de Chartres, et une de 250 l. sur l'Hôtel-de-Ville de Châteaudun. (District, 17 février 1791, 20 janvier et 21 décembre 1792. — Rapport au Conseil municipal de Châteaudun, du 6 juin 1891, par M. Renou.)

Celle de *Saint-Valérien* : une rente de 150 l. sur le couvent de Saint-Avit, près Châteaudun, une de 100 l. sur la sénéchaussée de Marseille, une autre de 600 l. sur le chapitre de N.-D. de Paris et une de 15 l. sur le comté de Dunois, affectée à l'achat de livres pour les enfants pauvres et aux prix et récompenses. (District des 17 et 29 septembre 1791. Société Dunoise, t. VI, p. 271.)

Celle des *Frères des Écoles Chrétiennes* : 500 l. sur les aydes et gabelles, 100 l. sur les États de Bretagne, 10 l. sur la maison du sieur Régnier, de Saint-Jean, et un clos au Journet, paroisse de Saint-Jean, loué 90 l. (GG. 155,

Les rentes, composant ces fondations, devinrent la propriété de l'État.

L'instruction secondaire ne fut pas plus prospère.

Le Collège, fondé en 1582, ne tarda pas à être fermé (1).

Dans la séance du 6 novembre 1790, le maire exposa au Conseil général « que le  
« nombre des écoliers du Collège diminuait;  
« que, pour le présent, il n'y avait que sept  
« écoliers ; que cependant, pour un nombre  
« aussi petit, la commune donnait au Principal  
« des appointements de 300 l. ; qu'à la vérité  
« il était obligé de payer sur cette somme un  
« régent ; qu'il avait en outre son logement  
« dans le collège.

« Après délibération, le Conseil général,  
« voyant avec douleur le dépérissement sen-  
« sible du Collège, dont le nombre des étudiants  
« était réduit à sept externes ; considérant  
« qu'il était inutile d'avoir un Principal et un

---

note, de l'Inventaire des Archives Municipales ; D. 15 des Archives départementales, et Mémoires de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, t. VII, pp. 38, 39 et ss.)

(1) Le Collège était alors à l'angle de la rue du Collège (actuellement rue du Château) et du passage allant à l'église Saint-Lubin. Après avoir eu diverses destinations, il fut démoli vers 1860 ; son emplacement fait maintenant partie du square Saint-Lubin.

« régent pour un si petit nombre d'écouliers,  
« arrêta de suspendre le traitement annuel de  
« 300 l. accordé par la commune aux Princi-  
« pal et régent jusqu'à ce que, par des circons-  
« tances plus heureuses, cet établissement  
« pût refleurir, accordant audit Principal l'usage  
« des bâtiments et dépendances servant à cet  
« établissement ».

Le Principal, M. Buché, qui était prêtre de l'Hôtel-Dieu, restait donc au Collège à titre provisoire ; mais bientôt après il refusa de prêter serment à la Constitution, et il fut destitué le 20 février 1791.

Le Conseil général décida le même jour que : « Vu le petit nombre d'écouliers du  
« Collège, il serait sursis à la nomination d'un  
« nouveau Principal jusqu'à ce que l'Assemblée  
« nationale ait rendu les décrets qu'elle a  
« annoncés pour l'éducation publique ».

Voilà donc le Collège très gravement menacé jusqu'à nouvelle décision.

Malgré sa destitution, M. Buché continuait au Collège sa résidence et ses fonctions ; mais, dans la séance du 17 mars 1791, le Procureur de la commune exposa au Corps municipal  
« que, de tous les fonctionnaires publics, au-  
« cun ne méritait plus la surveillance des Corps  
« administratifs que ceux qui sont chargés de

« l'éducation de la jeunesse, dans cet âge  
« heureux où l'esprit est susceptible de toutes  
« les impressions; qu'il serait infiniment dan-  
« gereux de confier l'instruction des jeunes  
« gens à des maîtres qui ne sont pas dans le  
« sens de la Révolution ; que le sieur Buché,  
« Principal du Collège, n'a pas prêté serment ;  
« Que déjà le Corps municipal, conjointement  
« avec le Conseil général, avait déclaré la place  
« du sieur Buché vacante, faute d'avoir prêté  
« serment ;

« Que, s'il avait différé jusqu'à ce jour à sol-  
« liciter l'exécution de cet arrêté, c'est qu'il  
« avait dans l'espoir que le sieur Buché vien-  
« drait à résipiscence et lui éviterait ce désa-  
« grément, mais que cet espoir a été déçu ».

Sur ce réquisitoire, le Corps municipal ar-  
rêta, séance tenante, qu'il serait fait défense à  
M. Buché de continuer ses fonctions et qu'il  
lui serait enjoint de quitter, sous quinzaine, les  
bâtiments du collège.

M. Buché y resta cependant jusqu'au 24  
juin 1791.

Le Collège était donc fermé ; le Conseil gé-  
néral, comprenant l'intérêt de la ville à con-  
server cet établissement « qui était sans éco-  
« liers au moment où M. Buché le quitta »,  
décida, le 31 juillet 1791, qu'il serait fait une

pétition aux Administrateurs du département pour les prier de pourvoir au remplacement de M. Buché.

Le Conseil général fit choix, le 8 septembre 1791, de M. Brédif, maître de pension de l'Université de Paris, qui, agréé et nommé par le Département, fut installé le 23 octobre suivant ; son traitement annuel fut fixé à 375 l.

On lui alloua, le 29 janvier 1792, une gratification de 500 l. pour ses frais de déménagement.

L'année suivante, Brédif demanda un secours de 300 l. « pour élever sa nombreuse famille, à cause du peu d'écouliers et de pensionnaires qu'il avait maintenant et qu'il avait toujours eus » ; le Directoire du district le recommanda à celui du Département, qui répondit, le 10 janvier 1793, qu'il n'avait pas de fonds pour l'Instruction publique.

L'Administration s'occupa ensuite des Petites Écoles ; le 9 octobre 1791, pour remplacer les membres de l'Instruction primaire qui n'avaient pas prêté serment, elle nomma deux instituteurs publics, trois institutrices pour l'école de Saint-Valérien et deux autres pour celle de Saint-Jean.

Malgré ces nominations, les anciennes institutrices de Saint-Valérien, M<sup>lles</sup> Lamy, Faltin

et Geoffroy tinrent leur école ouverte comme précédemment, et les institutrices nommées le 9 octobre 1791 ne paraissent pas être entrées en fonctions. (District, 17 juillet et 21 août 1792.)

Mais, le 6 juillet 1792, la municipalité convoqua à la Mairie « les demoiselles des écoles « de charité de Saint-Valérien (*sic*), celles de « la paroisse de Saint-Jean et les Frères des « Écoles chrétiennes pour prêter le serment « civique en qualité de fonctionnaires ».

Une des maîtresses d'école et un Frère prêtèrent serment ; les autres écrivirent que leur conscience leur empêchait de le prêter ou ne répondirent pas à l'appel.

« Une députation de quatre membres du « Conseil général se rendit au couvent de la « Congrégation, où les religieuses, réunies en « leur parloir, leur déclarèrent qu'elles ne vou-  
« laient pas prêter le serment demandé ».

De nouvelles maîtresses furent nommées et installées le 24 août 1792, après prestation du serment.

La sortie ou plutôt l'expulsion des maîtresses de l'école de Saint-Jean, appelées généralement Sœurs du Petit-Couvent, fut difficile et mouvementée ; elles résistèrent par tous les moyens de procédure ; on dut recourir à la





district appuya cette pétition en disant « que  
« les citoyens ci-devant Frères des écoles chré-  
« tiennes se trouvaient dans l'indigence ; il les  
« recommandait à la bienveillance du Dépar-  
« tement en faisant observer que ces citoyens  
« instruisaient journellement plus de 250 en-  
« fants ».

N'ayant pas obtenu de réponse, les Frères remirent au District, le 30 janvier 1793, une nouvelle pétition dans laquelle ils demandaient  
« que l'Administration voulût bien leur fournir  
« les moyens de pouvoir subsister, leurs biens  
« ayant été déclarés appartenir à la Nation ».

« Le Directoire, considérant que les revenus  
« de cet établissement ont été mis sous la main  
« de la Nation ; que néanmoins les pétitionnaires  
« ont vécu pendant l'année 1792, dans l'espé-  
« rance de jouir des mêmes revenus, ce qui  
« leur a fait contracter des dettes pour leur  
« subsistance ; que cependant ils ont rendu et  
« rendent encore tous les jours des services  
« essentiels à la commune en continuant  
« d'instruire la jeunesse dont l'éducation leur  
« avait été confiée par la Municipalité ;

« Considérant qu'ils ont toujours donné des  
« preuves de bonne conduite et se sont portés  
« avec zèle à instruire les pauvres malgré l'in-  
« suffisance de leurs moyens de subsistance ;

« Estime que provisoirement et jusqu'à ce  
« que l'Instruction publique soit organisée et  
« qu'il ait été assigné des fonds pour cet objet,  
« il doit être accordé aux dits citoyens, ci-  
« devant Frères, une somme de 600 l. pour  
« 1792 ».

Il fut également reconnu, dans une délibération du Conseil général en date du 9 mars 1793, « que les Frères n'avaient pas touché  
« en 1791 les rentes qu'ils avaient sur l'État  
« et n'avaient vécu que de charités publi-  
« ques. »

Il résulte de ce qui précède que les Frères n'avaient pas reçu, en 1791 et en 1792, les rentes fondées pour l'entretien des écoles ; ils continuaient cependant à instruire la jeunesse et ils n'obtenaient, à titre de secours, que des sommes insuffisantes pour les besoins matériels de la vie ; mais tout a une fin.

Le 7 avril 1793, le Maire annonça au Conseil général « qu'un des préposés à l'éducation  
« de la jeunesse se disposait à quitter la ville ;  
« qu'il ne prenait ce parti qu'avec le plus  
« grand regret, mais que l'impossibilité où il  
« était de continuer à remplir ses fonctions,  
« n'ayant aucun secours, aucun traitement, le  
« forçait à chercher ailleurs à vivre de son  
« talent ».

Un autre Frère quitta Châteaudun huit jours plus tard pour la même cause (1).

L'instruction primaire, autrefois florissante à Châteaudun, fut ainsi désorganisée.

Il existait en outre deux écoles libres, une pour les garçons, l'autre pour les filles. Les personnes qui les tenaient furent dénoncées pour n'avoir pas prêté serment ; le Conseil général répondit, le 21 décembre 1792, « que  
« la loi n'astreignait pas au serment les per-  
« sonnes qui se chargeaient, sur le choix libre  
« des parents, d'une instruction particulière ;  
« qu'elles étaient seulement sous l'inspection  
« de la police et sujettes à toute la rigueur des  
« lois dans le cas où elles se permettraient  
« d'enseigner des principes contraires aux lois ».

La décision du Conseil général n'ayant pas satisfait les auteurs de cette plainte, ils adressèrent, le 27 juillet suivant (1793), au Directoire du district, une nouvelle dénonciation dans laquelle il était dit que « les filles Faltin,  
« Lamy et Geoffroy, ci-devant maîtresses des  
« Petites-Écoles de Saint-Valérien, continuaient  
« à instruire les enfants quoique, ayant refusé  
« de prêter serment, elles aient été déclarées

---

(1) Ils ne tardèrent pas à revenir, car, en 1794, ils étaient instituteurs publics à Châteaudun.

« déchues de leurs fonctions et chassées de la  
« maison des Petites-Écoles de Saint-Valérien.

« Le Directoire, considérant que la conduite  
« des filles en question est une infraction  
« manifeste à l'esprit et aux dispositions de la  
« loi ; que ce n'est point à cause du lieu où  
« elles enseignaient qu'elles ont été déchues  
« de leurs fonctions, mais à cause de leurs  
« opinions anti-républicaines ;

« Considérant combien il est important, dans  
« ce moment de régénération, que l'éducation  
« ne soit confiée qu'à des personnes reconnues  
« dans le sens de la Révolution ;

« Considérant que les aristocrates profitent  
« de cet abus pour faire inculquer à leurs en-  
« fants les principes empoisonnés des réfrac-  
« taires ;

« Considérant enfin que les dites filles  
« doivent être considérées comme suspectes par  
« cela seul qu'elles sont dénoncées par des  
« citoyens ;

« Estime qu'il doit être enjoint aux filles  
« Lamy (1), Faltin et Geoffroy de cesser, sans

---

(1) Une nonagénaire, M<sup>lle</sup> Solier (décédée en juin 1902), élève de M<sup>lle</sup> Lamy, nous a dit qu'elle ne cessa d'instruire la jeunesse qu'à un âge très avancé et qu'elle reçut une pension de la ville en récompense des services qu'elle avait rendus.

« délai, les fonctions d'institutrices et invite le  
« Directoire du département à indiquer les  
« mesures à prendre dans le cas où ces filles  
« refuseraient d'obéir ».

De leur côté, les institutrices officielles se plaignirent au District, le 14 août suivant, « des anciennes institutrices qui continuaient à enseigner malgré les défenses qui leur avaient été faites plusieurs fois ». Elles n'avaient probablement pas d'élèves !

Quinze jours plus tard, le Directoire du département « autorisa le District à renfermer comme suspectes les institutrices réfractaires en cas de refus de leur part de se soumettre ».

Non seulement l'instruction était modifiée d'une façon malheureuse, mais, dans une délibération du 17 avril 1793, le Conseil général reconnaissait que « la commune n'avait plus d'espoir d'obtenir la *liquidation* des rentes appartenant aux écoles, si ce n'est tout au plus les arrérages échus, la Nation se chargeant de payer les frais de l'Instruction publique ».

Dans la même séance, le Conseil général, délibérant sur la nouvelle organisation de l'Instruction décrétée le 3 mars précédent, disait « qu'il y avait autrefois au collège deux professeurs ; qu'il s'était soutenu sur ce pied jusqu'au mo-

« ment où des changements de professeurs  
« avaient été opérés par la Révolution ; que le  
« nombre des écoliers ne pouvant qu'augmenter  
« à mesure que le nouvel état de choses se  
« consoliderait, il était important encore de  
« conserver les deux places ; que le premier  
« maître devait être de préférence un homme  
« marié ; qu'au contraire, le second professeur  
« pourrait être un jeune homme qui servirait  
« en même temps de répétiteur.

« Arrêta que le traitement du premier  
« maître serait fixé à 1.200 l. avec le loge-  
« ment et la liberté de prendre des pension-  
« naires, et celui du second à 700 l. sans  
« logement.

« Statuant ensuite sur l'école des garçons :

« Considérant qu'il existait dans cette école  
« près de 250 enfants de différents âges ; que  
« leurs études et les leçons à leur donner  
« étaient absolument différentes, il fut arrêté  
« qu'il y aurait trois instituteurs comme par  
« le passé : l'un pour les commencements de  
« la lecture ; l'autre pour la lecture et les  
« commencements de l'écriture, et le troisième  
« pour la perfection de l'écriture, l'arithmé-  
« tique et les autres connaissances qui pour-  
« raient y être jointes...

« Et qu'il serait proposé d'accorder au premier







« pourraient, dans aucun cas et sous aucun  
« prétexte, rien exiger des parents pour l'édu-  
« cation des enfants ».

C'était, on le voit, l'instruction *gratuite*,  
c'est-à-dire mise à la charge de l'État exclusive-  
ment.

Mais l'État ne payait point ; aussi les institu-  
teurs et institutrices adressèrent à la Conven-  
tion une pétition pour obtenir le paiement de  
leur traitement.

Cette pétition avait été d'abord soumise au  
Conseil général de la commune qui attesta, le  
8 septembre 1793, que « depuis leur nomina-  
« tion les instituteurs et institutrices avaient  
« rempli leurs fonctions à la très grande satis-  
« faction des citoyens, qu'ils avaient toujours  
« montré un attachement sincère aux lois de  
« la République et que leur départ serait une  
« perte irréparable pour la commune ». Le Con-  
seil priait la Convention de leur procurer au  
plus tôt le traitement qui leur était assuré par  
la loi.

Quelques semaines plus tard, les écoles  
furent laïcisées à la suite d'un décret du 28 oc-  
tobre 1793 (7 brumaire an II), déclarant qu'au-  
cun religieux ou ecclésiastique ne pourrait être  
nommé instituteur, et aucune religieuse, ins-  
titutrice.

Ce décret fut suivi de près par la loi du 29 frimaire an II (19 décembre 1793) (1), qui établissait le principe de l'*obligation* : tous les enfants à partir de huit ans devaient fréquenter les écoles sous des peines sévères contre les pères et mères.

L'enseignement était *libre* pour toutes personnes munies d'un certificat de civisme et de bonnes mœurs, sans même exiger d'elles aucune condition de capacité.

Il était *gratuit* ; l'État salariait les maîtres à raison de vingt livres par élève pour l'instituteur et de quinze livres pour l'institutrice.

Le programme, établi par cette loi, était réduit à sa plus simple expression : lecture, écriture et les premières règles de l'arithmétique.

Aussitôt après la promulgation de cette loi, la Municipalité de Châteaudun reçut l'ordre de *rétablir* les écoles de la ville. Le mot *rétablir* employé par l'Administration supérieure donne

---

(1) La discussion de cette loi du 29 frimaire avait été très vive. Robespierre notamment demandait que le premier degré de l'Instruction primaire fût le degré unique et que tous les enfants, sans distinction, non seulement de fortune, mais d'intelligence, reçussent la même éducation. Il sacrifiait, à une conception étroite et fausse de l'Égalité, les intérêts de la science, des beaux arts et du progrès social. (Henri MARTIN, *Histoire de France depuis 1789 jusqu'à nos jours*, t. I<sup>er</sup>, pp. 404, 405.)

à croire que l'Instruction primaire n'existait plus dans notre ville.

La Municipalité fit alors publier et afficher à plusieurs fois, que les pères et mères devaient faire inscrire à la mairie les noms de leurs enfants en âge de fréquenter les écoles. Les habitants n'y mirent pas d'empressement.

D'après la loi, les écoles devaient être surveillées par une commission de cinq membres nommés par le Conseil général. Cette commission lui rendit compte, le 15 germinal an II (4 avril 1794), de son transport dans les écoles.

Dans ce rapport, la commission soumit au Conseil diverses questions, notamment celle de savoir « s'il ne serait pas nécessaire de faire un « règlement provisoire et de distinguer les gar-  
« çons d'avec les filles ».

Les commissaires furent chargés d'étudier, de concert avec la Société populaire, la question si importante de l'Instruction publique et de donner un avis motivé.

On voit par ce qui précède que l'Instruction primaire était dans le plus grand désarroi à Châteaudun ; il en était de même dans toute la France (1).

---

(1) Il est certain que la Convention et le Directoire avaient complètement échoué dans les efforts qu'ils

Elle avait à peu près disparu avec les ordres religieux voués à l'éducation de la jeunesse ; les instituteurs et institutrices recevaient irrégulièrement des acomptes sur leurs traitements (1), malgré leurs instantes réclamations ; les enfants inscrits aux écoles étaient peu nombreux ; d'après le rapport ci-dessus relaté, les garçons et les filles étaient réunis dans le même local ; il n'existait pas de règlement, même provisoire.

La surveillance était laissée à la Municipalité.

Un membre du Conseil général disait à la séance du 24 vendémiaire an III (15 octobre) :  
« L'éducation est négligée dans cette com-  
« mune ; les pères et mères montrent l'insou-  
« ciance la plus reprehensible sur l'exécution  
« de la loi relative à l'instruction.

« On pouvait croire qu'après la récolte des

---

avaient faits pour répandre davantage l'instruction primaire et en élever le niveau. (*L'École du village pendant la Révolution*, p. 176, par Albert BABEAU, de l'Institut. Didier, à Paris, 1881.)

Avec un pompeux et dispendieux système d'instruction publique, dix années furent perdues pour l'instruction. (TAINE, *La France en 1800. Revue des Deux Mondes*, mars 1889.)

A la séance de la Convention du 13 fructidor an II (30 août 1794), Fourcroy disait : « On n'apprend plus à lire ni à écrire ». (*Moniteur*, t. XX, p. 664.)

(1) Sur le compte des dépenses communales en 1793, on voit « qu'il fut payé 2.120 l. aux instituteurs et institutrices et aux ouvriers pour réparations ».

« grains et des vins (les vacances), les pères et  
« les mères s'empresseraient d'envoyer leurs  
« enfants aux écoles; mais on s'est trompé,  
« les écoles sont presque désertes.

« Il en résulte un grand préjudice pour les  
« instituteurs; les enfants, d'un autre côté, ne  
« sont pas instruits ».

Aussi le Conseil général décida que, conformément à la loi, « les nom, profession, âge  
« des personnes habitant une maison seraient  
« à nouveau affichés à la porte extérieure dans  
« le délai de trois jours, afin que la Munici-  
« palité pût connaître les enfants devant  
« fréquenter les écoles ».

Il semble résulter de divers documents que, pendant quelques mois, les écoles furent fermées, à l'exception d'une seule, tenue par Brédif, ancien principal du collège, car, le 29 germinal an III (13 avril 1795), le Directoire du district nomma deux institutrices pour l'école de Saint-Valérien, deux institutrices pour celle établie dans les bâtiments de la ci-devant Congrégation, et un instituteur et une institutrice à Saint-Jean; et le 14 floréal an III (3 mai 1795) « le Conseil général décida de  
« faire mettre en état les classes de ce fau-  
« bourg et placer les tables dont elles pouvaient  
« avoir besoin ».

Cet état précaire de l'Instruction existait dans toute la France ; voulant y porter remède, la Convention, dans son avant-dernière séance, le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), rendit une loi pour réorganiser l'enseignement.

Dans chaque canton il était établi une ou plusieurs écoles primaires. (Art. 1<sup>er</sup>.)

Les instituteurs primaires, après examen devant un jury d'instruction, étaient nommés par l'Administration départementale. (Art. 3.)

On devait enseigner, dans chaque école primaire, à lire, à écrire, à calculer, et les éléments de la morale républicaine. (Art. 5.)

Il était fourni à chaque instituteur un local tant pour lui servir de logement que pour recevoir les élèves pendant la durée des cours, avec un jardin. (Art. 6.)

Les instituteurs devaient recevoir de chacun de leurs élèves une rétribution annuelle. (Art. 8.) Les indigents en étaient exemptés. (Art. 9.)

Un arrêté du Département, rendu le 25 frimaire, fixa à 25 l. par an et par enfant la rétribution scolaire à Châteaudun ; mais les instituteurs ne pouvaient se faire payer ; aussi deux d'entre eux donnèrent bientôt leurs démissions. Celui qui resta réclama instamment la promesse d'un secours supplémentaire, qu'on lui accorda.

Cette loi ne rendit point prospères les établissements d'instruction publique ; plusieurs causes s'y opposèrent.

Le renchérissement du prix des denrées contribua à l'abaissement de l'instruction. Dans une lettre adressée au Directoire du département, le 5 frimaire an IV (25 novembre 1795), la Municipalité exposa que « le peu de salaire  
« accordé aux instituteurs, à raison de la  
« cherté des vivres, les forçait à abandonner  
« leurs postes et que, par cette raison, l'Instruc-  
« tion publique allait être totalement abandon-  
« née dans la commune ».

Elle invita le Département à « organiser, le  
« plus promptement possible, cette branche de  
« l'Administration si essentielle au bonheur de  
« ses administrés ».

Le Directoire du département, par arrêté du 14 frimaire, même mois, renvoya la Municipalité à la loi du 3 brumaire ; c'est-à-dire ne tint pas compte de la demande.

Une autre cause, à Châteaudun, comme, au surplus, dans presque toutes les communes, nuisait alors à la fréquentation des écoles : c'était le recrutement des instituteurs ; le personnel enseignant laissait beaucoup à désirer (1).

---

(1) « L'instruction devant être laïque et jacobine,





innovations ; chacun voulait réformer ce qui, à tort ou à raison, le gênait ; les élèves du Collège, comme leur principal, adressèrent, le 14 thermidor (1<sup>er</sup> août 1795), au Conseil général, une pétition « pour obtenir une cessation de leurs études pendant la moisson ».

« Le Conseil, après une longue discussion, considérant que, suivant l'usage, les vacances pour ceux qui se livrent à l'étude des belles-lettres, ne commencent qu'aux premiers jours de septembre ; que les pétitionnaires n'apportent aucune raison sérieuse pour justifier le changement qu'ils proposent, la plupart n'étant pas dans le cas de se livrer aux travaux pénibles de la moisson ;

« Considérant que si le repos est nécessaire après un long travail et donne des forces à l'esprit pour parcourir une nouvelle carrière, il peut aussi, lorsqu'il est prolongé, éteindre l'amour de l'étude ;

« Arrêta qu'il n'y avait pas lieu de délibérer sur la pétition présentée par les élèves du Collège et ordonna que l'ancien usage serait maintenu ».

Pauvres enfants, ils n'avaient pas réussi ! On leur répondit par des considérants légèrement narquois, mais leur idée a fait son chemin ; leurs arrière-petits-fils, plus heureux, ont

LES VACHES qui commencent dans la dernière semaine de juillet et finissent dans les premiers jours d'octobre. On parle même de les augmenter !





## CHAPITRE V

---

### **Religion.**

L'Assemblée nationale commença ses réformes hostiles au clergé et plus tard à la religion, en décrétant l'abolition des dîmes et la vente des biens ecclésiastiques.

Pour connaître et constater l'importance des valeurs et des biens mobiliers du clergé, il fut procédé à Châteaudun : 1° le 15 mai 1790, à l'inventaire « du mobilier, des titres et papiers » dépendant des fabriques, des bénéfices et des « communautés ».

2° Et, le 15 septembre suivant, à l'inventaire du mobilier, des titres et des papiers des sept paroisses ainsi que des chapelles de la ville.

Rien ne fut modifié pour l'usage des objets servant au culte et pour la disposition des rentes, mais ces inventaires serviront lorsqu'on fera déposer l'argenterie et les titres des com-

munautés et des églises dans les mains des employés du gouvernement.

Après la vente des chapelles du Saint-Sépulcre, de Saint-Martin, de Saint-Roch, de Saint-Gilles, dépendant de communautés et prieurés supprimés, les ornements et objets du culte qui s'y trouvaient furent, sur la demande des acquéreurs et sur l'ordre du Directoire du district, déposés le 28 janvier 1792 dans une des chambres de l'Administration, et un vicaire de Saint-Valérien fut chargé d'enlever les pierres sacrées des autels et de les transporter dans un lieu convenable.

L'argenterie du couvent de la Madeleine et celle de l'abbaye de Bonneval avaient été portées à la Monnaie d'Orléans dès le 2 juin 1791.

Une réforme utile et importante fut, à la même époque, provoquée par le Conseil général. Dans une délibération du 20 février 1791, il demanda à l'Administration supérieure le maintien et la conservation des paroisses de la Madeleine, de Saint-Valérien et de Saint-Jean et la suppression des quatre autres, et il indiqua les circonscriptions des trois paroisses à conserver.

Déjà une modification importante avait eu lieu dans l'usage de l'église de la Madeleine, qui, de temps immémorial, avait une double

destination : le chœur servait exclusivement aux religieux qui le fermaient à clef ; les offices paroissiaux étaient célébrés par le curé dans les chapelles des bas-côtés et à un autel près de la grille du chœur.

Depuis la suppression du couvent de la Madeleine, cet état n'avait plus de raison d'être ; aussi, sur une pétition de la Société des Amis de la Constitution, le Directoire du district arrêta, le 11 avril 1791, « que désormais, les divers offices et cérémonies de la paroisse auraient lieu dans le chœur ».

Un an plus tard, la question de la réunion des paroisses n'avait pas avancé, mais la situation avait bien changé : la population était très divisée à cause de la Constitution civile du clergé ; aussi, sur l'exposé fait par le Maire « que les difficultés qui s'élevaient dans quelques-unes des paroisses, la diversité des opinions, le peu d'accord qui paraissait régner entre les prêtres qui ont prêté serment et ceux qui n'ont point satisfait à cette disposition de la loi, faisaient craindre que ces querelles religieuses n'aient les suites les plus funestes, et qu'il croyait que la suppression de quatre paroisses serait peut-être un moyen sûr de ramener la paix et de prévenir les accidents

« que ces sortes de querelles occasionnaient  
« presque toujours (1), le Corps municipal  
« arrêta, le 31 mars 1792, qu'il serait fait, sur-  
« le-champ, un mémoire pour demander pro-  
« visoirement la suppression des paroisses de  
« Saint-Aignan, de Saint-Médard, de Saint-  
« Lubin et de Saint-Pierre ».

Dans ce mémoire on lit notamment :

« Depuis très longtemps, nous avons solli-  
« cité la réunion des paroisses de cette ville ;  
« aujourd'hui un motif pressant nous engage  
« à vous prier, avec la plus vive instance, de  
« supprimer provisoirement quatre paroisses ;  
« la tranquillité publique, les murmures des  
« habitants, les difficultés qui s'élèvent jour-  
« nellement nous font craindre à tout moment  
« que des querelles de religion ne mettent en  
« combustion notre ville.

« Nous vous conjurons donc, au nom de la  
« paix et du bonheur de nos concitoyens, de  
« faire droit à notre demande dans le plus  
« court délai.

« Il nous restera encore les paroisses de la  
« Madeleine, de Saint-Valérien et de Saint-

---

(1) Nous avons vu plus haut que, sur onze curés et vicaires de la ville, cinq prêtèrent le serment, les autres le refusèrent ; le curé et le vicaire de la même paroisse étaient parfois d'opinions différentes.

« Jean ; jusqu'à la réorganisation définitive, ces  
« trois paroisses sont plus que suffisantes pour  
« recevoir les fidèles qui veulent assister à la  
« célébration des offices divins ».

En attendant cette réorganisation, les marguilliers de Saint-Jean firent à la toiture et au clocher de leur église des réparations urgentes ; pour acquitter cette dépense, ils demandèrent au Conseil général, le 11 septembre 1792, « l'autorisation de vendre les meubles du vicariat qui n'était plus occupé ; le Conseil général renvoya cette pétition aux marguilliers pour convoquer le général des habitants qui aurait à émettre son vœu et à donner en même temps le détail des meubles se trouvant dans la maison du vicariat ».

C'était un retour aux assemblées générales des paroissiens du temps passé ; ce fut la dernière fois que pareille réunion eut lieu.

Déjà les persécutions contre le clergé se faisaient sentir ; un décret du 18 août 1792 avait défendu aux prêtres et religieux le port du costume ecclésiastique en dehors de leurs fonctions, sous peine de la perte de la moitié de leur traitement à la première contravention et de la déportation en cas de récidive.

Bientôt les habitants n'eurent plus d'action directe sur l'administration des fabriques ni sur

l'ordonnancement des frais du culte. Des lois nouvelles en chargèrent le Conseil général.

Les ressources des fabriques étaient bien diminuées par la suppression des rentes sur les établissements publics et par le remboursement en assignats dépréciés de rentes foncières sur les particuliers.

Plus tard, par décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1793), tout l'actif affecté à l'acquit des fondations dans les églises sera déclaré propriété nationale.

Pour l'administration des fabriques, le Conseil général élut, le 15 janvier 1793, le citoyen Laurencin, trésorier et receveur des revenus des fabriques. Il était chargé de toucher ce qui était dû, de surveiller les recouvrements. On lui allouait 6 deniers par livre de recettes effectuées.

Un receveur était nommé, mais on n'avait pas d'agent chargé d'ordonner les dépenses ; de là conflit entre les intéressés ; pour y mettre fin, le Corps municipal arrêta, le 15 février 1793, « qu'aucun ouvrage, qu'aucune dépense, quelque « modique que soit son objet, ne pourraient être « ordonnés, ni faits sans son ordre ; et qu'il ne « paierait aucune des dépenses qu'il n'aurait « pas commandées ».

Le conflit était tellement à l'état aigu que, le



25 mars suivant, le curé de la Madeleine adressa au Corps municipal une lettre pour demander le vin nécessaire pour les messes de la paroisse ; il fut alors décidé provisoirement que « le citoyen Chantrain, sacriste, serait autorisé à « donner le vin pour la célébration des messes, « à partir du 24 mars jusqu'au 26 avril 1793 ; « qu'il en fournirait état et mémoire et qu'il « serait pris un arrêté définitif ».

La Convention Nationale rendit enfin, le 17 février 1793, le décret si impatiemment attendu qui réduisait les sept paroisses de la ville à une, celle de la Madeleine, et à deux succursales : Saint-Valérien et Saint-Jean (1). Aussitôt que la Municipalité eut connaissance de ce décret, elle arrêta « que le jour même, 5 mars, « il serait procédé à l'inventaire de tous les « ornements, vases sacrés, tableaux et autres « effets mobiliers se trouvant dans les églises « supprimées, sacristies et autres lieux en « pendant ; que des copies de ce décret se- « raient affichées à la porte des sept paroisses ; que les objets renfermés dans les églises « et tous les objets inventoriés seraient trans- « portés des dites paroisses supprimées au lieu

---

(1) A Saint-Valérien fut jointe pour le culte la paroisse de Jallans, et à la Madeleine celle de Saint-Denis-les-Ponts.

« servant de charrier à la ci-devant collégiale  
« de Saint-André, à l'exception de l'argenterie  
« qui serait déposée dans le coffre-fort de la  
« Municipalité.

« Et la clôture de chaque église ayant été  
« effectuée, les clefs ont été déposées au ca-  
« binet du secrétaire. »

Tel est le froid procès-verbal de la fermeture des églises de Saint-Pierre, Saint-Médard, Saint-Lubin et Saint-Aignan, remontant à plusieurs siècles.

Quelques mois plus tard, on vendra ces églises ; c'est à peine si maintenant il en reste quelques pans de murailles ; pour plusieurs on ne connaît plus exactement leur emplacement, leur plan et leurs dimensions.

Les cloches qui s'y trouvaient (1), à l'exception d'une par église, furent descendues du 29 avril au 14 mai 1793.

Celles qui avaient été laissées eurent bientôt le même sort ; des charpentiers les brisèrent sur place, au cours du mois de novembre suivant.

Toutes furent transportées à la Monnaie d'Orléans ; le Conseil général ne put obtenir de les conserver pour faire deux canons qui appartiendraient à la ville.

---

(1) Il y avait 42 cloches dans les différentes églises et chapelles de la ville. (BORDAS, déjà cité, t. I, page 353.)

Dans la séance du 19 avril 1793, le Conseil général décida que les bancs des églises seraient vendus et que le prix à en provenir serait employé d'abord aux réparations du pavé de la Madeleine et des deux succursales, et ensuite à l'achat d'un fonds de chaises pour chaque église. La location de ces chaises devait être donnée par adjudication ; le tarif fut fixé à un liard par personne pour tout office.

En effet, le 8 mai suivant, le Conseil ordonna que, sur un modèle uniforme, il serait fait, pour le compte de la ville, 1.200 chaises, à répartir entre la Madeleine, Saint-Valérien et Saint-Jean ; mais, par suite des événements publics, les églises étant peu ou point fréquentées, il ne fut commandé que 400 chaises, livrées le 23 germinal an II (12 avril 1794).

Les lois nouvelles causèrent de grands changements dans les usages divers concernant le culte religieux. Le Conseil général, remplaçant les marguilliers, fixa, le 26 avril 1793, les fonctions, le nombre et le traitement des employés subalternes occupés au service des paroisses et succursales, et il établit un « règlement économique » (*sic*) pour les dépenses du luminaire.

Le sort des édifices religieux des paroisses supprimées et des divers objets du culte les garnissant, resta quelque temps incertain ; on

en priant pour enlever tout ce qui pouvait être inutile : ce fut fait sur la demande du maire qui, le 6 juillet 1793, avait proposé au Conseil que la suppression de quelques églises dans l'étendue de la commune laissait sans emploi quantité d'objets mobiliers et qu'il proposait de faire le partage de ces objets et meubles entre les paroisses et succursales conservées, et d'en faire le choix avant qu'il fût procédé à la vente. Le Conseil général approuva cette proposition, qui fut mise à exécution.

Il résulte, en effet, d'une délibération du Conseil général du 22 brumaire an II (12 novembre 1793) et d'une enquête faite à la même époque par les officiers municipaux, qu'on avait alors, en plusieurs fois, transporté à l'église de la Madeleine : un autel, les fonts baptismaux, le tableau du maître autel et des tapisseries provenant de l'église Saint-Pierre, un autel en marbre de la chapelle de Saint-André et les stalles de la Sainte Chapelle (1).

On avait aussi porté dans l'église de Saint-Valerien : la grille du chœur, divers meubles provenant de l'église Saint-Pierre, un tableau

---

(1) Les stalles et les confessionnaux de l'église de la Madeleine sont de trois modèles différents.

représentant une Descente de Croix, de la chapelle Saint-André (1).

La majeure partie du mobilier et autres objets furent vendus aux enchères, à la requête des administrateurs du district, les 25 juin et 12 juillet 1793 et 21 avril suivant.

Il n'avait point été pris de décision au sujet des orgues placées dans les différents édifices religieux, lorsque le curé de la Madeleine eut la malencontreuse idée de demander à la Municipalité l'autorisation de vendre l'orgue de son église et de le remplacer par celui de la chapelle Saint-André. Le Conseil général fut d'avis, le 15 septembre 1793, de vendre les deux instruments également mauvais ; la décision définitive fut cependant ajournée et l'orgue échappa à la vente. Il servit plus tard dans les cérémonies du culte de la Raison et dans les réunions publiques.

La guerre sourde faite à la religion ne tarda pas à avoir un caractère plus hostile ; le Conseil général prit, le 6 août 1793, la décision ci-après :  
« Considérant que les prêtres appelés à prêter les

---

(1) La grille du chœur de l'église Saint-Pierre est encore à Saint-Valérien ; elle est reconnaissable à la tiare du pape, à la crosse de l'évêque et à la palme du martyr. La Descente de Croix, qui a une valeur artistique, est placée dans la chapelle de Tous les Saints.

« sermentés exigés par la loi ont, par leurs refus,  
« refusé dans la religion catholique un vérita-  
« ble sacrifice. Qu'eux et leurs adhérents se sont  
« séparés de la communauté de ce culte pour  
« et pour en particulier qui a ses ministres  
« distincts, ses dogmes privés, ses instructions,  
« enfin tout ce qui caractérise une croyance ;  
« continuant pour ces motifs, ceux d'économie  
« et de travail toujours prépondérante du main-  
« tien de la République publique dans un  
« maintien de toutes les passions exaltées  
« maintenant être élevée dans cette commune  
« des parties diverses de division » ;

Article de loi sur :

« Article 1<sup>er</sup>. — Nul prêtre insermenté ne  
« pourra légalement célébrer les rites de son  
« culte dans les églises destinées à l'exercice de  
« ce culte par la nation.

« Art. 2. — Les prêtres sermentés, mais qui  
« ne sont point attachés aux fonctions du culte  
« salarié, ne pourront dire la messe dans les  
« églises de culte qu'à leurs propres frais, c'est-  
« à-dire en se fournissant de pain, vin, lumi-  
« ère, ornements et linge ; on leur permettra  
« seulement l'usage des autels et livres.

« Art. 3. — Nul ne pourra, extérieurement  
« aux temples publics du culte salarié, célébrer



adressées au Conseil général : l'une par la Société populaire, demandant la fermeture des églises, l'autre signée par 147 citoyens s'y opposant et réclamant pour les habitants le droit d'exercer librement leur culte.

Dans la séance du 7 frimaire (27 novembre 1793), le Conseil général,

« Considérant :

« 1° Que les Corps administratifs et municipaux ne sont point les représentants du peuple et n'ont d'autres fonctions que de gérer les objets confiés à leur administration suivant le mode prescrit par la loi ;

« 2° Qu'il n'existe aucune loi qui veuille que les temples des catholiques soient fermés ;

« 3° Que la Constitution assure aux citoyens le libre exercice de tous les cultes ;

« 4° Que la Convention, en mentionnant honorablement dans son procès-verbal la résolution prise par différentes communes de France de fermer leurs temples et d'abjurer le catholicisme, n'a fait qu'exprimer le désir qu'elle paraît avoir qu'une religion, plus conforme au régime républicain, soit adoptée par les Français, mais qu'elle n'attend ce changement que des progrès, des lumières et de la raison ;



« 5° Que le Conseil général, qui ne peut  
« agir dans cette occasion que d'après le vœu  
« des citoyens de cette commune, ne peut se  
« dissimuler que ce vœu ne lui est pas connu  
« dans ce moment, puisque deux pétitions dia-  
« métralement opposées lui sont présentées  
« en même temps ;

« 6° Qu'il est en conséquence nécessaire de  
« réunir tous les citoyens et de les consulter ;

« Arrête que les deux sections de cette com-  
« mune seront invitées à se réunir décadi  
« prochain, 10 frimaire, à l'effet d'émettre leur  
« vœu sur la clôture des églises de cette com-  
« mune et d'opiner par *oui* ou par *non* sur  
« cette question : *Les églises seront-elles ou ne*  
« *seront-elles pas fermées ?* »

Dans cette délibération, on voit l'embarras du Conseil général, placé d'une part entre la Société populaire où se trouvaient les jacobins du pays, turbulents et influents, qu'il fallait ménager, et d'autre part, les 147 habitants qui avaient le courage, en ces temps si troublés, de signer une pétition favorable à la religion.

Les habitants ne furent cependant point appelés à donner leur avis par *oui* et par *non*, car le lendemain (la nuit porte conseil) le Conseil général, réuni spécialement, fut invité

par le maire « à réfléchir à nouveau sur la  
« délibération d'hier, relativement à la propo-  
« sition de fermer les églises ; après avoir  
« délibéré à nouveau, le Conseil arrêta qu'il  
« serait écrit au Département pour le consulter  
« sur les pétitions, la délibération et la con-  
« duite à tenir ; qu'il serait sursis à l'exécution  
« de cette délibération. Et pour accélérer la  
« réponse et développer le sentiment du Con-  
« seil général à l'Administration. deux officiers  
« municipaux furent envoyés à Chartres ».

Le même jour, le District, sur la dénoncia-  
tion de la Société populaire, annula la convoca-  
tion des habitants appelés à délibérer sur ce sujet.

Ce moyen dilatoire d'en référer à l'adminis-  
tration supérieure avait permis au maire et au  
Conseil de ne point prendre de décision sur  
un objet aussi important.

La pétition des habitants et la démarche de  
deux délégués auprès de l'Administration supé-  
rieure ne produisirent aucun résultat ; les  
églises furent fermées le 10 ou le 11 frimaire ;  
car, dans une délibération du Conseil général  
du 12 frimaire an II (2 décembre 1793), il  
est dit que, *les églises étant fermées*, il était néces-  
saire de charger les deux commissaires de  
police « de constater les décès et d'accompagner  
« les corps au lieu de l'inhumation ».

Au cours de la séance du 7 frimaire, le Conseil général avait aussi arrêté qu'il serait ouvert un registre pour recevoir les déclarations des prêtres qui renonceraient à leurs fonctions.

Les 13, 14 et 17 frimaire, les citoyens André Percheron, Bonsergent, Cajard, Alexis, Isnard, Ladevèze (1), prêtres de la commune, donnèrent leurs démissions et « remirent leurs  
« lettres de prêtrise, institution canonique et  
« autres, qui, sur la réquisition du procureur  
« de la commune, et pour faire disparaître  
« tout ce qui peut retracer des souvenirs  
« superstitieux, furent jetées au feu par le  
« secrétaire-greffier, en présence du maire et  
« des officiers municipaux ».

D'autres prêtres firent comme leurs collègues nommés plus haut.

Quatorze religieux ou prêtres refusèrent de faire cette déclaration ; ils furent condamnés à la déportation et conduits à Vendôme, le 24 ventôse an II, sous l'escorte de six gardes-nationaux.

---

(1) Alexis, âgé de 63 ans et sans fortune, se recommanda aux générosités de la nation. « Percheron, curé  
« constitutionnel de Saint-Valérien, déclara qu'il embras-  
« sait l'état de chirurgien comme un de ceux par lesquels  
« il pouvait plus efficacement servir la République et être  
« utile à ses concitoyens ». Un autre prêtre, Ledevèze, demanda pour vivre des secours à la nation.

Aussitôt après la proclamation du culte de la Raison, le Conseil général avait arrêté, le 2 et le 17 frimaire, que les vases d'or et d'argent ainsi que les galons des ornements des trois églises seraient enlevés ; le tout fut porté à Paris à la fin de ventôse suivant, par M. Bergeron, juge au tribunal.

A la même époque il fut question de démolir Saint-Valérien ; dans la séance du Conseil général du 6 frimaire, on présenta une pétition signée de plusieurs citoyens demandant la conservation de cette église.

L'église de la Madeleine ne fut pas menacée ; la Société populaire ne demanda pas sa démolition ; déjà on pensait à en faire le Temple de la Raison.

Sur cette question importante, le Conseil général fut appelé à statuer le 8 nivôse an II (28 décembre 1793), à la suite d'une pétition qui lui fut adressée.

Le sujet de la délibération fut posé en ces termes :

« *Sera-t-il ouvert ou non un Temple à la Raison ?* »

« Telle est la question qui se présente à décider en ce moment. »

« Le Conseil général, considérant que la

« Convention a décrété la liberté des cultes  
« dans toute l'étendue de la République ;

« Que la pétition faite pour l'ouverture d'un  
« Temple, qui sera dédié à la Raison, peut  
« d'autant moins souffrir de difficultés que  
« déjà plusieurs villes se sont empressées d'en  
« ouvrir dans leur enceinte ;

« Convaincu d'ailleurs des grands avantages  
« que de pareils Temples peuvent produire  
« dans une République naissante où il importe  
« d'éclairer le peuple sur son intérêt et de  
« réduire le fanatisme à l'impossibilité de  
« continuer d'exercer ses ravages ;

« Le Conseil, arrête qu'il y aura dans cette  
« ville un Temple dédié à la Raison et que ce  
« Temple sera la ci-devant église de la Made-  
« leine ».

Cette délibération fut approuvée le 20 nivôse  
(10 janvier 1794), par le Directoire du district,  
en ces termes :

« Le Directoire, considérant que depuis une  
« infinité de siècles, les peuples ont été livrés  
« aux prêtres dont l'astucieuse ambition, secon-  
« dée par l'autorité des despotes, avait mis en  
« usage tous les moyens de perpétuer leur  
« esclavage par le fanatisme et l'ignorance ;

« Qu'indépendamment du privilège exclusif

« de diriger l'homme dès le berceau, de lui  
« donner les premières leçons d'éducation, de  
« se rendre dépositaires et maîtres absolus de  
« ses pensées et de ses actions les plus secrètes,  
« de lui faire vouloir, par la crainte de tour-  
« mens et l'espoir de récompenses chiméri-  
« ques. tout ce qu'ils croyaient utile à leurs  
« projets et à ceux des tyrans, ils savent l'atti-  
« rer dans leurs temples, soit par de superbes  
« décorations. soit par des farces variées qu'ils  
« y faisaient représenter, soit enfin, par des  
« sermons dont la morale empoisonnée détrui-  
« sait, dans le cœur des citoyens faibles ou  
« crédules, les principes de la vraie morale  
« que la philosophie s'efforçait en vain d'y  
« faire naître ;

Considérant enfin que, pour déjouer les  
« complots funestes de ces suppôts de la tyran-  
« nie. il est instant de remplacer les farces  
« religieuses et les discours fanatiques par des  
« fêtes et des instructions civiques et de décorer  
« les Temples de la Raison et de la Philoso-  
« phie de manière que les citoyens ne puissent  
« regretter ceux du mensonge et de l'erreur ;

« Arrête que le Conseil général de Dun-sur-  
« Loir demeure provisoirement autorisé à  
« mettre à exécution le projet présenté et à se  
« servir, pour frayer aux dépenses qu'il occa-

« sionnera, des sommes qui proviendront de  
« la vente des boiseries des églises après  
« qu'elles auront été vendues ;

« Arrête aussi que la présente délibération  
« sera adressée au Département avec invitation  
« de la faire passer au Comité de Salut Public  
« pour y donner son assentiment, etc... ».

Quelques jours plus tard, le Temple de la Raison, orné et décoré pour la circonstance, fut inauguré par la fête civique ordonnée par la Convention à l'occasion de la prise de Toulon.

La population, hostile à ces mesures, protesta ; des attroupements eurent lieu devant la salle des séances du District pour demander l'ouverture de la ci-devant église de Saint-Va-lérien pour remplacer celle de la Madeleine.

La Société populaire s'empressa de signaler ces faits à la Municipalité. Le Conseil général, dans la séance du 29 nivôse (18 janvier 1794), répondit que le Comité de surveillance était nanti de la connaissance de cette affaire, « qu'il avait déjà pris des mesures ca-  
« pables d'effrayer ceux qui seraient tentés  
« d'imiter l'exemple des personnes qui se sont  
« portées au District, en punissant quelques-  
« uns de ces derniers ».

Dans la même séance du 29 nivôse, l'agent national se rendit, pour la célébration du décadi, l'après-midi :

« Art. 1<sup>er</sup>. — Il est défendu aux marchands, aux artisans et autres de fermer leurs boutiques les autres jours que le décadi.

« Art. 2. — Tous les citoyens sont invités à suivre l'exemple des administrateurs et autres fonctionnaires publics, en consacrant à ce repos les jours de décadi ».

Au pouvoir religieux, qui n'était guère resté, fut substituée l'autorité civile et ses peines.

L'inobservation du décadi fut le sujet de nombreuses dénonciations et les persécutions contre la religion et les prêtres furent plus fréquentes.

Les sentiments des énergumènes de la ville sont longuement exprimés dans une délibération du District, prise le 18 germinal an II (7 avril 1794), à l'instigation de la Société populaire :

« Considérant les efforts constants des prêtres  
« fanatiques pour arrêter l'élan du peuple vers  
« la liberté, pour perpétuer ses maux et l'igno-  
« rance dans laquelle ils l'avaient plongé ;



« Considérant l'hypocrisie profonde avec laquelle ils cherchent à conserver sur les esprits simples, et surtout sur les habitants des campagnes, ce crédit dangereux dont ils se sont toujours étayés pour conserver la domination qu'ils exerçaient sur les âmes crédules et faibles, et s'opposer ainsi à la destruction des préjugés et au maintien de la Liberté et de l'Égalité ;

« Considérant que beaucoup d'entre eux ne cessent de répandre que, bien qu'ils aient remis leurs lettres de prêtrise, ils n'en conservent pas moins leur caractère ineffaçable de prêtre et cherchent par leurs discours à attiser la guerre du fanatisme ;

« Considérant qu'il n'est aucun moyen qu'ils ne saisissent avec empressement pour calomnier les vrais patriotes en répandant qu'ils sont des athées parce qu'ils poursuivent avec acharnement la religion et les prêtres ;

« Considérant qu'il ne peut être rendu un plus bel hommage à l'Être Suprême qui veille sur un peuple jaloux de conserver les droits que la raison lui a fait recouvrer, qu'en poursuivant jusque dans leurs repaires les plus profonds, tous les ennemis de la raison, tous les parjures, tous les fanatiques ;

« Désirant obtenir une connaissance vraie

« de ceux d'entr'eux qui, aimant leur patrie,  
« veulent sincèrement la liberté et l'égalité et  
« sont prêts à tout sacrifier pour le bonheur  
« du peuple ;

« Arrête : Tous les prêtres et ex-prêtres  
« feront à l'administration du District, dans  
« le délai de trois décades, la déclaration de  
« leur renonciation à la prêtrise, de leur abju-  
« ration et de leur dévouement à la République  
« indivisible et démocratique ».

Par suite de l'expulsion des prêtres et de la fermeture des églises, les presbytères étaient inoccupés. Invité par le Directoire du District à statuer sur ce sujet, le Conseil général décida le 23 germinal an II (12 avril 1794), « qu'il  
« était plus avantageux pour la ville de con-  
« server les presbytères que de les vendre ;  
« qu'on avait déjà autorisé le ci-devant curé de  
« la Madeleine à occuper le sien (1) et que  
« celui de Saint-Valérien servirait à installer  
« les magasins des Comités de subsistances et  
« de distributions de secours ».

Nous avons vu plus haut que le Conseil général avait, le 8 nivôse an II (28 décembre

---

(1) Il paraît résulter de cette phrase que le curé de la Madeleine ne quitta pas Châteaudun ; nous le verrons plus tard faire le premier la déclaration nécessaire pour l'ouverture de cette église au culte catholique.

1793), choisi l'église de la Madeleine pour le Temple de la Raison. Ce nouveau culte ne fut pas de longue durée. Quatre mois plus tard, le 5 prairial an II (24 mai 1794), on publia à Châteaudun le décret du 18 floréal précédent, proclamant que « le peuple français » reconnaissait l'existence de l'Être Suprême « et de l'Immortalité de l'âme ».

Le même jour 5 prairial, le Conseil général arrêta, à l'unanimité, qu'il serait envoyé à ce sujet une adresse de félicitations à la Convention (1).

Pour l'exercice de ce culte, on éleva, dans l'église de la Madeleine, *la Montagne*, construction importante pour laquelle furent employés, d'après la tradition (2), les peupliers plantés sur la route d'Orléans depuis Châteaudun jusqu'à Vilsain. Les frais de cette construction s'élevèrent à 27.756 l., prélevées sur les sommes reçues par le Comité révolutionnaire (3).

La Montagne se composait « d'un théâtre,

---

(1) Dans la masse du peuple et surtout en province, le Culte de la Raison et celui de l'Être Suprême furent confondus. (*Histoire générale*, de LAVISSE et RAMBAUD, t. VIII, p. 521.)

(2) Bulletin de la Société Dunoise, t. V, p. 408.

(3) Conseil général du 29 brumaire an III (19 novembre 1794).

« d'un amphithéâtre et d'une tribune avec tentures, toiles peintes, inscriptions et autres ornements ».

On y arrivait par un escalier à nombreux degrés.

A une place d'honneur se tenait la Déesse de la Raison, vêtue de blanc avec une ceinture tricolore, ayant des fleurs à la main et à la ceinture ; sur la tête un bonnet rouge ou une couronne de fleurs (1).

Au pied était une enceinte réservée aux vieillards, aux mères, épouses et veuves de défenseurs de la Patrie, aux musiciens composant l'orchestre et aux Autorités.

Les séances du Temple étaient présidées, à tour de rôle, par un des officiers municipaux, lequel devait, tous les décadis, à 2 heures, lire le Bulletin des lois et donner les commentaires et explications utiles pour instruire et éclairer les citoyens ; comme les ci-devant prêtres, il faisait le prône et le sermon (2).

---

(1) D'après la tradition, il y eut quatre déesses : M<sup>lle</sup> Adélaïde Lecomte, M<sup>lle</sup> Milleville. Les noms des deux autres nous sont inconnus. Ce fut généralement contraintes et forcées que des jeunes filles honnêtes et appartenant à d'honorables familles durent remplir ce rôle. Le refus n'était pas toujours possible.

(2) Un arrêté du Directoire du département, en date

Souvent, dans ces réunions, on votait une adresse à la Convention sur les événements du jour.

Dans les circonstances solennelles, un discours était prononcé par un citoyen désigné par la Municipalité ; c'est ainsi que le 10 brumaire an III (30 novembre 1794), Thibault fils harangua le peuple et fit l'éloge des bienfaiteurs de l'humanité.

Le 2 pluviôse suivant (21 janvier 1795), « Brédif, principal du collège, prononça un discours analogue à la fête du jour » (anniversaire de la mort de Louis XVI).

Au cours des travaux exécutés pour ériger la Montagne, les membres de la Commission, chargés de leur surveillance, avaient exposé au Conseil général « qu'il serait nécessaire de faire au buffet d'orgues de la ci-devant église de la Madeleine des réparations un peu coûteuses, mais que, pour la décoration du Temple qui vient d'être dédié à l'Être Suprême, pour l'accompagnement des hymnes qui pourront être chantées en ce Temple, pour l'avantage qu'il y a d'ailleurs de consacrer à cette commune un monument an-

---

du 4 décembre 1793, organisa les fêtes décadaires avec hymnes, chant de la *Liberté*, discours, inscriptions révolutionnaires.

« d'un, il faut bien faire quelques sacrifices  
« et ne point regretter une dépense nécessaire  
« pour la conservation d'orgues dont on a plu-  
« sieurs fois admiré la beauté ».

D'après ces considérations, « le Conseil  
« général autorisa, le 5 prairial an II (27 mai  
« 1794), la Commission des travaux du Temple  
« à faire ouvrir dans son sein un registre pour  
« y recevoir les soumissions des citoyens qui  
« voudraient contribuer aux dépenses néces-  
« saires à faire pour la perfection dudit buffet  
« d'orgues ».

Les orgues de la Sainte-Chapelle (1) et de  
Saint-André furent réunies à celles de la Made-  
leine. Elles servirent à accompagner les chants  
patriotiques et à faire danser les sans-culottes  
dans les cérémonies officielles.

L'édifice de Montagne, élevé dans le Temple  
de la Raison, ne devait pas avoir une longue  
durée. Car, dès le 22 pluviôse an III (10 fé-  
vrier 1795), des pétitionnaires appelèrent  
l'attention du Conseil sur la Montagne. « Ce  
« monument honteux et d'un régime sangui-  
« naire ne doit pas rester plus longtemps »,  
disaient-ils. Le Conseil, n'osant point encore  
prendre une décision, nomma trois de ses

---

(1) Société Dauphinoise, t. V, p. 408.

membres pour voir les changements qui pourraient être apportés.

Ils n'eurent point à faire un rapport ; quelques jours plus tard, la loi du 3 ventôse an III (21 février 1795) « ordonna la démolition « des monuments élevés en forme de Montagne », et, le 4 germinal suivant (24 mars), « le « Conseil général fit vendre les bois, les toiles, « gradins, tribune et autres objets mobiliers, « orgue excepté, provenant de la Montagne « élevée dans le Temple ». Le prix, montant à 8.450 l., fut employé en achat de blé pour les pauvres.

Il restait des chaises, des lustres, chaire à prêcher et autres objets se trouvant alors dans le Temple ; la vente en fut fixée au *dimanche* suivant, 19 germinal, mais elle n'eut point lieu, ainsi qu'il est dit en la séance du 27 prairial an III. C'est grâce à cette circonstance que l'on trouve encore à la Madeleine différents meubles provenant des anciennes églises et chapelles de la ville.

Des dégâts importants avaient été faits aux vitraux ainsi qu'aux murs, pour poser les poutres et supports lors de l'établissement de la Montagne.

On avait hâte d'enlever de l'Église de la Madeleine tout ce qui rappelait le Temple de

la Raison et de l'Être Suprême ; les habitants avaient le plus vif désir de voir le rétablissement du culte catholique dont l'exercice venait d'être autorisé par la loi du 3 ventôse en III (21 février 1795), avec bien des réserves et des restrictions, ainsi : la République ne fournissait aucun local pour l'exercice du culte (art. 2.) ni pour le logement des ministres (art. 3.).

Les cérémonies de tout culte étaient interdites hors de l'enceinte choisie pour leur exercice (art. 4.).

Tout rassemblement de citoyens pour l'exercice d'un culte quelconque, était soumis à la surveillance des autorités, mais cette surveillance se renfermait dans les mesures de police publique et de sûreté (art. 6.).

On ne pouvait mettre aucun signe particulier ni aucune inscription pour désigner le lieu affecté au culte. Aucune convocation publique ne pouvait être faite pour y inviter les citoyens ; l'usage des cloches était défendu (art. 7.).

Ce décret établissait la liberté des cultes et enlevait le caractère officiel à celui de la Raison et de l'Être Suprême.

Les exercices du culte n'avaient plus lieu en cachette, mais à la sourdine.

Aucune église n'était rendue ; aussi, pour



exercer librement la religion de leurs pères, des habitants demandèrent à acquérir l'église de la Madeleine ; l'estimation en fut faite par Lemaire, expert de Châteaudun, et le Conseil général, à l'unanimité donna, le 14 germinal an III (3 avril 1795), un avis favorable à la vente.

Ce projet n'eut pas de suite ; deux mois plus tard, le 11 prairial an III (30 mai 1795), la Convention décréta : « Les citoyens auront  
« provisoirement le libre usage des édifices non  
« aliénés destinés ordinairement aux exercices  
« du culte ; ils pourront s'en servir sous la sur-  
« veillance des autorités, tant pour les assem-  
« blées ordonnées par la loi que pour l'exer-  
« cice du culte » (art. 1<sup>er</sup>).

« Nul ne pourra remplir le ministère d'au-  
« cun culte dans les dits édifices, à moins qu'il  
« ne se soit fait décerner acte, par la munici-  
« palité du lieu, de sa soumission aux lois de  
« la République (art. 5) ».

Quatre jours après la promulgation de cette loi, le 15 prairial, « le citoyen Alexis,  
« ex-curé de la cy-devant église de la Made-  
« leine, déclara à la Mairie qu'il se soumettait  
« aux lois de la République ».

Le 17 du même mois, quatre citoyens déposèrent à la municipalité « une pétition

« pour obtenir la jouissance provisoire de l'église paroissiale de la Madeleine, et de celle de Saint-Jean aux charges de droit ».

Cette pétition fut bien accueillie par le Conseil général qui, le 24 du même mois de prairial (22 juin), « arrêta que les édifices de la Madeleine et de Saint-Jean seraient remis aux paroissiens ».

Depuis il fut fait pour l'église de Saint-Jean cette restriction « qu'elle ne serait remise que lorsque les corps y enterrés aient été exhumés et transférés au lieu ordinaire des sépultures ».

Plusieurs habitants de la commune vinrent ensuite déclarer « leur intention de s'assembler paisiblement et sans armes, en la cité devant l'église de la Madeleine, le 3 messidor suivant (21 juin 1795), à 11 heures du matin ».

Puis la demande avait été faite le 20 prairial pour obtenir la jouissance de Saint-Valérien, et, le même jour, Saliège, garde-magasin des fourrages militaires, reçut de la municipalité « l'ordre de vider cet édifice public pour le mettre à la disposition des citoyens qui l'avaient demandé ».

La déclaration par le citoyen Alexis, autrefois curé assermenté, de sa soumission aux lois et

la reprise de ses fonctions sacerdotales dans son ancienne paroisse, donnèrent lieu à des protestations. Une pétition fut à ce sujet adressée au Directoire du district qui, dans la séance du 13 messidor an III (1<sup>er</sup> juillet 1795) :

« Considérant que l'intention formelle de la  
« Convention, consignée dans différentes lois  
« et notamment dans la circulaire du 29 prai-  
« rial dernier, est de détruire tous les germes  
« de division entre les citoyens qui professent  
« le culte catholique et surtout ceux qui ré-  
« sultent de la conduite que les différents mi-  
« nistres de ce culte ont tenue dans les diffé-  
« rentes époques de la Révolution ; que cette  
« distinction que l'on veut établir entre les  
« ministres du culte catholique, à raison de ce  
« qu'ils ont fait ou n'ont pas fait, contrarie  
« directement les vues sages de la Convention  
« Nationale ; déclara ne pouvoir approuver les  
« principes énoncés dans cette pétition ».

Ensuite, le 17 thermidor (4 août 1795), le Directoire du District accorda, à titre provisoire, aux catholiques les livres dont ils avaient besoin pour le culte ainsi que le dais appartenant autrefois à l'église de la Madeleine (1).

---

(1) Ils avaient été déposés dans le magasin militaire du District.

Les diverses administrations furent alors très larges et très tolérantes pour la religion et ses ministres.

On profita de cette tolérance pour rétablir un autel par église.

Que ces sentiments sont différents de ceux mis en pratique quelques mois auparavant ! Les temps et quelques hommes avaient changé !

A partir du 15 prairial (3 juin 1795), les habitants reprirent la jouissance de leurs églises, et, au 25 fructidor an III (15 septembre 1795), dix-neuf ministres du culte avaient fait la déclaration de leur soumission aux lois (1).

Les églises rendues au culte servaient à la fois aux exercices religieux, aux réunions décadales et aux autres assemblées publiques ; ainsi qu'on l'a vu plus haut, les élections pour la législature du Directoire se firent au mois d'octobre 1795, à Saint-Valérien et à la Madeleine ; à cette occasion, ordre fut donné de laisser les portes ouvertes et les églises libres aux jours et heures fixés pour les réunions électorales. (Fonds Louvancourt, c<sup>on</sup> 9, c. 6.)

Mais cette tolérance bienveillante pour la religion ne fut pas sans arrêt. A la suite des troubles de Paris, dans lesquels on impliqua

---

(1) Registres municipaux, correspondance du maire.

les prêtres réfractaires (1), la Convention, par décret du 3 brumaire an IV (24 octobre 1795), ordonna le bannissement à perpétuité de tous les prêtres déportés rentrés en France et l'incarcération de tous ceux qui, n'ayant pas prêté le serment de soumission aux lois de la République, exerceraient un culte quelconque dans les édifices publics et dans les maisons particulières ; en outre, toutes les lois de 1792 et de 1793 relatives aux prêtres insermentés furent à nouveau mises en vigueur.

Cette loi, apportée à Châteaudun par un courrier extraordinaire, fut lue le 6 brumaire au Directoire du District, qui, séance tenante, ordonna l'arrestation et le dépôt de six anciens chanoines dans les prisons du château. Il fut aussi décidé que trois anciens curés ou chanoines, dispensés de la réclusion, à cause de leurs infirmités et de leur grand âge, resteraient en arrestation dans leurs domiciles, sous la surveillance de la Municipalité. Parmi ces derniers se trouvait André, curé de la Madeleine.

Malgré ce retour offensif de l'esprit jacobin, le culte catholique se rétablit de tous côtés ; comme à Châteaudun, la plupart des communes

---

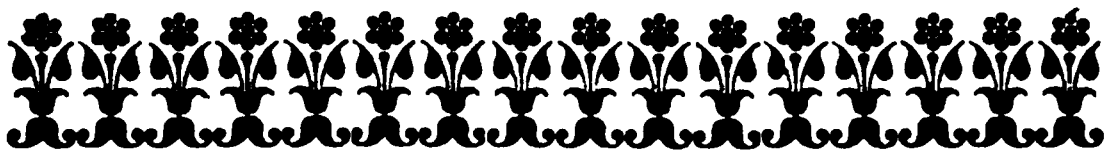
(1) Il y eut aussi à cette époque des troubles dans Eure-et-Loir. (*Moniteur*, t. XXVI, p. 319.)

des environs réclamèrent leurs églises, ainsi qu'il est constaté sur les registres du District.

Les paroisses se réorganisèrent ; les unes, ayant pour curés de ci-devant constitutionnels ou assermentés ; les autres, sous la conduite de prêtres insermentés, mais tous soumis aux lois de la République. On exigeait seulement des ministres du culte une reconnaissance formelle du Gouvernement.

De leur côté, les habitants s'empressèrent de porter dans les églises les effets mobiliers en provenant et se trouvant en leur possession d'une manière quelconque.





## CHAPITRE VI

---

### Églises et Chapelles.

En 1789, il existait sept églises dans l'étendue de la commune de Châteaudun ; après la tourmente révolutionnaire, il n'en restait plus que trois ; les autres, ainsi que les chapelles, avaient été détruites, soit entièrement, soit partiellement.

Il nous a paru intéressant de faire connaître leur sort :

L'église de la *Madeleine*, après la fermeture de la chapelle collégiale de Saint-André, devint le lieu de réunion des assemblées et des cérémonies publiques ; en 1793, on détruisit les 11 statues qui décoraient le centre du portail et la façade.

Le temple de la Raison y fut installé le 11

frimaire an II (1<sup>er</sup> décembre 1793) ; le culte catholique fut rétabli le 15 prairial an III (3 juin 1795).

Avant la Révolution, la cure était à la présentation de l'abbé de la Madeleine de cette ville ; elle avait un revenu de 600 l. ; en 1765, on comptait dans la paroisse 463 communicants et 159 enfants (1).

Par suite de la suppression de la communauté de la Madeleine, l'église fut entièrement consacrée au culte paroissial ; auparavant le chœur servait exclusivement aux religieux.

La paroisse de *Saint-Falérien* était de beaucoup la plus importante de la ville, il y avait deux vicaires ; elle était aussi la plus riche, son revenu s'élevait à 1.000 l. En 1765, la population était de 1.945 communicants et 943 enfants.

L'évêque de Blois, remplaçant l'abbé de Pont-Levoy, présentait à cette cure.

Cette église servit plus tard de magasin à fourrages pour l'armée ; grâce à cet emploi, elle échappa à la démolition dont elle fut plusieurs fois menacée ; ainsi, le 15 fructidor

---

(1) Pouillié du diocèse de Chartres, édité par Doublet, à Chartres, en 1728, et Inventaire des archives ecclésiastiques d'Eure-et-Loir, par M. MERLET, *sic* G, 5535.

Les armes de l'abbaye de la Madeleine étaient : d'or à un aigle de gueules.



an II (1<sup>er</sup> septembre 1794), le Conseil général vota l'enlèvement du fer se trouvant dans cette église ; « le lendemain, l'ouvrier, chargé de ce  
« travail vint dire à la Municipalité que le  
« citoyen Saliège, garde-magasin des approvi-  
« sionnements militaires, faisait observer qu'on  
« ne pourrait, sans gâter les vivres renfermés  
« dans l'église, toucher au fer et l'arracher des  
« murs qu'il faudrait dégrader pour l'avoir ».

Le Conseil général décida qu'il en serait donné avis au District ; les travaux furent suspendus.

Saliège put aussi soustraire, à la vue et aux déprédations des exaltés, le maître-autel et son rétable, en entassant dans le chœur et sur une grande hauteur les fourrages appartenant à l'État.

C'est à lui qu'on doit la conservation de cette église (1).

En décembre 1794, la Société populaire y tint ses séances.

A la fin de mars 1792, on avait vendu les deux anciens cimetières de Saint-Valérien devenus inutiles par suite de l'établissement d'un cimetière général en 1787.

Les églises de la *Madeleine* et de *Saint-Valérien*

---

(1) Manuscrits Boucher, à la Bibliothèque communale.

conservèrent leurs clochers ; ceux des autres églises et des chapelles furent démolis, pour *Saint-Jean* en partie, et en totalité pour les autres, au cours du mois de mai 1794 (1).

La paroisse de *Saint-Jean*, dans le faubourg de ce nom, comptait 600 communicants et 408 enfants. La cure, à la présentation de l'évêque de Chartres, avait un revenu de 750 l.

L'église fut adjudgée le 5 prairial an VII (24 mai 1799) devant le Directoire du département, moyennant 100.000 l., à François Peigné, de Chartres, et il paya un à-compte sur le prix.

Il avait l'intention de la démolir ; la vue des ouvriers étrangers commençant ce travail excita une émeute dans le faubourg ; dans ces conditions, Peigné s'empressa de vendre l'église à François Marchais, maréchal à Saint-Jean, suivant contrat devant Davezé, notaire à Châteaudun, le 11 ventôse an VIII (2 mars 1800).

---

(1) Ce fut une mesure prise à la suite d'un arrêté du Conseil général de Paris en date du 22 brumaire an II (12 novembre 1793) qui avait invité l'administration « à « faire abattre les clochers, qui, par leur domination sur « les autres édifices, semblaient contrarier les principes « de l'égalité ». (Réimpression du *Moniteur*, t. VIII, p. 409).

Les bois de charpente des clochers de *Saint-Jean*, *Saint-Médard*, *Saint-Lubin* et de la *Congrégation* furent vendus aux enchères le 15 prairial an II (3 juin 1794).



vier. 1808, à M. Mauger-Lemay, tanneur.

La partie ouest de l'église fut démolie pour l'élargissement de la route. Il subsiste encore quelques pans de murailles avec des traces de peintures.

Dans le rocher, on voit encore le tombeau de saint Aventin, évêque de Châteaudun.

La paroisse de *Saint-Lubin* était à la présentation de l'abbé de Saint-Père de Chartres ; son revenu s'élevait à 550 l. ; il y avait 82 maisons et, en 1765, 207 communians et 104 enfants.

Le clocher, placé au côté Sud de l'église, était surmonté d'une flèche élancée du XV<sup>e</sup> siècle.

Cette église, d'après certains historiens, était la plus ancienne de la ville (1).

Le sieur Beaugendre, marchand à Châteaudun, s'en rendit acquéreur par adjudication au Directoire de Chartres, le 23 thermidor an IV. Une partie de cette église fut démolie ; le surplus subsiste et permet de voir qu'elle était assez importante.

Attenant à l'église, se trouvait, ruelle Saint-Lubin, le presbytère dont l'entrée est remar-

---

(1) *Cartulaire de la Madeleine*, par MM. L. MERLET et JARRY. Introduction, p. XIII.

quable par son style Renaissance et ses fines sculptures.

La paroisse de *Saint-Pierre*, à la présentation de l'abbé de Bonneval, avait, en 1765, 279 communicants et 85 enfants. Son revenu était de 500 l.

L'église fut vendue, suivant procès-verbal dressé au District, le 5 ventôse an III (23 février 1795), au citoyen Mullard, qui la convertit en salle de café. M. de Meaussé en fit plus tard l'acquisition pour y établir l'hôpital des Incurables.

- Elle longeait la rue Saint-Pierre, supprimée lors de la reconstruction de la ville et remplacée par la rue Dodun.

Le Club ou Société populaire tint ses séances en octobre 1793, ensuite le tribunal civil y siégea quelque temps (1).

L'église de *Saint-Aignan*, à la présentation de l'abbaye de la Madeleine, n'avait qu'un revenu de 400 l. ; les communicants étaient au nombre de 225, plus 155 enfants.

L'église, par suite de la démission donnée par son curé Le Boucher, fut la première fermée ; en juin 1793 elle fut convertie en magasin à fourrages pour la troupe.

---

(1) Registre du Tribunal civil, 3 floréal an V (22 avril 1797.)

Vendue par adjudication au Directoire de Chartres, le 24 prairial an V (12 juin 1797), elle fut achetée par le citoyen Rogier, de Châteaudun.

L'église, convertie en maison de culture, peu différente des habitations voisines, est située rue Basse-du-Guichet (côté droit en descendant) ; on voit des restes de peinture sur la voûte.

En outre des églises paroissiales, il existait à Châteaudun plusieurs communautés religieuses et chapelles.

La chapelle collégiale du chapitre de *Saint-André* fut vendue à Sainsot, architecte, et à Lemâtre, aubergiste au *Lion-d'Or*, suivant procès-verbal d'adjudication au Directoire de Chartres, le 5 ventôse an V (23 février 1798).

Elle avait servi pendant plusieurs années de dépôt pour les blés mis en réquisition par l'administration.

Les cérémonies religieuses publiques avaient lieu dans cette chapelle.

La cloche servait à sonner le tocsin et à annoncer les événements publics et les assemblées générales. Après l'enlèvement de toutes les cloches de la ville, elle fut remplacée par celle de l'hôtel-de-ville, en vertu d'un arrêté municipal du 19 avril 1793.







« national, le 4 de ce mois. Visé aujourd'hui  
« au bureau du domaine de Châteaudun ».

Cet immeuble sert actuellement de sous-préfecture, de tribunal et de prison.

Le couvent de *Saint-Gilles* fut acheté par Hubert, secrétaire des bureaux du District à Vendôme, aux termes d'un procès-verbal d'adjudication dressé à Châteaudun, le 22 février 1791, par les membres du Directoire du district.

Les bâtiments de ce prieuré et de la chapelle y attenant ont été transformés en un château sur le chemin de Saint-Denis-les-Ponts.

La chapelle du *Champdélé*, désaffectée au culte et dépouillée de ses ornements par décision du District, servait, dès le 25 juillet 1791, de magasin pour les troupes de la garnison ; elle conserva cette destination jusqu'au jour où elle fut incendiée par le feu du ciel le 23 juin 1878 ; il n'en reste que le portail classé comme monument historique.

Le *Prieuré de Saint-Valérian*, près de l'église de ce nom (maison Vassor), a été acquis au district de Châteaudun, le 20 janvier 1791, moyennant la somme de 5.950 l. par M. Jacques-Emmanuel Poirier, de Châteaudun.

La chapelle de *la Boissière*, de l'ordre de Malte, fut vendue, ainsi que le moulin y

attenant, devant le district de Châteaudun, le 24 pluviôse an II (12 février 1794), à M. Antoine, meunier.

La communauté des *Cordeliers* avait été fermée en 1784 ; elle était alors réduite à deux Pères et à un Frère ; depuis cette époque, elle sert de quartier de cavalerie.

On voit, par ce qui précède, que pendant cette période si importante et si troublée de notre histoire, on trouve à Châteaudun les diverses phases de la Révolution.

Les passions politiques y étaient parfois vives et ardentes comme dans les grandes villes, sous l'influence des membres de la Convention envoyés en mission pour propager les idées et pour exécuter les décisions du pouvoir alors dominant ; ce qu'ils faisaient avec la plus grande rigueur. Ces commissaires ne quittaient Châteaudun qu'après avoir installé des agents et des fonctionnaires de leur parti et de leur choix. D'autres conventionnels venaient plus tard modifier les actes et les nominations de leurs devanciers.

C'est ainsi qu'en 1795, plusieurs habitants précédemment destitués se trouvent à nouveau parmi les administrateurs municipaux.

Les grands événements, les troubles de Paris



à la mort de Robespierre, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

C'est à un comité dominé par un fonctionnaire étranger au pays que l'on doit les excès et les mesures révolutionnaires qui terrorisèrent la ville et les environs.

L'administration municipale, généralement sage et modérée, adoucissait souvent dans l'exécution la rigueur des mesures prises par l'autorité supérieure.

L'intérêt des études locales est de faire connaître et de rendre sensibles l'application et les effets des lois générales sur un point déterminé du territoire.

En relatant les événements qui se passèrent alors à Châteaudun, nous pensons avoir apporté notre modeste contribution à l'histoire de la Révolution.

FIN.



## TABLE DES NOMS ET DES LIEUX

---

*Les noms des lieux sont en italiques ; les noms de personnes sont en petites capitales, et les autres matières en minuscules romaines. Le département n'est indiqué que pour les localités étrangères à Eure-et-Loir.*

- |  |   |
|--|---|
| Abolition de la royauté, 151-153.  | <i>Alluyes</i> , 407.   |
| Accaparement, 232, 270, 353, 360, 362 note.  | Amis de la Constitution, 91.                                  |
| Achats de biens nationaux, 32, 45, 48.   | Amnistie, 330-341.  |
| Administration municipale, 37-39, 335, 414.  | An de la liberté, 127 note.                                   |
| Adresses à la Convention, 15, 152-158, 376, 378, 393, 408.   | <i>Angers</i> (M.-et-L.), 215 note.                           |
| Affichage des noms, 435-437.   | Arbre de la liberté, 250, 273, 286, 292, 404.                 |
| Agriculture, 214, 343 et ss.   | Argenterie, 23, 444.  |
| Alimentation, 12, 107, 151, 164, 180-181, 216-219, 220, 231, 234, 238, 240, 243, 282, 285, 293, 298, 344, 347, 349, 351, 358, 360, 363, 364, 367, 369, 372, 380, 387, 390, 397, 399, 401, 404. | Armes, 142, 144, 201, 212, 222-258.                           |
|  | Arrestations, 263, 311, 313, 330, 334, 338, 429, 477.         |
|  | Assemblée générale, 13, 34, 447.                              |
|  | Assemblée législative, 109, 149, 150.                         |
|  | Assignats, 45, 72, 102.                                       |
|  | Assistance publique, 33, 70-72, 112, 188, 213, 294, 384, 397. |

- Ateliers de charité, 191.  
AUGER, conventionnel, 393.  
Avoine, 243, 249, 362.
- Bailliages (Fermeture des), 62.  
Bancs d'églises, 451.  
Banquets, 50.  
BARRÉ, 60, 183-185, 265-266, 304, 317, 323, 325.  
*Bastille*, 9, 56, 99, 129.  
*Bazoche-Gouet*, 165, 278.  
BEAUFILS, 320, 323, 327.  
*Beaugency* (Loiret), 179.  
*Beaupréau* (M.-et-L.), 206, 214.  
BENTABOLE, 291 note, 302, 303-305, 307, 346.  
BERGERON, 4, 24, 60, 62, 413.  
BERNIER, 333, 335-337, 338, 399.  
Beurre, 284, 351, 353.  
Bibliothèque, 91.  
Biens nationaux, 32, 45, 47, 95, 188, 443.  
Biens des émigrés, 163, 164 note.  
Billets patriotiques, 102 et ss.  
Blé de Turquie, 343.  
*Blois* (Loir-et-Cher), 5, 15, 16, 179, 234, 348, 362.  
BOIS-GUYON, 149, 329-330.  
*Boissière* (Prieuré de la), 489.  
BOISSY D'ANGLAS, 412.  
*Bonneval*, 21 note, 97, 168, 235, 407.
- BORDAS de Lautrinière, 5.  
BOUCHER, 6, 40, 60, 67, 107, 109, 115, 133, 321, 328, 330, 338, 413.  
Bouchers, 96-191, 354, 364.  
Boucles de souliers, 22.  
Bougies, 22 note.  
Boulangers, 197, 217, 219-220, 231, 239, 243, 363, 383.  
BOURGEOIS, 5-6, 149, 409.  
BRÉDIF, 187, 417, 422.  
*Brou*, 165 et ss., 199, 363.  
Brûlement de titres, 251, 288.  
BUCHÉ, principal du Collège, 420.  
BUSSON, 4, 41, 182, 290, 337.  
Bureau de charité ou de bienfaisance, 3, 72, 112, 185, 188, 294, 385.  
Bureau municipal, 40, 68, 184.  
Bureau de paix, 62-63.
- Cahier de doléances, 5, 6.  
Caisse patriotique, 102.  
Calvaire, 296.  
Canons, 131, 144, 165, 198, 274.  
CARNOT, 145 note, 258 note.  
Cartes à jouer, 275.  
CAUMONT, 272, 273-274.  
Cercueil, 389.  
Certificats de civisme, 262.  
*Champdè* (Chapelle du), 489.



- Dais, 475.  
Danses, 385-386, 404, 470.  
Décadi, 292, 301, 355, 367, 464.  
Déchéance du roi, 133, 136, 250.  
Déclaration de guerre, 128.  
Déesse de la Raison, 468.  
Dégâts, dévastation, 11, 74, 76.  
DELAForge, député, 5-6, 14, 16, 21, 185, 337.  
Denrées de première nécessité, 233, 235, 269, 296.  
Département (Formation du). 15, 18, 21-22.  
Déportation, 211.  
Désarmement, 334, 338.  
Déserteurs, 254, 257.  
Destitutions, 289, 303, 309, 335.  
Dettes municipales, 92, 94.  
Dimanche, 355.  
Directoire, 303, 337, 338.  
District, 17-18, 21-22, 303, 338, 413.  
Dons patriotiques, 111.  
DOUSSAIN, député suppléant, 109.  
Drapeau, 273.  
*Drèux*, 137, 149.  
Droits de l'homme, 135, 229-230.  
*Dun-sur-le-Loir*, 281, 323, 387.  
*Dun-sur-Auron* (Cher), 323.  
DUTERTRE, 305, 307.  
Échevins, 5, 39.  
Écoles, 159, 213, 416 et ss., 427, 431.  
Églises, 187, 443 et ss.  
Électeurs, 35, 136.  
Élections municipales, 35-37, 67, 100, 183, 265, 414.  
Élections des curés, 77, 81.  
Élections des députés, 5, 35, 97, 109, 137-138, 149, 412.  
Élections des juges, 59, 413.  
Émigrés, 163-164.  
Emprisonnement, 263, 310, 313, 334, 339.  
Emprunt d'un milliard sur les riches, 274.  
Emprunt municipal, 395, 400.  
Enrôlements, 129, 131, 138, 191, 196, 201.  
Équipements militaires, 144, 192-195-194.  
Erreur de la poste, 323.  
Esprit, 312, 338.  
Esprit public, 210.  
État civil, 157, 185.  
État Général, 114.  
État suprême, 167 et note, 470.  
Fabriques des églises, 213, 450.





- Jemmapes* (Belgique), 145 note.  
Journées de travail, 35, 37, 268.  
Justice, organisation, 62, 64, 66, 413.
- Laïcisation des écoles, 433.  
LA MOLÈRE, 318, 323, 325, 330.  
Lapins, 344.  
Lecture des lois, 301, 468.  
*Le Mans* (Sarthe), 199, 200, 204, 279, 280.  
Levée d'hommes, 138, 196, 253.  
Liste des nobles et ecclésiastiques, 224, 375.  
Livres religieux, 475.  
Logement des électeurs, 412.  
*Loir*, canalisation, 85.  
LOYRÉ, maire, 39, 40.  
LUYNES (Duc DE), 33, 66, 71, 72, 112, 159, 185, 260, 417.
- Madeleine, couvent, 6, 65, 66, 70, 397, 488.  
Madeleine, église, 160, 444, 449, 461, 473, 479 et ss.  
Magasin à fourrages, 481, 485, 489.  
Maires, 4, 37, 40, 41 note, 109, 290.  
Dlle MARCHAND, 319, 323, 327.  
Marché, 44, 176, 180, 218, 220, 240, 242, 351, 359, 390, 394, 404, 408.
- Mare à Gadeau, 73.  
Maximum, 216, 217 note, 229, 241, 267, 268, 270, 285, 288, 297, 298, 351, 356, 359, 383, 401, 410.  
Mercuriales, 179 note.  
Mesurage public, 44.  
Milice bourgeoise, 7, 8, 43.  
MIRABEAU, 96.  
*Mondoubleau* (Loir-et-Cher), 164, 278, 362.  
Montagne, 362, 467.  
Mort du roi Louis XVI, 188, 385.  
Mulets, 350.  
Municipalité, 33 et ss., 38, 41, 213, 301, 303, 345, 375, 399, 413.
- Nobles, 224, 375.  
*Nogent-le-Rotrou*, 198, 199, 221, 278.  
Noms des habitants (Affichage des), 350.  
Noms des rues et places, 187, 259, 281, 293, 387.  
Notables, 34, 38, 67, 109, 184, 335.  
Notaires, 388.  
Numéraire, 347.

- Objets de première nécessité, 233, 269, 270, 283, 351, 355, 374, 390, 401 et note.  
Octroi, 92, 94, 96.  
Œufs, 351, 353.  
Officiers municipaux, 34, 37, 41 note, 67, 109, 183, 335.  
Offrande patriotique, 192, 345.  
Organisation judiciaire, 58, 61, 64, 66.  
Organisation religieuse, 77.  
Organisation politique, 15, 413.  
Orge, 249.  
Orgue, 418, 453, 469.  
*Orléans* (Loiret), 11 note, 12, 21 note, 218, 234, 238, 245, 278, 285.  
Ornements et mobilier d'églises, 444, 452, 460.  
Ouvriers, 356.
- Paiement des grains, 245.  
Pain, 191, 243, 248, 293, 385, 401, 403, 407.  
Pain bénit, 33.  
Pain d'égalité, 248.  
*Paris*, 57, 235, 238, 244.  
Patrie en danger, 130, 131.  
Pâtisserie, 351 note.  
Parchemins, 251 note.  
Paroisses, 159, 213, 444.  
Père des prisonniers, 68.  
Perquisitions, 220, 270, 346, 361.  
*Péronville*, 246.  
Perruquier, 286 note, 313 note.  
Pesage public, 44.  
Piche, 110.  
PICHERY, curé, 320, 323, 327, 413.  
Pillage, 32, 74 et ss.  
Piques, 221, 258.  
Plaques de cheminée, 259 note.  
Police, 73, 113, 114, 189, 207, 219.  
Pompes à incendie, 271.  
Population, 7, 159, 355 note, 398 note.  
Porcs, 249.  
Poste aux lettres, 312, 323, 331.  
Poudre, 349.  
Presbytères, 466.  
Prêtres, 78, 81, 84, 146, 211-212, 224, 374, 454, 459.  
Prieuré de Saint-Valérien, 489.  
Prisons, 64, 66, 68, 159.  
Procès des terroristes, 333 et ss.  
Processions, 51, 117, 195.  
Programme des écoles, 432.
- Questionnaire, 210.  
Quêtes, 72, 112, 400.

- Raison (Culte de la), 359 et ss.,  
361, 367, 369, 455, 467, 470.  
Rationnement des vivres, 347,  
359, 367, 369, 384, 398,  
403, 407.  
RAUX, prêtre, 319, 323, 326.  
Réaction, 332, 377, 387.  
Recensement de grains, 232,  
242, 244, 367.  
Recrutement, 212.  
Religion, 77 et ss., 194, 355,  
443 et ss.  
Remplacement, 204, 206.  
Renchérissement des vivres,  
400 et ss.  
Rentes des écoles, 418 note.  
Réouverture des églises, 471  
et ss.  
République (Proclamation de  
la), 151, 154.  
Réquisitions de soldats, 196,  
198, 213, 218, 231, 237,  
245, 247, 254, 258.  
Réquisitions de blé, 348, 362,  
363, 369, 372, 382, 394,  
400, 408.  
Réquisitions de chevaux, 201,  
249, 350.  
Réquisitions diverses, 149, 193,  
249, 258, 406.  
Rétablissement du culte, 472  
et ss., 480.  
Rétribution scolaire, 438.  
Riz, 360, 368, 369, 390.  
ROBESPIERRE, 323, 331, 342,  
375, 434.  
*Romorantin* (Loir-et-Cher), 234,  
362.  
ROSSARD, maire, 185, 266,  
289-290, 414.  
ROUSSEAU (de Chartres), 262,  
288.  
Rues (Noms des), 187, 259,  
281, 293, 387.  
SABATTIER-COLOMBIER, 321,  
323, 328.  
Sabots, 194.  
Salaires, 191, 268, 356.  
Salpêtre, 349.  
*Sancheville*, 407.  
Sans-culottes, 313 note.  
Savon 268, 269, 285, 374.  
Seigle, 365-367.  
Seizième, 45, 46 note.  
Serment, 10, 57, 84, 101,  
116, 145, 146, 153, 155,  
184, 220, 227, 228, 312,  
421, 454.  
Serment ecclésiastique, 78, 79,  
82, 146.  
Signes de féodalité, 259.  
Société populaire, 91, 211, 267,  
270, 273, 275, 289, 305,  
331, 332, 355, 464, 481.  
Souliers, 192, 194 note.

- Souscriptions, 33, 144, 294, 398.  
Suffrage universel, 136.  
Suppression des paroisses, 446, 449.  
Surveillance révolutionnaire, 206.  
Suspects, 147, 209, 260, 308, 313, 349, 360, 382, 429.  
Suspension du roi, 135.  
Saint-Aignan, église, 450, 485.  
Saint-André, chapelle, 6, 65, 137, 186, 236, 397, 486.  
*Saint-Calais* (Sarthe), 362.  
*Saint-Florent* (Maine-et-Loire), 206, 214.  
Saint-Gilles, chapelle, 444, 489.  
Saint-Jean, église, 444, 447, 449, 474, 482.  
Saint-Lubin, église, 160, 258 note, 450, 484.  
Saint-Pierre, église, 65, 66 note, 160, 450, 453 note, 485.  
Saint-Martin, chapelle, 444, 487.  
Saint-Médard, église, 160, 349, 450, 483.  
Saint-Roch, chapelle, 137, 444, 487.  
Saint-Sépulcre, chapelle, 444, 487.  
Saint-Valérien, église, 163, 444, 449, 455, 474, 480 et ss.  
*Saint-Denis-les-Ponts*, 170.  
Tabac, 43.  
Tableau du prix des denrées, 298 et ss.  
Tarif des travaux, 356.  
TARRAGON (DE), 328.  
Taxe du blé et de la farine, 164, 179, 191, 220, 229, 231, 241, 243.  
Temple de la Raison, 315, 381-385, 460, 463.  
Terreur, 222, 314, 315, 324, 331, 376.  
THIRION, conventionnel, 242 note, 255, 289, 290, 292.  
Tiers-État, 1, 3, 4.  
TOUCHARD, institutrice, 330.  
*Tours* (Indre et-Loire), 362.  
Traitement des membres du Comité révolutionnaire, 307.  
Traitement du maire, 291.  
Tribunal civil, 59 et ss., 144, 159, 212, 336, 338, 413.  
Tribunal révolutionnaire, 65 note, 316, 322, 325 note.  
Troubles, 7, 8, 11, 32, 41, 73 et ss., 113, 119, 164 et ss., 180, 185, 198, 207, 231, 232, 269, 282, 351 note, 355, 361, 363, 371, 384, 393, 399, 407, 463, 482.  
TUPIN, 303, 305, 308, 315, 331, 333, 334, 339, 341.  
TRAXELLE, 338, 341.

Vacances. 441.

VALLES DE, 4. 10, 11. 45, 99.

Venise, 198, 205, 216, 220,  
277. 279.

Vendôme (Loir-et-Cher), 85, 179  
note, 271 note, 278, 362.

Vente de biens nationaux. 45,  
47, 49. 188.

Vente de biens des émigrés,  
164 note.

Vêtements pour les soldats, 192.

Viande, 96, 191, 354.

Vicariat de Saint-Jean, 447.

Vin, 347, 348 note.

Volontaires, 138 et ss., 141  
• note, 144, 192, 196, 257.





TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
INTRODUCTION . . . . .	I
CHAPITRE IV. États généraux. Assemblée constituante. . . . .	I
— II. Assemblée législative. .	109
— III. Convention Nationale .	149
— IV. Instruction . . . . .	416
— V. Religion. . . . .	443
— VI. Églises et Chapelles . .	479
TABLE DES NOMS ET DES LIEUX . . . .	493

---



I 85 273ST2 53<sup>005</sup> BR

6033





1





